BIBLIOTHÈQUE

DE LA

JEUNESSE CHRÉTIENNE

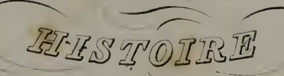
APPROUVÉE

PAR S. ÉM. MGR LE CARDINAL ARCHEVÊQUE DE TOURS

P. 280.



Mort de Marie Stuart.



HISTOIRE DE MARIE-STUART

Reine d'Écosse

Par Mr. De Marlès



Marie Stuart s'échappe du château de Loch-Leven

Tours

Ad Mame et Cie

ÉDITEURS

HISTOIRE

DE

MARIE STUART

REINE D'ÉCOSSE

PAR

M. DE MARLÈS

Qui per virtutem peritat, non interit.
PLAUT., *in Captivis.*

. . . . Nam virtus mihi
In astra et ipsos fecit ad superos iter.
SEN., *de Herc. Œtæo.*

ONZIÈME ÉDITION



TOURS

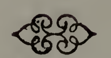
Ad MAME ET Cie, IMPRIMEURS-LIBRAIRES

1858

AVERTISSEMENT

On trouvera dans ce travail la même méthode que nous avons adoptée pour d'autres ouvrages du même genre ; nous n'avons pas cru devoir le surcharger de notes, de citations et d'indications, que peu de lecteurs prennent la peine de vérifier. Il n'en est pas moins certain que pas un seul fait n'a été

avancé que nous n'ayons acquis, autant qu'il était en nous, la certitude qu'il est exact et fidèlement rapporté; il n'en est pas un seul qu'en cas de dénégation nous ne puissions appuyer de plusieurs autorités.



INTRODUCTION

Jacques V, roi d'Écosse, s'était soustrait à l'odieuse tutelle du comte d'Angus, dont Henri VIII avait acheté le dévouement ; c'en était assez pour que la mésintelligence se glissât entre les deux princes ; et, comme les courtisans sont dans l'habitude d'épouser les querelles de leurs maîtres, afin d'acquérir des droits à la faveur, les gouverneurs des frontières des deux royaumes se livrèrent réciproquement à des actes d'hostilité qui auraient infailliblement amené la guerre, si l'intervention amie de François Ier ne l'avait empêchée. Quand l'oncle et le neveu (1) se

(1) Jacques était neveu de Henri : une sœur de ce dernier était sa mère.

furent réconciliés, du moins en apparence, il fut question de donner pour épouse au roi d'Écosse la princesse Marie, fille de Henri VIII et de cette malheureuse infante d'Espagne, Catherine, que son infidèle époux avait sacrifiée à ses penchants déréglés. Henri avait semblé d'abord désirer cette union, mais c'était avant qu'il eût arraché à des juges iniques une sentence de divorce. Cette sentence rendue, il avait épousé Anne Boleyn ; il craignait alors que les enfants de Marie, s'il la donnait au roi d'Écosse, ne disputassent un jour la couronne à ceux qu'il aurait lui-même de la femme qu'il venait de flétrir en la faisant asseoir sur son trône souillé : il refusa son consentement.

Offensé de ce refus, Jacques résolut de demander une épouse à quelqu'un des princes du continent, comptant par cette alliance se ménager un appui contre le roi d'Angleterre. Henri devina l'intention de son neveu, et voulut la faire échouer par des moyens indirects. Il essaya d'abord de le gagner à ses doctrines religieuses. Si Jacques les adoptait, s'il abjurait la foi de ses pères, il ne pourrait plus compter sur l'alliance des princes catholiques, et c'était là un point capital. Il envoya son agent Barlow en Écosse ; celui-ci était porteur d'un traité

dogmatique sur la suprématie spirituelle des princes. Jacques reçut très-froidement le livre et l'envoyé; Barlow s'en retourna mécontent, et se vengea par des injures et des calomnies de l'accueil qu'on lui avait fait.

Henri ne se rebuta point; il fit demander à son neveu une entrevue, et pour lieu de rendez-vous il désigna la ville d'York; mais Jacques connaissait la foi punique de son oncle, il n'avait garde de se remettre entre ses mains : il répondit qu'il voulait bien une entrevue pourvu qu'elle eût lieu en France, en présence de François Ier; Henri, de son côté, rejeta cette proposition. Les négociations furent rompues, et Jacques se tourna tout entier du côté de la France. On lui offrit la main de Marie de Bourbon, princesse française. Avant de rien conclure, il voulut la voir, et, sous prétexte d'aller joindre François, qui chassait les Impériaux de la Provence, où ils avaient pénétré, il se rendit à Dieppe, vit sa prétendue, et, ne la trouvant pas à son gré, poursuivit rapidement sa route et se dirigea vers Lyon. Il y rencontra François, qui le ramena à Paris. Au milieu des fêtes et des plaisirs dont François l'entoura, Jacques oublia complétement Marie de Bourbon.

Il avait vu Madeleine de France, fille du roi, et avait conçu pour elle une passion violente; il l'obtint de son père. Malheureusement la santé de Madeleine était faible et délicate; à peine arrivée en Écosse, elle tomba malade, et trois mois ne s'étaient pas écoulés depuis son mariage, qu'elle succomba. Elle vit approcher la mort avec courage, et sa résignation, dans un âge si tendre, rendit plus vifs les regrets causés par sa perte. Pendant plusieurs mois, Jacques parut inconsolable. Mais il n'est point de douleur que le temps n'affaiblisse: l'année suivante (1538), il épousa une princesse de Lorraine, Marie, fille du duc de Guise et duchesse douairière de Longueville. Jacques se trouva d'autant plus glorieux de cette alliance, que la vertueuse Marie avait refusé de partager avec Henri VIII le trône brillant d'Angleterre.

Henri avait vu avec douleur cette alliance étroite entre l'Écosse et la France. Dans ses desseins de conquête et de prosélytisme, il se flattait, si le roi d'Écosse n'avait point d'alliés, de le forcer sans peine à recevoir les doctrines dont il venait lui-même de doter son royaume, et peut-être même de faire de l'Écosse une province anglaise. Mais, soutenu par la France, Jacques résisterait avec avan-

tage; il fallait donc priver l'Écosse de cet appui, et profiter ensuite de son isolement entre deux mers pour la subjuguer. Henri était décidé à tout: si les négociations qu'il allait reprendre ne réussissaient point, il ferait usage de la force, et convertirait avec l'épée ceux que ses livres de controverse n'avaient pu pervertir.

Sadler fut envoyé vers Jacques avec la même mission secrète que Barlow; il demanda au roi une entrevue particulière (1540); Jacques l'accorda. Sadler lui fit voir une lettre prétendue interceptée du cardinal de Béthune (1) à son agent à Rome; il s'agissait, dit Sadler, de soumettre l'autorité royale à l'autorité temporelle du pape. Le roi se contenta de répondre que cette lettre lui était parfaitement connue, et qu'avant de la faire partir, ce qui avait eu lieu de son exprès consentement, le cardinal lui en avait donné copie.

« Mon maître, répliqua Sadler, rougit pour vous de votre faiblesse. Vous n'êtes que le fermier de votre royaume, au lieu d'en être le souverain. Vous manquez d'argent; que ne prenez-vous les biens

(1) Les Écossais écrivent Beaton; ce cardinal, archevêque de Saint-André et primat de l'Écosse, avait succédé à son oncle sur le siége archiépiscopal.

de l'Église ? Dans les mœurs dissolues de votre clergé, vous trouverez mille raisons qui vous justifieraient à vos propres yeux, si vous aviez besoin d'être justifié.

— Sadler, répondit le roi, j'ai assez des biens que le Ciel m'a donnés; je n'ai nul besoin d'envahir le bien des autres. Si j'éprouvais quelque pénurie de fonds, le clergé, j'en suis sûr, viendrait de grand cœur à mon secours. Si par malheur quelques membres du clergé profanent leur saint ministère, il en est beaucoup d'autres qui méritent tous nos éloges, et il n'y aurait point de justice à punir des innocents parce qu'il y a des coupables. »

L'envoyé de Henri se tourna alors du côté de la politique. Il voulut prouver au roi d'Écosse que l'alliance de son oncle lui serait mille fois plus avantageuse que celle de la France, car après la mort du prince Édouard, qui n'avait point de santé, il deviendrait l'héritier présomptif du trône d'Angleterre. Sadler finit par presser le roi d'accepter l'entrevue d'York. Le roi le remercia du zèle qu'il montrait pour ses intérêts, mais il éluda très-adroitement l'invitation de se rendre à York.

Cette invitation fut renouvelée encore une fois ; on avait même laissé croire à Henri que son neveu

n'était pas éloigné de l'accepter. On ajoutait qu'en général les nobles se montraient assez disposés à s'enrichir aux dépens du clergé, et que ce corps, qui ne voulait pas se laisser dépouiller, opposait seul une vive résistance. Sur ces entrefaites, le cardinal partit pour Rome; Henri en reçut la nouvelle, et il en conçut d'abord quelque inquiétude, parce qu'il s'imagina que le cardinal n'avait pris sa route à travers la France que pour exciter François à entrer dans une ligue qui se préparait contre lui. Mais, après y avoir réfléchi, il se réjouit du départ du cardinal, pensant qu'il serait plus facile de triompher de l'obstination de Jacques, que ne soutiendraient plus la présence et les observations de ce prélat. Plein de cette idée, il se rendit dans le York-Shire pour y attendre son neveu; mais Jacques persista dans son refus. Il craignait, avec raison, que si une fois son oncle le tenait en ses mains, il ne lui rendît la liberté qu'après l'avoir contraint de renoncer à l'alliance de la France, et de décliner la juridiction spirituelle du pape. Henri reprit le chemin de Londres, très-irrité contre son neveu; et il refusa bien longtemps de recevoir l'ambassadeur écossais chargé spécialement de lui offrir les excuses de son maître.

Henri était bien décidé à recourir à la force

pour arracher ce qu'il n'avait pu obtenir par la ruse ; toutefois, avant de commencer la guerre, il voulut sonder la cour de France. Ses agents lui mandèrent que, malgré tout l'intérêt que François portait au roi d'Écosse, celui-ci ne pouvait guère espérer qu'il en serait secouru, à cause des embarras que l'Empereur suscitait au roi de France lui-même. Là-dessus Henri n'hésita plus, il envoya l'ordre à ses gouverneurs des frontières de commencer les hostilités ; bientôt après, et pour venger un premier échec reçu par ses armes, il ordonna au duc de Norfolk d'assembler une armée dans York, d'en prendre le commandement, et d'envahir immédiatement l'Écosse. Jacques n'était point préparé à la guerre ; il ouvrit des négociations qui retinrent le duc de Norfolk dans York ; mais, au bout de quelques jours, le duc reçut l'injonction formelle de pénétrer en Écosse.

Le duc obéit, et il eut le déplorable avantage de livrer aux flammes deux villes sans défense et une vingtaine de villages. Après cet exploit, le défaut de vivres l'obligea de se retirer (1542). Jacques voulut poursuivre les Anglais ; mais tous ses officiers lui remontrèrent que, s'il lui arrivait le même malheur qu'à son père dans les champs de Flodden, sa mort

laisserait l'Écosse exposée à devenir la proie de son oncle, qui ne manquerait pas de la réclamer comme son plus proche héritier. Jacques ne se rendit qu'en partie au vœu de ses officiers; il congédia les troupes qui se trouvaient alors auprès de lui, mais il se dirigea immédiatement vers les frontières de l'ouest, où il avait un corps de dix mille hommes, et lui donna ordre de pénétrer en Angleterre et d'y passer autant de jours que Norfolk en avait passé en Écosse.

Jacques eut à se repentir d'avoir cédé à un aveugle mouvement de colère. Ces dix mille hommes aperçurent au delà de la frontière quelques troupes anglaises qui paraissaient préparées à disputer le passage; et, soit qu'ils refusassent de combattre parce qu'on leur avait donné pour chef un officier qu'ils n'aimaient pas, soit qu'ils s'imaginassent qu'ils allaient avoir en tête toute l'armée de Norfolk, ils se débandèrent sans avoir tiré l'épée, et s'enfuirent dans tous les sens. Vingt-quatre pièces d'artillerie et tous les équipages tombèrent au pouvoir des Anglais; et mille prisonniers, parmi lesquels se trouvaient deux comtes, cinq barons et deux cents chevaliers, furent envoyés en Angleterre, comme pour attester une victoire qui n'avait pas coûté un seul homme.

Ce désastre inattendu abattit le cœur de Jacques.

Il partit, malade, pour Édimbourg, d'où il gagna le manoir solitaire de Falkland. A peine arrivé, il fut saisi par la fièvre qui, le trouvant déjà miné par le chagrin, fit des progrès rapides. Il expira le 14 décemble, vingt jours après l'événement, et huit jours après que sa femme eut mis au monde une fille. Cette fille, née sous d'aussi tristes auspices, fut Marie Stuart.

HISTOIRE

DE

MARIE STUART



CHAPITRE PREMIER

Naissance de Marie. — Troubles pendant sa minorité — Elle est conduite en France.

Henri VIII n'eut pas plutôt reçu la nouvelle du double événement qui donnait une souveraine à l'Écosse, à la place du roi que la mort saisissait, qu'abandonnant sur-le-champ, sauf à le reprendre ensuite, le rôle de convertisseur, il conçut le projet d'ajouter l'Écosse à son royaume, destinant pour épouse à son fils la princesse qui venait de naître. Si le parlement écossais acceptait sa proposition, il prenait sans opposition le gouvernement du royaume, soit comme beau-père, soit comme grand-oncle de la reine. Le comte d'Angus et sir George Douglas, qui avaient reçu de lui de grandes largesses; les comtes de Cassilis et de Glencairn, les lords Maxwell,

Fleming, Somerville, Oliphant et Gray, faits prisonniers dans la malheureuse affaire de Solway-Moss, furent mis par Henri dans sa confidence, et tous s'engagèrent à le servir dans ses desseins; les deux premiers agissaient par reconnaissance, les autres, par l'espoir d'être bientôt rendus à la liberté. Toutefois Henri ne les laissa partir qu'après avoir reçu d'eux des otages, garants de leur retour pour le cas où ils ne réussiraient point.

Vainement le roi Jacques, avant de mourir, avait consigné dans un testament ses dernières volontés; vainement il avait recommandé sa fille et son épouse aux seigneurs qui l'entouraient. A peine eut-il fermé les yeux, que ses instances, ses recommandations, les promesses qu'il avait obtenues, tout fut oublié. Lorsque, après la mort du roi, le cardinal Beaton (dont les Français ont fait le cardinal de Béthune) eut donné connaissance du testament qui lui conférait la régence en lui donnant pour collégues trois seigneurs écossais, on ne tint aucun compte de cette pièce, que les uns soupçonnaient d'être fausse et supposée, que les autres rejetaient parce qu'elle disposait de la régence en faveur de personnes qui n'étaient pas de leur choix. Quelques seigneurs, s'étant réunis à Édimbourg, donnèrent le titre de régent à Jacques Hamilton, comte d'Arran, qu'on regardait d'ailleurs comme héritier présomptif du trône, dans le cas où la jeune princesse viendrait à mourir. Le cardinal Beaton eut l'air de souscrire

à un arrangement qu'il ne pouvait pas empêcher. Ce fut après cette transaction qu'arrivèrent à Édimbourg les deux exilés, Angus et Douglas, et les prisonniers de Solway-Moss.

Le parti anglais se renforça de tous ces hommes qui s'étaient vendus. Il faut convenir toutefois que parmi eux il s'en trouvait plusieurs qui prenaient peu d'intérêt au roi d'Angleterre : ils ne voulaient que retirer sains et saufs de ses mains tous ceux qu'ils lui avaient remis en otage. Le parti français avait à sa tête la reine mère, le cardinal, les comtes de Huntley, de Murray et d'Argyle. Ce parti pouvait de plus compter sur la coopération des membres du clergé, que la crainte des innovations religieuses aurait seule déterminés, lors même qu'ils n'auraient pas eu pour premier motif le patriotisme. La nation, en général, se sentait disposée à faire avec la reine cause commune, car elle haïssait la domination anglaise, autant qu'elle était attachée à la France, son ancienne et loyale alliée.

Le régent se trouvait dans un grand embarras. L'opposition qu'il avait rencontrée dans le cardinal Beaton l'aurait d'abord poussé par dépit dans le parti anglais, s'il ne s'était d'ailleurs méfié des projets de Henri. Au fond, et quel que fût le parti vainqueur, il sentait bien que ses propres droits à la succession de Jacques se trouvaient également compromis. Henri, pour faire cesser son hésitation, lui offrit la main de la princesse Élisabeth pour son jeune

fils; mais le régent comprit que cette offre ne lui était faite que pour empêcher de faire épouser par ce fils la jeune reine elle-même. Cette réflexion ne l'empêcha pas de se prononcer en faveur de Henri; il fit plus, il emprisonna le cardinal, sous prétexte que ce dernier avait engagé le duc de Guise à lever une armée et à l'envoyer en Écosse pour soutenir contre lui les intérêts de la reine mère (1543).

Cependant le parlement avait été convoqué, et on lui avait fait part des propositions de Henri. Le parlement accueillit celle qui avait pour objet le mariage du prince Édouard et de la reine, mais il rejeta toutes les autres. Il s'agissait de remettre la reine entre ses mains, de lui confier le gouvernement du royaume et de lui livrer toutes les places fortes pendant la minorité. On conçoit que la fierté écossaise dut se révolter contre ces prétentions exorbitantes. Pourtant Henri y tenait, et lorsque les envoyés du régent lui rendirent compte de ce qui s'était passé, il ne dissimula point ses ressentiments. Il fit même faire de vifs reproches par sir Ralph Sadler au comte d'Angus et à ses adhérents, se plaignant amèrement d'être mal servi par eux, et les accusant de trahir leurs promesses.

Angus lui répondit que ses amis et lui avaient obtenu tout ce qu'il était possible d'obtenir dans la circonstance présente. Il l'exhorta instamment à se contenter provisoirement de ce qui avait été fait; tout le reste, ajoutait le comte, serait emporté à la

longue, mais on ne pouvait s'avancer que pas à pas. Si toutefois on n'avait pas la patience d'attendre, il fallait envahir l'Écosse avec une armée assez forte pour inspirer la terreur; et dans ce cas, le loyal Écossais s'engageait à favoriser de toutes ses forces le dangereux ennemi de son pays. Henri, qui à tous ses défauts joignait beaucoup d'obstination, résista pendant trois mois aux représentations du comte d'Angus. Convaincu à la fin que plus il tardait à se décider, plus il laissait au parti français le temps de se fortifier, il signa un traité de paix entre les deux royaumes; il fut de plus arrêté que Marie épouserait le prince Édouard, et qu'aussitôt qu'elle aurait atteint sa dixième année, elle serait envoyée en Angleterre.

Ainsi, pour disposer de la noble fille des rois d'Écosse, on n'attendait pas qu'on pût former un vœu, un désir : on stipulait pour elle, et l'on ne comptait pour rien, ni son cœur, ni ses futures affections, ni ses répugnances. Sans doute, si Marie était devenue l'épouse d'Édouard, sa tête se serait ornée d'un double diadème; peut-être même eût-elle donné à l'Angleterre un héritier du trône. Mais à coup sûr, Marie enfant, élevée au milieu d'une cour corrompue, toute composée d'hommes qui avaient vendu leur conscience pour un peu d'or; livrée à un époux fanatique qui poussa plus loin encore que son père le prosélytisme et le zèle convertisseur; entourée de séductions dans un âge où

la raison ne peut se faire entendre, Marie aurait succombé : elle aurait renié la foi de ses pères. Entraînée à son insu d'abîme en abîme, elle aurait embrassé la prétendue réforme, œuvre périssable de son grand-oncle, religion tout humaine, morale des passions, que les Anglais de bonne foi osent à peine défendre aujourd'hui. Il n'en fut point ainsi : Marie resta pure de toute hérésie.

Cependant le cardinal Beaton avait obtenu du régent sa liberté à certaines conditions ; d'un autre côté, la France faisait passer des secours d'argent et des munitions, ce qui augmentait l'espoir de succès que nourrissait le parti de la reine. Une circonstance imprévue vint compliquer les divers intérêts qui s'agitaient alors en Écosse. Le comte de Lennox, se prétendant seul apte à succéder en cas de décès de Marie, vint réclamer la régence. Le cardinal parut disposé en sa faveur ; Lennox à son tour aida le cardinal à rendre son parti dominant dans les provinces septentrionales de l'Écosse, à prendre sous sa tutelle spéciale l'enfant royal, et à le transporter dans le château de Stirling, l'un des plus forts du pays.

Henri apprit avec peine cette translation ; il craignait que Marie ne fût envoyée en France, et il mit tout en œuvre pour l'empêcher. Il offrit au régent le secours d'une armée anglaise ; il lui promit de nouveau pour son fils la main d'Élisabeth, et pour lui-même la souveraineté de l'Écosse au delà du

Frith (1); et comme le régent ne répondait pas à ses avances, Henri se tourna du côté de Lennox, qui venait de rompre avec le cardinal parce que le cardinal s'était mis d'accord avec le régent. Lennox, subjugué d'ailleurs par sa passion pour Marguerite Douglas, fille du comte d'Angus et nièce de Henri, finit par se joindre aux partisans de l'Angleterre. Ceux-ci s'étaient tous liés par un serment pareil à celui que prêtaient autrefois les *frères d'armes*, vivre et mourir l'un pour l'autre. On eut connaissance de ce pacte par une copie du serment qu'on trouva sur Somerville, arrêté par l'ordre du régent; à cette copie était jointe une lettre du roi Henri pour lui demander des secours.

Le régent, pressé alors par le légat du pape, Marc Germani, et par l'ambassadeur français Labroche, se décida, bien que malgré lui, à faire la guerre. Il commença par convoquer le parlement, qui se réunit le 3 décembre. Après de vifs débats, il y fut déclaré que les amis de l'Angleterre étaient traîtres à leur pays, et que le traité du 1er juillet était nul, soit à cause du retard de Henri à le ratifier, soit parce qu'il avait permis et sanctionné les actes d'hostilité de ses gouverneurs des frontières, et qu'il avait saisi plusieurs bâtiments de commerce appartenant aux habitants d'Édimbourg. Malgré ces déclarations for-

(1) On appelle Frith la partie navigable de la rivière de Forth, qui baigne les murs d'Édimbourg.

melles, le comte d'Arran tenta de rouvrir les négociations; mais le roi, qui le regardait comme seul coupable, ne voulut rien entendre, et dès le mois de mai (1544) Seymour, comte d'Herfort, oncle du prince Édouard, arriva sur le Frith avec un corps d'armée de dix mille hommes. Il demanda qu'on lui remît la jeune reine, et, sur le refus du régent, il débarqua ses troupes et marcha sur Édimbourg, où il fut joint par un corps de cinq mille cavaliers qui venaient de Berwick. Le lendemain il força une porte de la ville, qui fut livrée durant quatre jours au pillage et à l'incendie. Après ce noble exploit et sur l'avis que le régent réunissait des troupes, Seymour donna l'ordre de la retraite. Il mit le feu en passant aux ville de Seaton, d'Haddington et de Dunbar, tandis que sa flotte incendiait celle de Leith, et démolissait la jetée; Seymour arriva à Berwick sans avoir fait de grandes pertes.

Cette guerre dura près de trois ans; il y eut de part et d'autre des villes ruinées, des campagnes complétement dévastées, beaucoup de sang répandu, et Henri n'obtint rien de ce qu'il demandait. Lennox, en épousant Marguerite Douglas, lui avait promis son château du Dunbarton; mais la garnison indignée ferma les portes de la forteresse, refusa de recevoir Lennox lui-même, et peu de temps après livra la place au régent. Le barbare Henri, n'écoutant que son courroux, donna l'ordre d'égorger les otages écossais qu'on gardait à Carlisle. Certes, si

avant la guerre les Écossais répugnaient à la domination anglaise, la manière dont elle fut faite et le massacre des otages ne leur permirent plus de voir dans Henri qu'un odieux tyran, ennemi de Dieu et des hommes, cherchant à éteindre dans le sang des peuples d'injustes ressentiments.

Malheureusement pour l'Écosse, le roi de France n'avait pu y envoyer qu'un faible corps de troupes. Obligé de se défendre à la fois contre son éternel ennemi Charles-Quint et contre Henri, *son ancien ami,* perfide instigateur de cette guerre, il avait besoin pour lui-même de toutes ses ressources, et il était contraint de négliger l'Écosse. C'était là ce que voulait Henri, qui, du reste, pour colorer l'agression, parlait très-haut des trois griefs qu'il avait contre François : c'était de fomenter des troubles en Écosse et de fournir des secours de tout genre à ceux qu'il appelait rebelles, c'est-à-dire aux partisans de la jeune reine et du régent, ennemis de la domination anglaise; de vouloir enlever Marie pour la conduire en France, afin d'empêcher l'union future de l'Écosse et de l'Angleterre par le mariage de l'héritière du royaume avec le prince Édouard; d'avoir dit (et c'était ici le point principal pour Henri, nouveau prophète, qui voulait que ses opinions et ses actes fussent pour tout le monde articles de foi) que son mariage avec Anne Boleyn était nul, et qu'il ne l'avait contracté qu'en violant sa promesse de ne pas épouser cette femme.

Il est vrai que Barnet publia une pièce dans laquelle il est prétendu que François avait déclaré que le mariage de Henri avec Catherine, veuve de son frère, était radicalement nul; que par conséquent celui d'Anne était valide, et que tout ce que le pape avait décidé dans cette affaire était le fruit de l'erreur et de l'injustice. Barnet va plus loin : François, suivant lui, s'obligeait pour lui et ses successeurs à soutenir cette opinion par les armes. Comme cette pièce n'a ni date ni signature, il est à présumer qu'elle avait été fabriquée en Angleterre, présentée peut-être au roi de France, et rejetée par celui-ci, qui, d'après le témoignage du cardinal Pole, répondit aux vives instances de Henri au sujet de son divorce : « Je suis et veux être son ami, *mais seulement jusqu'à l'autel.* »

Charles-Quint, qui n'eut pas moins de mauvaise foi que de puissance, fut beaucoup moins scrupuleux que le roi de France, et il se laissa aisément persuader par Henri, que depuis la mort *naturelle* de Catherine (tante de l'empereur) et la mort *violente* d'Anne Boleyn (elle eut la tête tranchée), il n'y avait plus entre eux aucun sujet de mésintelligence, et que rien ne devait les empêcher de s'unir contre la France. L'Empereur, par pudeur, exigea une condition : il voulut que la princesse Marie, fille de Catherine, fût rétablie dans son rang de fille légitime du roi, et par suite dans tous ses droits de succession. C'était mettre Henri dans un grand em-

barras, car cette reconnaissance des droits de la fille contenait la preuve explicite des droits de la mère; le parlement le tira complaisamment de ce mauvais pas en déclarant Marie successible, sans faire aucune mention de sa légitimité; c'était en quelque sorte une transaction entre les exigences de l'Empereur et les vieux ressentiments de Henri. Il fut convenu entre eux, par le traité du 11 février 1543, qu'ils sommeraient conjointement François Ier de renoncer à son alliance avec la Porte, de réparer tout le dommage qui aurait pu résulter pour des chrétiens de cette alliance impie (1), de payer au roi d'Angleterre les arrérages de la pension à laquelle il était tenu envers lui, et de lui donner des sûretés pour le paiement des annuités à échoir. Enfin, si le roi de France ne faisait pas compter ces sommes dans les quarante jours de son acceptation de ces conditions, l'Empereur réclamerait le duché de Bourgogne, et le roi d'Angleterre revendiquerait toutes les possessions de ses prédécesseurs en France.

François ne voulut pas même écouter les hérauts

(1) Il est assez étrange d'entendre Charles-Quint et Henri VIII tenir un semblable langage, l'un qui assiégeait le pape dans Rome et faisait faire en Espagne des prières pour sa délivrance, l'allié du bey de Tunis, assassin de ses frères, le protecteur de tous les sectaires d'Allemagne, etc.; l'autre, ennemi acharné du catholicisme, auteur d'une religion prétendue qui ne fut pour lui que le culte des passions.

qu'on lui envoya pour lui notifier la demande des deux princes alliés. Ceux-ci s'attendaient à un refus: ils se tenaient prêts pour la guerre. François n'avait pas cru le danger imminent: aussi ne put-il empêcher ses États d'être envahis par Luxembourg et Calais. L'Empereur, ne trouvant pas de résistance, avait pénétré au cœur de la Champagne, mais tout d'un coup les vivres lui manquèrent, et il eût été bien facile à François de l'affamer dans son camp et de le forcer à se rendre sans combattre, si la duchesse d'Étampes, abusant de la folle confiance du roi, ne lui avait fait passer des avis qui le sauvèrent, lui et son armée. Le traité de Crespy (septembre 1544) termina cette guerre, mais seulement avec l'empereur. Henri de son côté s'était emparé de Boulogne, et, l'hiver venu, il avait regagné l'Angleterre. François résolut de faire tomber sur Henri tout le poids de son ressentiment; il équipa une flotte nombreuse, insulta impunément les côtes de l'Angleterre, mais ne put ni s'emparer de Calais ni reprendre Boulogne.

Ce mauvais succès, qu'on imputa non sans fondement au général de l'armée française, avait refroidi l'humeur belliqueuse du roi de France; celui d'Angleterre n'était pas moins que lui fatigué d'une guerre où il n'y avait pour personne ni honneur ni profit; des propositions de paix furent faites: on conclut d'abord un court armistice; on en profita pour régler les conditions du traité. Il fut convenu

que François paierait à l'avenir la pension stipulée en 1525 (1), que des commissaires seraient nommés pour régler une prétendue créance de Henri, de cinq cent douze mille couronnes, que le roi d'Angleterre restituerait dans huit ans la ville de Boulogne, à la charge par François de lui payer une somme de deux millions de couronnes. Ainsi ce ne fut là qu'un pacte d'argent, dont Henri, qui passait pour le prince le plus riche de l'Europe, cherchait à s'assurer tout l'avantage (juin 1546).

Le Ciel ne permit pas que sa cupidité s'assouvît dans la jouissance, ni que ses yeux pussent se repaître de l'aspect de cet or, pour lequel seulement il semblait avoir combattu depuis plusieurs années. Fatigué d'excès, il supportait à peine le poids de son corps; il était pourtant d'un âge peu avancé (il n'avait que cinquante-six ans); mais il était devenu si énormément gros, qu'il ne pouvait plus se soutenir, et ce n'était qu'à l'aide d'un fauteuil à roulettes qu'il pouvait passer d'un appartement à l'autre. Il n'avait pas même la force de signer ses dépêches; trois secrétaires se tenaient constamment

(1) C'était pendant la captivité de François, après la bataille de Pavie. Le cabinet de France achetait alors la paix de l'Angleterre et la renonciation de celle-ci à ses anciennes prétentions, moyennant la somme de deux millions d'écus d'or, et, de plus, une rente annuelle et viagère de deux cent mille écus, laquelle néanmoins ne commencerait à courir qu'après que le capital de deux millions aurait été payé aux termes convenus.

auprès de lui pour apposer sur les pièces à signer un timbre sec portant le nom du roi, et suivre les traits marqués par le timbre avec une plume garnie d'encre. A cette corpulence extraordinaire se joignait un ulcère à la cuisse, ulcère qui déjà plus d'une fois avait menacé sa vie, et qui, à cette époque, semblait défier tout l'art des médecins. L'âcreté de son tempérament, son état habituel d'irritation, ses soupçons, ses craintes de tout ce qui l'entourait ne contribuèrent pas peu à augmenter son mal. Il mourut du 28 au 29 janvier 1547.

François était à Saint-Germain quand il reçut la nouvelle de la mort de Henri. Il en fut d'autant plus douloureusement affecté, qu'ayant à peu près le même âge (cinquante-trois ans), il était depuis longtemps frappé de l'idée qu'il n'aurait pas une plus longue carrière. Il ne survécut que de deux mois à *son aîné* (c'est ainsi qu'il appelait le roi d'Angleterre). « Mon aîné est parti? s'écria-t-il en soupirant; mon tour ne tardera pas. »

Ce fut avec un profond sentiment de douleur que les Écossais apprirent la mort de François; car ils perdaient un protecteur, et ils ignoraient si Henri, son successeur, prendrait à eux et à leur souveraine le même intérêt. On savait pourtant que les princes de Lorraine jouissaient à Paris d'une grande influence; la reine mère était sœur du duc de Guise, et cette circonstance donnait beaucoup d'espoir; on savait d'ailleurs que ce prince haïssait les Anglais;

il avait donc un double motif de veiller au salut de l'Écosse, autant que son crédit en France le lui permettait. Sa protection pouvait paraître d'autant plus nécessaire que le cardinal Beaton, ce zélé serviteur des Stuarts, venait d'être traîtreusement assassiné.

Henri VIII ne lui pardonnait point d'avoir soustrait Marie à ses poursuites, et il n'avait pas rejeté l'offre qui lui fut faite par William Kildardi, Wishart et quelques autres, de le délivrer par le fer du prélat incommode qu'il trouvait toujours sur ses pas. Ne pas repousser une proposition de ce genre avec l'indignation qu'elle aurait soulevée dans toute âme honnête, c'était autoriser le meurtre, c'était l'ordonner. Toutefois deux ans se passèrent sans que le crime fût commis; la prudence et l'activité du cardinal avaient fait échouer toutes les tentatives dirigées contre sa vie; mais au bout de ce temps un membre de la famille Wishart, George, s'érigeant en prédicateur, avait cherché publiquement à propager les nouvelles doctrines; il joignait à l'impiété l'esprit de révolte, et avec le nouvel évangile il prêchait l'insurrection. Il fut arrêté, jugé, condamné comme séditieux et hérétique. Dès lors la mort du cardinal fut de nouveau jurée. Profitant de la négligence du concierge, les meurtriers s'introduisirent au point du jour dans le château de Saint-André, où le cardinal se trouvait, et, pénétrant jusque dans sa chambre, ils le tuèrent. Les assassins furent sou-

tenus par tous les partisans de la réforme, et tous ensemble demandèrent la protection du roi d'Angleterre ; cette protection ne leur manqua pas.

Les Écossais avaient été compris dans le traité de paix de juin 1546, mais Henri ne voulut pas souscrire à d'autre condition qu'à celle de s'abstenir d'hostilité tant qu'on ne l'attaquerait pas. De son côté, le comte d'Arran exigeait préalablement la remise des forts que les Anglais occupaient, et de plus il voulait que les assassins du cardinal fussent abandonnés à la justice.

Après quelques négociations infructueuses, Arran fit le siége de Saint-André, où les meurtriers s'étaient enfermés ; mais au commencement du mois de février 1547, il fut obligé de le lever pour aller présider l'assemblée des trois ordres de la nation. La mort de Henri n'apporta aucun changement dans la politique du cabinet de Saint-James, et le comte d'Herfort, devenu duc de Somerset et régent du royaume sous le titre de *Protecteur,* fit deux traités avec les meurtriers. Dans l'un, ces derniers prenaient l'engagement de travailler de tout leur pouvoir à faire réussir l'union projetée de la reine d'Écosse et de l'infant-roi d'Angleterre, et de ne se dessaisir sous aucun prétexte de la possession du château sans une autorisation écrite du roi et du protecteur. Dans l'autre, ils contractaient l'obligation impie de s'unir à l'armée anglaise qui entrerait en Écosse pour s'emparer de la personne de Marie, et

de remettre le château aux commissaires anglais, aussitôt que Marie serait au pouvoir d'Édouard et que le mariage serait célébré.

Le gouverneur eut par bonheur connaissance du second traité; il ne lui fut pas difficile de deviner tout le reste, et de se rendre compte des intentions du protecteur Somerset. Il publia sur-le-champ une proclamation qui appelait tous les hommes valides à se rendre, dans un délai de quarante jours, à un lieu indiqué, avec des provisions pour un mois. L'Écosse, disait-il, menacée d'invasion par son éternel ennemi, appelait à elle tous ses enfants. Pour plus de sûreté, le gouverneur eut recours au nouveau roi de France, Henri II, au nom duquel furent solennellement renouvelés les traités d'alliance existant entre les deux royaumes; on promit de plus de prompts secours en hommes et en argent.

Les seigneurs anglais qui résidaient sur la frontière, animés par l'espoir du pillage, devancèrent les hostilités qui se préparaient : ils firent plusieurs irruptions en Écosse. Arran accourut avec quelques troupes; il se proposait même d'assiéger Langhope et Cawmyllis, qui servaient de places d'armes et de points d'appui aux agresseurs, lorsqu'il reçut l'heureuse nouvelle que le prieur de Capoue, Strozzi, lui amenait plusieurs galères françaises chargées de troupes. Il alla au-devant d'elles avec les siennes, et la jonction s'étant opérée, l'armée combinée alla

investir le château de Saint-André. En peu de temps l'artillerie française ouvrit une brèche considérable, et la garnison, qui ne voulut pas s'exposer aux suites d'un assaut, se rendit à la seule condition d'avoir la vie sauve. Le gouverneur démolit toutes les fortifications, afin que, si, durant le cours de la guerre, le château retombait aux mains des Anglais, ils ne pussent en faire une place d'armes.

Cependant le régent n'oubliait pas l'objet des traités, et dès qu'il eut terminé ses préparatifs, ce qui eut lieu dans le mois d'août, il envahit l'Écosse avec une armée de vingt mille hommes, tandis qu'une flotte de vingt-quatre galères, suivie d'autant de bâtiments de transport, faisait voile tout le long de la côte sans perdre de vue l'armée de terre. Arran fit courir les signaux en usage d'un clan à l'autre clan (1), avec désignation de Musselburgh pour lieu de réunion; mais il y vint tant de monde, que le gouverneur, qu'aurait embarrassé cette multitude, choisit seulement trente mille hommes et renvoya tous les autres. Il se mit aussitôt en marche pour arrêter l'ennemi. Il y eut bientôt après une rencontre de cavalerie à Falside; elle n'eut rien de décisif. Le

(1) Les signaux dont on se servait autrefois en Écosse pour annoncer une invasion ennemie, consistaient en deux tisons enflammés qu'on attachait en forme de croix au bout d'une lance. A ce signal, chaque Écossais était tenu d'accourir en armes pour aider à repousser l'agression. On désignait et on désigne encore par le nom de *clan* une tribu écossaise.

lendemain (10 septembre), le gouverneur ayant traversé la rivière d'Eske, le protecteur alla s'emparer des hauteurs voisines (*Pinkencleugh*). Ce double mouvement amena une grande bataille, où la fortune se déclara contre les Écossais. La victoire avait paru d'abord vouloir les favoriser, et la cavalerie anglaise avait été rompue; mais les montagnards écossais, s'étant livrés à la poursuite des fuyards, furent bientôt attaqués eux-mêmes par des troupes fraîches et aguerries, qui les mirent à leur tour dans une déroute complète. La victoire fut surtout déterminée par une batterie que Somerset avait établie sur l'éminence, et surtout par l'artillerie des galères; le chancelier d'Écosse, comte de Huntley, et les lords Yester et Wemys furent faits prisonniers. On dit que la perte des vaincus fut de huit mille hommes.

Le protecteur poursuivit ses avantages; il marcha sur Leith, qu'il livra pendant quatre jours au pillage; il dévasta tous les environs, et après cet exploit singulier d'un homme qui voulait gagner les Écossais à la cause du roi d'Angleterre, il se retira à la hâte, suivi de près par le gouverneur, qui avait rallié un corps de cavalerie. Cette retraite précipitée, après une victoire éclatante, surprit les ennemis des Anglais autant qu'elle affligea leurs partisans, qui allaient se trouver exposés sans défense aux ressentiments du gouverneur. Somerset ne manquait pas de provisions, l'hiver n'avait pas encore commencé,

il ne pouvait redouter l'ennemi qu'il venait de vaincre : quel motif avait donc pu l'entraîner loin du théâtre de sa gloire? Les uns crurent qu'enivré du succès, il voulait en jouir devant le peuple de Londres; d'autres pensèrent, avec plus de raison peut-être, que son autorité avait fait à la cour beaucoup de mécontents, à la tête desquels se trouvait son propre frère, le lord amiral; que leurs manœuvres secrètes menaçaient son pouvoir, et qu'il n'était parti que pour aller déjouer le plan de ses ennemis.

L'échec subi par les Écossais ne les avait pas mieux disposés en faveur des Anglais qu'ils ne l'étaient auparavant; leur antipathie, comme il fallait s'y attendre, ne fit que s'accroître, et l'idée seule du mariage de leur reine avec l'odieux roi d'Angleterre excitait de violents murmures dans les chaumières des montagnards comme dans les hôtels d'Édimbourg. Il est probable pourtant que cet hyménée aurait produit pour l'Écosse des avantages réels; mais comment changer en sentiments d'affection la haine invétérée que les descendants des Pictes avaient toujours conservée contre les descendants des Bretons? Comment vouloir que l'Écosse, qui avait si souvent combattu pour son indépendance, devînt en un jour une province anglaise? Comment penser surtout que la religion du pays (l'Écosse était encore catholique) dût s'altérer, se corrompre, s'anéantir par le contact des doctrines impies de Henri VIII, exagérées encore par le jeune Édouard? Ce n'était

pas assez de livrer à ce prince la personne chérie de leur jeune reine, il fallait encore que la religion des passions, créée par Henri, vînt flétrir l'âme neuve et candide de Marie! C'étaient là des pensées qui révoltaient tous les Écossais.

Quelques-uns, et particulièrement le comte de Huntley, faisaient ressortir l'ingénieuse manière que les Anglais avaient mise en usage pour gagner les cœurs écossais : faire la guerre à l'Écosse, piller ses villes, brûler, dévaster ses campagnes, massacrer ses habitants! certes, c'était là un moyen tout nouveau de se faire aimer par un peuple; et le protecteur devait sans doute se féliciter des grands avantages qu'il avait tirés de sa victoire. Le comte Huntley avait raison, et le protecteur ne tarda pas à s'apercevoir qu'il n'avait fait qu'ajouter de sa propre main d'invincibles obstacles aux obstacles que lui opposaient les préjugés nationaux.

Plusieurs lords écossais réunis à Stirling résolurent d'invoquer le secours de la France, ancienne et fidèle alliée de l'Écosse. Il fut même question dans cette assemblée d'offrir au dauphin la main de la jeune Marie, qui déjà laissait voir sur sa figure enfantine les traits délicats de la beauté, dans ses manières toute la majesté d'une reine, dans ses paroles une grâce touchante, dans ses moindres actions toute la bonté d'un cœur généreux. On ajouta que, pour plus de sûreté, il serait convenable d'envoyer Marie à la cour de France, où elle serait élevée sous les yeux

du roi et de ses oncles, le duc de Guise et le cardinal de Lorraine (1547).

De son côté, le protecteur, pour réparer le mal qu'il s'était fait par son expédition de vandale à Leith, fit répandre par tout le royaume une proclamation en anglais et en latin, dans laquelle il imputait tous les malheurs de la guerre au comte d'Arran et aux siens, qui avaient rejeté les offres avantageuses de l'Angleterre : « Écossais, disait-il, à quel époux voulez-vous donc donner votre jeune reine ? A un prince étranger? Votre pays deviendra donc dépendant de ce prince étranger, vous ajouterez un fleuron à sa couronne. La donnerez-vous à quelqu'un d'entre vos pairs ? Eh bien ! vous perpétuerez la vieille querelle qui divise nos deux royaumes. Depuis huit siècles il ne s'est pas offert d'occasion si favorable que la circonstance actuelle pour étouffer à jamais le germe de nos divisions ; que votre jeune reine, que notre jeune roi, unis par l'hyménée, parent leur front d'une double couronne ; que l'Écosse garde ses lois, ses mœurs, ses priviléges ; que les Anglais et les Écossais ne fassent désormais qu'un seul peuple, sous le nom commun de Bretons, et vous verrez naître pour vous et pour nous une ère nouvelle de bonheur. »

Peu confiant dans le pouvoir de son éloquence, le protecteur retomba dans la même faute qu'il avait commise : il voulut soutenir sa proclamation par les armes, et lord Gray arriva, suivi d'une puissante armée. La ville de Dalkeith fut réduite en cendres;

celle d'Haddington reçut une garnison composée d'Anglais et d'Italiens. Au moment où lord Gray se disposait à rentrer en Angleterre, une escadre française jetait l'ancre à Leith; elle apportait deux mille Français et trois mille Allemands, tous hommes d'élite; le brave d'Essé commandait l'expédition. Arran vint se joindre à lui avec huit mille hommes, et le siége d'Haddington fut aussitôt entrepris et poussé avec vigueur. Toutefois, quoique la brèche fût déjà praticable, d'Essé ne voulut pas tenter un assaut, de peur que les Écossais, encore peu aguerris, ne perdissent courage en cas de mauvais succès; et il préféra convertir le siége en blocus, moyen plus lent, mais plus sûr de réduire la place.

Pendant que le blocus durait, Arran avait convoqué les états du royaume dans un monastère voisin de cette ville. La décision que les lords avaient prise à Stirling y fut pleinement confirmée, et un traité ampliatif d'alliance échangé entre le gouverneur et l'ambassadeur français Dessoles. Les chefs d'escadre Labrosse et Villegagnon mirent aussitôt à la voile, et cinglèrent vers le sud, comme pour retourner immédiatement en France; mais, lorsqu'ils furent en pleine mer et qu'ils eurent perdu la côte de vue, changeant subitement de route, ils voguèrent au nord, arrivèrent à Dunbarton, reçurent à bord la reine et toute sa maison (1), et, après une courte traversée,

(1) La reine emmenait quatre jeunes filles de son âge, qui toutes

arrivèrent sans accident au port de Brest (1548). De cette ville, où elle fut reçue aux acclamations des habitants, Marie fut conduite à Saint-Germain-en-Laye, où le roi l'accueillit comme une fille chérie depuis longtemps attendue. Henri II, oubliant ou négligeant les avis de son père, qui craignait l'ambition des princes de Lorraine, et lui avait recommandé de les éloigner du pouvoir, avait placé sa confiance dans le duc et le cardinal de Guise (1), oncles de la jeune Marie; et ceux-ci, bien qu'ils n'eussent pour la jeune reine d'Écosse, qu'ils n'avaient jamais vue, aucun sentiment particulier d'affection, désiraient ardemment qu'elle épousât le dauphin, parce qu'ils espéraient qu'elle serait un jour dans leurs mains un instrument docile dont ils se serviraient pour diriger son époux, si celui-ci venait à monter sur le trône. Ils obtinrent du roi le renouvellement formel de la promesse faite à leur sœur, la reine douairière d'Écosse, que le mariage de Marie et du dauphin aurait lieu dès que leur âge le permettrait : en attendant ils furent fiancés avec beaucoup de pompe.

portaient le même nom que leur maîtresse; on les appela les Maries de la reine.

(1) Charles, connu plus tard sous le nom de cardinal de Lorraine, alors appelé de Guise, parce que le vieux cardinal de Lorraine, son oncle, vivait encore.

CHAPITRE II

Continuation des troubles. — Règne et mort de Marie d'Angleterre. — Élisabeth. — Paix de Cateau-Cambresis. — Mariage de Marie Stuart.

Il était évident que le départ de Marie pour la France ôtait aux Anglais tout prétexte de continuer la guerre d'Écosse. Henri II fit d'ailleurs déclarer au cabinet de Saint-James, qu'en sa qualité de père et beau-père du roi et de la reine d'Écosse, il devait s'opposer à tout acte d'hostilité de la part de l'Angleterre contre ce royaume; en conséquence il engageait le protecteur à s'en abstenir tant que durerait la minorité des époux. Somerset répondit par un refus à la demande de l'ambassadeur français; et, pour montrer qu'il était dans la ferme intention d'achever ce qu'il avait commencé, irrité d'ailleurs de la perte d'un convoi chargé de ravitailler Haddington, il envoya Shrewsbury en Écosse avec une armée de vingt-deux mille homme. D'Essé, qui avait

trop peu de forces pour résister, leva momentanément le siége ; mais il se retrancha si bien dans une position avantageuse, que Shrewsbury n'osa pas l'attaquer. Le général anglais fit entrer, il est vrai, quelques secours dans la place; mais ce ne fut qu'ajouter un nouveau sacrifice aux pertes qu'il avait éprouvées, car, peu de temps après, Haddington fut obligé de se rendre ; les forts de Home-Castle et de Fast-Castle ouvrirent aussi leurs portes, et les Écossais, franchissant à leur tour la frontière, pénétrèrent jusqu'à Newcastle, et rendirent aux Anglais, en brûlant une vingtaine de villages, le mal que ceux-ci leur avaient fait. D'Essé partit ensuite pour la France, laissant le commandement au maréchal de Thermes, qui avait amené un renfort de treize cents hommes. Le nouveau général suivit la politique de son prédécesseur, ne hasarda rien, fatigua les Anglais, et détruisit tout l'ascendant que leur avaient donné de premiers succès. L'Angleterre d'ailleurs était livrée à des dissensions intestines qui menaçaient l'existence de son gouvernement actuel; de telle sorte que le protecteur, obligé de veiller autour de lui-même pour déjouer les complots ennemis de son propre frère Seymour, ne put guère s'occuper de l'Écosse, moins disposée que jamais à subir le joug (1549).

La déclaration de guerre de Henri II arrivant sur ces entrefaites, l'embarras du protecteur redoubla. On prétend qu'il avait proposé au conseil de ré-

gence d'accorder la paix à l'Écosse, de céder Boulogne au roi de France moyennant une indemnité pécuniaire, de contracter avec ce prince un traité d'alliance ayant pour objet de secourir les protestants d'Allemagne, et d'opposer ainsi une digue au pouvoir envahissant de l'Empereur. Mais la majorité du conseil se déclara hautement contre le protecteur. Rendre au roi de France, dit-on, la ville de Boulogne, c'est vouloir humilier l'Angleterre et décrier le gouvernement du roi. Il valait mieux livrer à l'Empereur cette forteresse, si l'on ne voulait pas la garder, et offrir au comte d'Arran la couronne d'Écosse; la France cesserait alors de menacer la Grande-Bretagne, le roi du moins aurait le temps de préparer toutes ses ressources. Mais l'Empereur n'accepta pas le don qu'on voulait lui faire; il sentait qu'il lui serait difficile de le conserver sans le secours des vaisseaux anglais, ce qui aurait gêné sa politique et blessé son orgueil; il avait conclu d'ailleurs avec Henri II un traité de paix, et quoiqu'il ne se fît pas beaucoup de scrupule de manquer à sa foi quand son intérêt l'exigeait, il voulut avoir l'air de rester fidèle à ses conventions.

D'un autre côté, Henri, offensé par la réponse hautaine de Somerset à son ambassadeur, avait envoyé un corps d'armée considérable dans le Boulonnais; bientôt même il s'y était rendu en personne avec des troupes nouvelles, avait ruiné toutes les fortifications élevées par les Anglais en avant de la

ville du côté de la terre, et bloqué la ville elle-même très-étroitement, comptant que le défaut de vivres obligerait la garnison à se rendre avant la fin de l'hiver, et qu'il n'en coûterait ainsi ni argent ni soldats pour faire rentrer cette place dans le domaine de l'État. Henri comptait sur l'impuissance où les troubles qui agitaient l'Angleterre mettaient le protecteur de secourir la garnison de Boulogne.

Ces troubles n'avaient pour cause que la jalousie que le protecteur inspirait au comte de Warwick et à ses amis, par l'étendue à peu près illimitée du pouvoir qu'il s'était arrogé, et qu'il avait cimenté du sang de son propre frère, versé par la main du bourreau. Ils eurent pour résultat le renversement de cette autorité despotique; Somerset fut arrêté, conduit à la Tour, jugé par le parlement, dépouillé de toutes ses charges; il ne dut même la vie qu'à sa qualité d'oncle de roi. Ses dépouilles se partagèrent entre les principaux conjurés; mais on vit alors arriver ce qui presque toujours arrive quand des rivaux de pouvoir se supplantent les uns les autres: les derniers venus suivent la route qu'ils trouvent tracée, imitent la politique qu'ils condamnaient dans leurs prédécesseurs, et préparent ainsi des griefs contre eux-mêmes à des hommes qui, après les avoir un jour bannis de leur poste, ne feront que continuer leur ouvrage. On avait fait un crime à Somerset d'avoir conseillé l'abandon de Boulogne et la paix avec l'Écosse, et ce furent là les premiers

actes de l'administration de Warwick et de ses complices. Ils alléguèrent que la garnison de Boulogne manquait de munitions et de vivres et que le trésor était épuisé, que l'Empereur avait fait sa paix particulière, et que tout le poids de la guerre retomberait sur la Grande-Bretagne. On fit des propositions, d'abord indirectes, de la part du cabinet de Saint-James, par l'entremise d'un marchand florentin, nommé Antoine Guidotti. Celui-ci commença par proposer l'abandon pur et simple de Boulogne, à condition que la reine d'Écosse épouserait le roi Édouard. Cette proposition fut rejetée avec hauteur; on répondit que Marie était déjà fiancée avec le dauphin. Ensuite Guidotti demanda le paiement de la pension que Henri VIII avait obtenue de François Ier, et des arrérages de cette pension. « Hé quoi! s'écria-t-on dans le conseil de France, nous ne sortirons donc jamais d'une guerre contre l'Angleterre qu'avec de l'argent? Nous n'avons donc ni armes ni bras pour nous en servir? » La réponse faite à la seconde proposition dut se ressentir de cette disposition des esprits. Jamais, dit-on, le roi de France ne voudra se soumettre à payer un tribut à une puissance étrangère. Lorsque Henri VIII se fit promettre une pension, ou plutôt, disait-on, quand il l'extorqua, il profita du moment de détresse où François Ier se trouvait; il était permis à Henri II de profiter à son tour de l'embarras où il voyait Édouard pour le contraindre à y renoncer. Les plé-

nipotentiaires anglais menacèrent alors de rompre les conférences; mais les Français, qui sentaient leur supériorité, voulurent dicter, et dictèrent en effet les conditions du traité (24 mars 1550).

Il fut convenu qu'il y aurait entre les deux puissances paix et union perpétuelles; que Boulogne serait restituée au roi de France avec tout le matériel qui s'y trouvait au moment où elle fut prise; qu'à titre d'indemnité pour les fortifications que les Anglais y avaieni ajoutées, Henri II paierait deux cent mille couronnes au moment de la remise, et pareille somme cinq mois après; que Dunglass et Lauder seraient restituées à la reine d'Écosse, et, dans le cas où ces deux forteresses n'auraient pas été prises, les Anglais raseraient celles de Roxburgh et d'Aymouth; que l'Écosse serait comprise dans le traité si, dans les quarante jours de la signature, le gouvernement de la reine faisait connaître son adhésion; que les prétentions ou droits réciproques de l'Angleterre contre l'Écosse et la France, de même que ceux de la France et de l'Écosse contre l'Angleterre, demeureraient réservés.

Les Anglais, qui de tout temps, dans leurs traités avec la France, se sont récriés contre toute condition non onéreuse pour cette dernière comme ils se seraient plaints d'un tort qu'ils auraient éprouvé, regardèrent celui du 24 mars comme une vraie calamité nationale. Ils ne pouvaient supporter la pensée de la réduction au cinquième de cette somme de deux

millions offerte par le prédécesseur de Henri II pour l'évacuation de Boulogne; ils s'indignaient qu'on eût renoncé à l'hymen d'Édouard et de Marie d'Écosse; ils regrettaient cette pension que Henri VIII avait demandée et obtenue pour abandonner ses prétentions à la couronne de France, car ils regardaient comme de pure forme, de nul effet au fond, la réserve des droits réciproques qui terminait le traité.

Si les Anglais murmurèrent, les Écossais orthodoxes, de leur côté, rendirent grâces à la Providence de ce qu'elle avait daigné préserver leur jeune reine d'une union funeste, où l'exemple n'aurait pas manqué de corrompre sa foi, par l'ascendant que le fanatique Édouard aurait pris nécessairement sur elle. Nous disons Écossais orthodoxes, car déjà les doctrines nouvelles avaient pénétré en Écosse; et ceux qui tenaient à conserver dans sa pureté primitive la foi de leurs ancêtres, n'ignoraient pas que le jeune fils de Henri poussait jusqu'à la frénésie son enthousiasme religieux pour les créations de son père. Il en vint au point de persécuter jusqu'à sa propre sœur, la princesse Marie, fille de la malheureuse infante d'Espagne, que celle-ci avait élevée dans la religion qu'elle professait elle-même. Marie, tourmentée par les agents de son frère et se trouvant sans appui, s'était secrètement adressée à l'Empereur (1). Comme le gouvernement anglais avait

(1) Charles-Quint était cousin germain de Marie. L'infante Cathe-

alors besoin de l'alliance de l'Empereur pour mieux tenir tête à la France, on laissa Marie jouir d'un peu de liberté de conscience, encore ne fut-ce qu'à grand'peine que les ambassadeurs de Charles l'obtinrent. Mais, après que le traité de paix du 24 mars eut rendu l'amitié de l'Empereur moins nécessaire, les persécutions recommencèrent contre la princesse Marie, les messages du conseil et les lettres de son frère se succédèrent rapidement; celui-ci, dans sa ferveur de prosélytisme, prétendait avoir en matière religieuse plus d'autorité que n'en avait eu son père, et ajoutait que sa piété sincère et l'amour qu'il avait pour sa sœur ne lui permettaient pas de la laisser hors des voies du salut; il offrait de lui envoyer des docteurs qui dissiperaient son ignorance et lui feraient reconnaître ses erreurs. Tout ce que Marie put dire fut inutile; la demande formelle que fit l'ambassadeur d'Autriche pour elle n'obtint qu'un refus positif; et comme le bruit courut que Marie était dans l'intention de quitter le royaume, on équipa une flotte pour croiser dans le détroit. Deux de ses aumôniers, poursuivis judiciairement, furent violemment arrachés d'auprès d'elle. Marie fut obligée d'assister à des conférences des docteurs prétendus de son frère. Elle se contenta de répondre : « Mon âme est à Dieu, et rien ne détruira la foi dans mon cœur. » Le lendemain l'ambassadeur autrichien

rine était sœur de Jeanne, qui épousa l'archiduc Philippe, père de Charles-Quint.

déclara que, si les promesses faites à Marie étaient violées, son maître viendrait à son secours par la voie des armes.

Cette déclaration formelle embarrassa les membres du conseil et mit leur zèle religieux en défaut. Le commerce anglais avait des vaisseaux, des marchandises et des sommes d'argent considérables dans les États de l'Empereur; le gouvernement lui-même avait en Flandre des dépôts de poudre et d'équipages militaires; une déclaration de guerre faisait tout perdre; n'était-ce pas acheter une conversion à un trop haut prix? Mais la conscience de l'énergumène Édouard était si scrupuleuse, qu'elle ne pouvait se prêter à aucun accommodement; laisser croupir sa sœur *dans l'idolâtrie*, c'était lui-même vivre dans le péché mortel et marcher vers sa propre damnation. Il fallut que l'archevêque de Cantorbéry et les évêques de Londres et de Rochester employassent tout leur art pour lui prouver que, bien qu'on péchât en tolérant le péché, cette tolérance était pourtant excusable lorsqu'on avait fait tout ce qu'il était possible de faire. Édouard ne se soumit pas sans répugnance à la décision des graves docteurs, mais il versa d'abondantes larmes à la pensée que sa sœur qu'il aimait perdait volontairement son âme en s'obstinant à rester dans la religion catholique; il se plaignait qu'on ne lui permît pas de la convertir de gré ou de force, comme il en avait l'intention.

Les trois prélats et les membres du conseil, très-orthodoxes dans leur hérésie, eurent probablement quelques remords de l'avis qu'ils venaient d'ouvrir au roi. Au fond, ils n'avaient voulu que temporiser, car des ordres furent donnés pour qu'on évacuât sur l'Angleterre tout ce qui existait dans les magasins de la Flandre, et des avis secrets circulèrent dans le commerce pour que chacun opérât la rentrée de ses fonds ou de ses marchandises. En même temps il fut dit à l'ambassadeur que le roi se disposait à faire porter sa réponse à l'Empereur par un envoyé spécial. Édouard fit partir en effet le docteur Wotton, qui tâcha par d'adroits sophismes de persuader à l'Empereur que la religion nouvelle adoptée par l'Angleterre n'était pas autre chose que la religion catholique ramenée à ses premiers principes, en un mot la religion des apôtres. Le conseil pensait que Wotton ne convaincrait personne; mais des discussions s'ouvraient; on gagnait du temps, et c'était là tout ce qu'on voulait.

Pendant que ces choses se passaient à la cour de Vienne, le conseil redoublait d'efforts auprès de Marie, et cette princesse, que les écrivains protestants ont peinte des plus noires couleurs, repoussa toujours avec autant de fermeté que de noblesse les insinuations perfides, les instances et les menaces (1).

(1) On a conservé plusieurs lettres que Marie écrivait à son frère. « Permettez-moi, disait-elle, de vous manifester l'opinion que j'ai des lettres de Votre Majesté. Elles sont signées de votre main, mais

Les Écossais n'ignoraient pas les indignes manœuvres employées contre une faible princesse que rien ne protégeait, afin de la pervertir ; et plus elles leur paraissaient odieuses, plus ils applaudissaient aux mesures qu'on avait prises pour soustraire leur jeune reine au danger, Édouard n'avait pas renoncé toutefois à ses espérances d'obtenir Marie Stuart. Le protecteur Somerset, qu'une intrigue de cour avait renversé, avait voulu reprendre son ascendant sur le roi ; il s'était aperçu que celui-ci avait paru remarquer avec intérêt lady Anne Seymour, sa troisième fille ; il lui fit proposer sa main ; mais le comte de Warwick et ses amis traversèrent ce projet, et le firent échouer en faisant proposer par le conseil la demande d'une princesse française.

Une brillante ambassade, à la tête de laquelle était le marquis de Northampton, partit pour la France

elles ne sont pas de vous. On sait bien que Votre Majesté a beaucoup plus de connaissance et de raison qu'on en a communément à son âge ; mais il n'est pas possible qu'elle soit encore en état de se constituer juge en matière de religion. Je suis donc persuadée que ces lettres viennent de personnes qui voudraient me convaincre par leur contenu ; mais ce n'est pas d'après leur désir (que Votre Majesté n'en soit pas offensée) que je dois régler ma conscience. » Quand on voulut soumettre ses aumôniers à faire usage de la liturgie nouvelle, ils déclarèrent, après l'avoir consultée, qu'ils s'exposeraient à tout souffrir plutôt que d'agir contre leur conscience ; mais, peu de temps après, ceux-ci ayant promis obéissance, Marie, pressée de nouveau, répliqua en chrétienne généreuse que, plutôt que de souffrir le moindre changement dans le dogme ou le culte de la religion qu'elle professait, elle porterait sa tête sur l'échafaud.

vers le milieu de l'été ; elle devait présenter au roi l'ordre de la Jarretière, et lui demander une épouse pour le roi d'Angleterre. Northampton nomma d'abord Marie Stuart, et il reçut un refus positif; il parla ensuite de la princesse Élisabeth, fille aînée de Henri; et, sans prendre d'engagement positif, Henri ne repoussa pas la demande, qui fut toutefois renvoyée à l'époque où Élisabeth aurait atteint sa douzième année. La reine douairière d'Écosse se trouvait alors en France ; à son retour, elle entra dans Portsmouth, d'où elle fit prier le roi d'Angleterre de lui permettre d'achever son voyage par terre, ce qui fut aussitôt accordé. Des ordres furent même expédiés pour qu'on la reçût partout avec les plus grands honneurs. Le roi l'invita à passer par Londres, où il l'accueillit avec de grandes marques d'affection et de respect. La reine lui rendit égard pour égard; mais elle n'en persista pas moins dans l'intention de ne le point accepter pour gendre.

Cependant la santé du roi s'affaiblissait de plus en plus (1553); on prévoyait que sa mort allait être une cause féconde de troubles, parce que la couronne aurait plusieurs prétendants, et qu'on tâcherait d'écarter pour cause de religion ou d'illégitimité les héritiers les plus proches, tels que les deux filles de Henri. L'ambitieux Northumberland, qui depuis la chute de Somerset avait toute la faveur d'Édouard, et se trouvait le plus riche et le plus puissant de tous les seigneurs anglais, ne craignit pas d'aspirer

au pouvoir suprême, non pour lui-même, il est vrai, mais pour son fils Dudley, auquel il avait fait épouser, avec l'approbation du roi, lady Jeanne Gray, petite-fille de Marie, sœur de Henri VIII (1). Le testament de ce dernier, et plus encore un acte du parlement avaient déclaré Marie et Élisabeth héritières présomptives; il s'agissait de faire revivre d'anciens statuts qui déclaraient leur naissance illégitime et qui n'avaient pas été nominativement annulés. Ces deux princesses écartées, la couronne devait revenir aux sœurs de Henri VIII, Marguerite, femme de Jacques V, roi d'Écosse, et Marie, veuve du roi de France Louis XII; mais l'antipathie des Anglais pour les Écossais suffisait pour faire exclure la ligne écossaise; il ne restait donc que les descendants de Marie. Or Marie n'avait eu qu'une fille, Françoise, épouse de lord Gray; et celle-ci consentait à céder tous ses droits à sa fille aînée, lady Jeanne.

Northumberland n'eut pas beaucoup de peine à obtenir du roi un acte d'exhérédation contre ses deux sœurs; il n'eut qu'à lui remontrer que, si Marie montait sur le trône, elle détruirait infailliblement la religion nouvelle; contre Élisabeth, il allégua le défaut de légitimité. Nanti de cette pièce importante, Northumberland assembla le conseil

(1) Ce fut cette Marie qui avait épousé Louis XII quelques mois avant de mourir, laquelle se maria en secondes noces avec le duc de Suffolk, qui l'avait aimée antérieurement à son premier mariage.

pour qu'il la ratifiât; il éprouva d'abord une résistance opiniâtre. Plusieurs membres motivèrent leur opposition devant le roi lui-même; mais, vaincus par les menaces de Northumberland ou gagnés par ses largesses, tous finirent par ratifier le testament du roi, qui mourut au bout de peu de jours (6 juillet).

Cette mort était attendue depuis longtemps; aussi tous les partis se trouvèrent en présence lorsqu'elle arriva; encore Northumberland et ses amis la tinrent-ils cachée pendant deux ou trois jours, afin d'avoir le temps de préparer leur succès. Ils étaient encouragés par l'ambassadeur français de Noailles, qui leur faisait espérer le secours de son maître. Au fond, il n'était pas trop de l'intérêt de la France que Marie montât sur le trône d'Angleterre, car elle ne se conduisait que par les conseils de l'Empereur, et l'on craignait avec quelque raison que celui-ci ne lui fît accepter son fils pour époux, ce qui augmenterait la puissance de la maison d'Autriche, laquelle disposait déjà de l'Allemagne et de la Péninsule. De son côté, l'ambassadeur de l'Empereur soutenait de tout son pouvoir les intérêts de Marie. Les catholiques et les protestants se rattachaient naturellement à ces deux partis; mais ces derniers se divisaient en deux factions : celle de Northumberland ou de Jeanne Gray, et celle d'Élisabeth.

Ce n'est pas ici le lieu de décrire les événements

remplis d'intérêt qui se passèrent à Londres, l'élévation et la chute de l'infortunée Jeanne, l'accession de Marie, son mariage, et les conspirations qui ébranlèrent son trône, la part qu'elle prit à la guerre que Philippe II faisait à la France. Nous dirons seulement que la perte de la bataille de Saint-Quentin (1557), où dix mille Anglais se trouvaient dans les rangs de l'armée espagnole, eut quelque influence sur le sort de Marie Stuart, dont le mariage, depuis longtemps arrêté, mais jusque-là retardé par l'extrême jeunesse des futurs époux, fut fixé à une époque prochaine. Henri voulait intéresser les Écossais à sa cause, et occuper ainsi l'Angleterre chez elle, tandis qu'il résisterait en Flandre et en Italie au roi d'Espagne et à l'Empereur.

A peine les Écossais eurent-ils appris que Marie avait déclaré la guerre à la France, que, sentant leur vieille haine se ranimer, ils avaient couru aux armes. Le régent et la reine douairière profitèrent de ce mouvement national pour rendre populaire l'idée de faire pour la France les plus grands efforts; toutefois ce premier moment d'enthousiasme ne s'était pas soutenu. Il y avait eu des engagements sur la frontière; mais bientôt les partisans secrets des Anglais avaient représenté que la guerre qu'on allait entreprendre était pour une cause tout à fait étrangère à l'Écosse, et qu'on allait exposer le salut du pays pour une querelle à laquelle il n'avait point d'intérêt. Ces raisonnements, circulant de bouche

en bouche, refroidirent peu à peu les esprits, et l'armée ne tarda pas à se débander. Ainsi, disait lord Shrewsbury dans son rapport au gouvernement, cette menace d'agression de la part des Écossais, soutenue d'abord par une courageuse audace, s'est terminée de la manière la plus honteuse.

Mais, quand les Écossais surent que leur reine de simple fiancée allait devenir épouse, que tout se disposait pour l'auguste cérémonie, que plusieurs seigneurs écossais, invités à y assister, étaient près de passer la mer, que la reine d'Écosse allait être dauphine de France, et que le dauphin de France deviendrait par cet hyménée souverain de l'Écosse, les idées d'alliance et de dévouement se réveillèrent; servir la France c'était servir la reine et le pays. D'un autre côté, on n'ignorait pas que la reine d'Angleterre avait beaucoup de peine à contenir les mécontents dans son propre royaume, et qu'engagée pour complaire à son époux dans la guerre de France, elle ne pourrait pas suivre avec beaucoup de vigueur la guerre d'Écosse; bientôt cette présomption put se changer en certitude.

Tandis que le connétable de Montmorency se faisait battre à Saint-Quentin, pour n'avoir pas voulu suivre l'avis du prince de Condé, le duc de Guise, oncle de Marie, forçait les Espagnols en Italie d'accorder au pape Paul IV une paix avantageuse. Le désastre de Saint-Quentin fit rappeler Guise, qui, en arrivant, reçut le titre de généralissime. L'armée

l'accueillit avec transport, elle se souvenait que Guise, avec une poignée de braves, avait défendu Metz presque démantelé contre l'Empereur, qui commandait en personne une armée de cent mille hommes, et qu'il l'avait obligé à lever honteusement le siége. Avec Guise à leur tête, les troupes se crurent invincibles : Guise leur promit de les conduire dans peu à l'ennemi.

Depuis plus de deux siècles, Calais était entre les mains des Anglais. Cette place passait pour imprenable. Elle avait la mer d'un côté, un marais de l'autre; l'étroite chaussée qui l'unissait au continent à travers le marais était coupée de fossés et garnie de forts. Il paraissait impossible d'en approcher, et les Anglais comptaient si bien sur les obstacles que la nature opposait à toute agression du côté de la terre, qu'ils avaient fait de cette ville un vaste entrepôt de commerce, et en même temps un dépôt d'armes, de munitions et d'artillerie. Ce fut de cette place *inexpugnable* que Guise entreprit la conquête. Il faut dire que le gouverneur de Boulogne, Sénarpont, ayant eu plusieurs fois occasion de se rendre à Calais, avait examiné attentivement les fortifications de cette ville, et qu'il en avait levé le plan assez exactement, bien qu'il ne l'eût fait que par parties. On savait encore que, dès que l'hiver approchait, les Anglais diminuaient la garnison par motif d'économie. L'amiral Coligny avait eu, dit-on, le premier l'idée de mettre à profit cette sécurité des

Anglais, qui, durant la saison des frimas, se croyaient à l'abri de toute attaque. C'est au milieu de l'hiver, disait-il, qu'il faut surprendre Calais. Guise trouva l'avis sage, et il l'exécuta avec bonheur. Vingt-cinq mille hommes d'élite, suivis d'un train considérable d'artillerie, partirent de Compiègne le 1er janvier 1558, et se dirigèrent sur Saint-Quentin. Parvenue à quelque distance, l'armée, changeant brusquement de direction, se porta sur Calais à marches forcées. Dans six jours, les ouvrages avancés, le château, le port, la ville furent au pouvoir des Français. Le 20 de ce même mois, la place de Guines capitula, le château de Ham fut évacué; et le 22 tout le canton formant le comté d'Oye subit le sort de Guines et de Calais.

Ce petit pays, parfaitement cultivé, était couvert de bestiaux; la ville offrit un butin immense. L'artillerie et les munitions formèrent la part du gouvernement; les meubles précieux, de l'or, de l'argent des pierreries furent partagés entre les officiers et les soldats. Guise ne garda rien pour lui-même; il acquit en revanche de la part de l'armée un surcroît d'affection et de dévouement.

La nouvelle de la perte de Calais retentit à Londres comme un coup de tonnerre, et la population entière demeura frappée de stupeur. Pour tromper un peu la douleur publique, les ministres traduisirent devant un conseil de guerre lord Wentworth, gouverneur de Calais, et plusieurs officiers de la

garnison; mais les regrets n'en furent ni moins cuisants ni moins universels. On aurait dit, à voir la consternation qui régnait dans Londres, que l'ennemi était aux portes de la capitale. La reine Marie, dont la santé déjà languissante laissait prévoir une fin prochaine, dit sur son lit de mort que, si l'on ouvrait sa poitrine, on trouverait gravé sur son cœur le mot *Calais*. Le roi d'Espagne, à qui l'on pouvait attribuer ce désastre, parce qu'il avait obligé la reine sa femme de déclarer la guerre à la France sans aucune nécessité, offrit des troupes au parlement; mais on doutait de sa sincérité, on était convaincu qu'il n'aurait voulu reprendre Calais que pour le garder. On se contenta d'équiper des vaisseaux pour croiser sur la côte de France et tâcher de surprendre quelqu'un de ses ports, afin de se dédommager de la perte si vivement sentie de celui de Calais.

Tandis que les Anglais puisaient dans cet événement un nouveau motif de haine contre la France, les Français, les Parisiens surtout, célébraient par des fêtes et des réjouissances publique le triomphe de leur général favori. Le roi et toute sa cour voulurent y prendre part; le roi fit même annoncer au prévôt des marchands qu'il irait souper le jeudi gras à l'hôtel de ville. Tout y fut aussitôt préparé pour recevoir dignement un tel hôte. Le plancher de la salle fut couvert de nattes, ce qui était alors du luxe; des branches de lierre et des guirlandes

ornaient le plafond; les murs étaient richement tendus d'étoffes de soie sur lesquelles on voyait les écussons du roi, de la reine, des Guise, et, ce qui doit étonner, de la duchesse de Valentinois. Vingt-cinq dames, femmes ou filles des principaux magistrats, furent chargées d'accompagner la famille royale, et vingt-cinq jeunes gens, tous vêtus de soie, appartenant aux principales familles de la bourgeoisie, firent le service de la table.

Après le souper, où il y eut quelque désordre causé par la foule qui se pressait dans la salle pour voir le roi et sa famille, on voulut essayer de représenter la tragédie lyrique d'*Orphée*, du poëte Jodelle; mais les assistants avaient envahi le théâtre, de sorte que, faute de place, les acteurs ne purent jouer. « C'était, dit Brantôme, une tragi-comédie où la musique, la danse et les décorations se trouvaient réunies aux paroles, chose qu'on n'avait pas encore vue en France, car auparavant on ne parlait que des farceurs et joueurs de la Bazoche; même il n'y avait pas longtems que ces belles facéties et gentilles comédies avaient été inventées et jouées en Italie. » Catherine de Médicis en implanta le goût en France. Le bal prit immédiatement la place d'*Orphée*, dont la représentation fut renvoyée à un autre jour.

Cette fête peut s'appeler brillante pour l'époque où elle fut donnée. L'art de rendre le luxe élégant n'existait pas encore; mais tout ce qu'alors on esti-

mait, l'or, l'argent, les pierreries, avait été prodigué pour orner la salle et ajouter à l'éclat des parures.

Catherine de Médicis, entourée de toutes ses *demoiselles* d'honneur, animait les danseurs par sa présence. Longtemps dédaignée par les courtisans, qui mesurent sur les affections du maître la portion d'estime ou de déférence qu'ils doivent accorder, Catherine, à force d'art, d'intrigue et de complaisance, avait fini par triompher de l'éloignement du roi pour elle; et, bien qu'il ne lui montrât pas la tendresse qu'elle pouvait demander comme épouse, il lui restait une part assez large dans l'administration des affaires, et c'était là ce qu'elle voulait. La duchesse de Valentinois, cette fameuse Diane de Poitiers qui, après avoir régné sur le cœur de François Ier, exerçait le même empire sur celui de Henri, se tenait non loin de la reine; et la reine, qui la détestait, profondément dissimulée, l'accablait de marques de bienveillance. Mais à côté de Catherine on distinguait une jeune princesse sur qui la nature avait répandu tous ses dons: grâce, beauté, taille élégante, démarche noble, maintien majestueux, expression douce et fière qui commandait à la fois l'amour et le respect. Aussi attirait-elle tous les regards, et le murmure d'approbation qui s'élevait autour d'elle l'aurait instruite des sentiments qu'elle faisait naître, si la présomption et la vanité avaient eu accès dans son cœur; mais Marie Stuart avait

toute l'innocence du jeune âge, et elle ne remarquait pas cet hommage muet que lui rendaient les courtisans de Henri.

Les oncles de Marie n'aimaient ni n'estimaient Catherine de Médicis; ils n'avaient garde de lui confier l'éducation de leur nièce. Ils l'avaient placée dès son arrivée en France dans une institution où elle avait trouvé d'excellents maîtres, qui, développant avec succès les belles qualités de son cœur et de son esprit, la rendirent à ses oncles vertueuse et modeste autant qu'éclairée. On raconte qu'à peine âgée de dix ans, elle prononça devant le roi, le cardinal de Lorraine et beaucoup de seigneurs, un petit discours latin qu'elle avait composé elle-même sur les avantages de l'instruction; et, dans un siècle où les seigneurs ne se piquaient pas de science, la jeune reine d'Écosse passa justement pour un prodige.

Cependant le duc de Guise s'avançait vers Paris; il venait y jouir de son triomphe et assister au mariage de sa nièce. Cet hymen, vivement désiré par la maison de Lorraine, était le prix que le roi réservait au vainqueur de Calais et au défenseur de Metz. Marie Stuart n'avait pas encore accompli sa seizième année, le dauphin était à peu près du même âge; malheureusement une santé faible et languissante laissait prévoir pour ce prince une fin prématurée.

La cérémonie eut lieu (24 avril 1558) dans l'église Notre-Dame de Paris. Le duc remplit les fonctions

de grand maître de la maison du roi, à la place du connétable de Montmorency, alors prisonnier des Espagnols, ce qui excita la jalousie de ce dernier, parce qu'il craignit que Guise ne lui enlevât la faveur du prince; et les Espagnols, qui partageaient en quelque sorte ses craintes, à cause du résultat qu'aurait pu avoir cette faveur royale concentrée sur l'oncle de la dauphine, permirent au connétable, sur sa parole, de faire le voyage de France.



CHAPITRE III

Haine d'Élisabeth contre Marie. — Son apostasie. — Mort de Henri II. — Avénement du dauphin et de Marie.

La reine douairière d'Écosse n'avait pu assister au mariage de sa fille, les soins du gouvernement ne lui permettant pas de s'absenter. Les réformateurs se livraient aux plus grands excès, et malheureusement elle ne pouvait guère leur opposer que la prudence et la douceur; car ils avaient la force, parce qu'ils disposaient d'une grande partie du penple, et que les plus puissants seigneurs du royaume avaient embrassé leurs doctrines. Depuis bien des années, les plus hautes dignités de l'Église, les plus riches bénéfices étaient possédés par des hommes dépourvus de connaissances, enclins à la débauche, s'inquiétant peu des mœurs et de l'instruction de leurs inférieurs. L'orgueil de ces hauts dignitaires, leur négligence à remplir leurs devoirs,

la rigueur extrême qu'ils mettaient dans la perception de leurs revenus étaient pour le peuple des sujets continuels de murmures; aussi les propagateurs des doctrines nouvelles n'eurent-ils qu'à déclamer contre les vices et l'oppression du clergé pour faire de nombreux prosélytes. Les prélats s'alarmèrent; le comte d'Arran, alors régent ou gouverneur du royaume, rappela les anciens statuts de l'Écosse contre les fauteurs ou prédicateurs de doctrines hérétiques, et y ajouta de nouvelles peines; mais quand la reine mère prit la régence, les réformateurs respirèrent; les seigneurs qui les favorisaient étaient précisément ceux du parti de la reine, et les uns et les autres pensèrent qu'elle userait de tolérance, ne fût-ce que pour se montrer reconnaissante. Jean Knox, le plus fougueux partisan de la réforme, étant revenu de Genève, sa présence fit prendre au zèle de ses amis un plus rapide essor. Cet homme, qui joignait, dit le docteur Lingard, à l'enthousiasme d'un apôtre une grande austérité de conduite et une éloquence rude mais puissante, provoqua la tenue d'une grande assemblée de tous les réformés; on y rédigea sous son influence un *covenant* (pacte d'alliance) par lequel tous les signataires déclarèrent renoncer à jamais à la communion romaine, et s'en tenir à la *pure doctrine de l'Évangile,* c'est-à-dire à ce que, dans leur déplorable erreur, ils regardaient comme cette doctrine.

Knox, au fond, ne courait pas après la gloire du martyre, il s'en retourna prudemment à Genève : de là il fit pleuvoir les lettres, les avis, les exhortations, les remontrances. Il tâcha surtout de bien inculquer à ses adeptes qu'en matière d'obéissance il fallait distinguer entre les choses civiles et les choses religieuses. Pour les premières, il fallait obéir au magistrat; pour les autres, il ne fallait obéir qu'à Dieu. Ainsi, en dépit des lois et du souverain, on devait extirper l'idolâtrie partout où elle se montrait, prêcher l'Évangile, et repousser la force par la force. Ces principes, qui faisaient de *l'insurrection un saint devoir,* trouvèrent beaucoup de partisans, car le nombre de ceux que l'empire des lois gêne est toujours fort grand, et ils produisirent les fruits qu'on devait en attendre. Dans une infinité de villes et de bourgades, les prétendus sectateurs de l'Évangile chassèrent les prêtres, renversèrent les monastères, livrèrent aux flammes les images, les ornements sacerdotaux, et souvent les églises elles-mêmes.

La reine mère voyait avec douleur tous ces désordres, mais elle n'osait pas en punir les auteurs, craignant que, si la lutte s'engageait entre la réforme et le pouvoir royal, celui-ci ne succombât. Elle avait besoin d'ailleurs de condescendre envers les seigneurs de ce parti, parce que la question du mariage de sa fille était soumise au parlement, et qu'ils y avaient une grande influence. Elle espérait que, sa

fille une fois entrée dans la famille royale de France, le roi lui enverrait des secours de tout genre; elle se flattait de voir bientôt en Écosse une armée française, conduite peut-être par son frère; il lui serait facile alors de soumettre les réformateurs et de rendre les Écossais au culte de leurs pères. Le parlement répondit aux vœux de la reine; non-seulement il approuva l'union de Marie avec le dauphin, mais encore il nomma une députation pour assister à la cérémonie. Ce fut en présence de ces députés qu'après avoir reçu la bénédiction nuptiale, la jeune reine donna à son époux la couronne matrimoniale et le salua du nom de roi-dauphin (1). Le roi de France voulut à son tour que Marie s'intitulât dauphine de France, reine d'*Angleterre,* d'*Irlande* et d'*Écosse*.

Lorsque, après la mort de Marie d'Angleterre (novembre 1558), sa sœur Élisabeth monta sur le trône, elle avait pris le titre de reine d'Angleterre et de *France*. Il y avait là plus que du ridicule, car elle faisait descendre son droit prétendu d'Édouard III

(1) Suivant l'usage d'Écosse, quand la couronne appartenait à une femme et qu'elle prenait un époux, celui-ci n'avait pas d'autre titre que celui de mari de la reine, mais il n'était pas roi. Cependant, si la reine voulait qu'il régnât avec elle, elle le proclamait roi en présence du parlement, et c'était là ce qu'on appelait donner la couronne matrimoniale. Il faut remarquer néanmoins que ce roi ne pouvait pas transmettre sa couronne à des enfants qu'il aurait eus d'une seconde épouse, quoiqu'il eût continué de régner après la mort de la première.

ou de Henri V. Mais Édouard était petit-fils, par sa mère Isabelle, de Philippe le Bel; et néanmoins la question débattue entre lui et Philippe de Valois fut jugée en faveur de ce dernier, par une application bien ou mal faite de la loi salique (1). Le second avait été couronné, il est vrai, à Paris; mais c'était une faction qui l'avait nommé, et le roi d'une faction n'est pas le roi de l'État. Il n'avait par lui-même aucun droit à la couronne de France; il n'en avait pas davantage du chef de sa femme, fille de Charles VI, et Charles VI, n'eût-il pas été en état de démence,

(1) Nous n'avons jamais cru que la loi salique, dans l'origine, s'appliquât à la succession au trône. Cette loi contenait une disposition qui excluait les filles du partage des *terres saliques*, et l'on appelait ainsi les terres prises sur les ennemis et réparties par le chef entre ses leudes. Ces concessions étaient faites sous diverses conditions, dont l'une, la plus essentielle, consistait dans l'obligation de suivre le roi à la guerre. Or c'était là un genre de service que les femmes ne pouvaient rendre; elles ne pouvaient donc concourir au partage des terres cédées à la charge de ce service; mais il est évident que la couronne n'était pas, ne pouvait pas être regardée comme une terre salique. Les anciens Bretons, qui, de même que les habitants des rives du Rhin, tels que les tribus franques, avaient tous les mêmes coutumes et les mêmes lois, parce que leur origine était commune, offrent dans leur histoire plusieurs exemples de reines qui marchent à la tête de leurs armées. Lorsque la contestation s'éleva entre Édouard et Philippe de Valois, la cause d'Édouard aurait été gagnée sans Robert d'Artois, qui fit pencher la balance en faveur de Philippe. Il n'en est pas moins vrai que la loi salique fut plusieurs fois appliquée à l'hérédité du trône, et que depuis cette époque elle a été regardée comme loi de l'État.

n'avait pas le droit de déshériter son fils et de donner la couronne à un étranger, parce que cet étranger était l'époux de sa fille.

Des négociations pour la paix avaient été entamées avec le ministre de Henri II par les ministres de la nouvelle reine d'Angleterre et de France. Henri ne se plaignit pas, mais par représailles il décora sa belle-fille du titre pompeux de reine des trois royaumes. Élisabeth fut intérieurement très-alarmée de ce procédé; elle craignit qu'à l'avenir et quand une occasion favorable se présenterait, Marie Stuart ne lui disputât la couronne d'Angleterre. Ses inquiétudes étaient d'autant plus fondées, qu'à la communication que ses ambassadeurs avaient donnée au souverain Pontife de son avénement au trône, Paul avait répondu qu'il ne pouvait par reconnaître le droit héréditaire d'un individu qui n'était pas né en légitime mariage; que la reine d'Écosse était à ses yeux l'héritière la plus proche de Henri VIII; qu'au surplus, si Élisabeth voulait s'en rapporter à son jugement, il aurait pour elle tous les égards qui seraient compatibles avec la justice (1). Élisabeth

(1) Élisabeth avait, du vivant de sa sœur, abjuré le protestantisme; elle avait formellement promis avec serment à sa sœur qu'elle maintiendrait la religion catholique. Et quand Marie, peu de jours avant de mourir, l'appela auprès d'elle pour entendre sa profession de foi, elle jura et protesta qu'elle était catholique romaine, et elle le fit avec tant de force et de bonne foi apparente, que le duc de Feria, ambassadeur de Philippe II, se laissa pleinement convaincre par

n'ignorait pas que tous les catholiques, en France surtout, étaient persuadés que le mariage de sa mère, Anne de Boleyn, était nul, et qu'ainsi elle n'avait pas droit à la succession de son père. Le titre pris par Marie, sur l'ordre exprès du roi de France, lui montrait assez que ce prince partageait pleinement l'opinion commune. Henri paraissait même si convaincu du droit de sa belle-fille, qu'il fit frapper des monnaies sur lesquelles se voyaient l'effigie des deux époux, les armes de France et celles de l'Écosse et de l'Angleterre. C'est là peut-être qu'il faut chercher la cause première de cette haine mortelle d'Élisabeth contre Marie, haine que la première sut quelquefois dissimuler, mais qui dévora toujours son cœur, et ne put s'assouvir que dans le sang de sa rivale.

Après avoir fait avec la France une paix que l'épuisement des finances rendait nécessaire (février 1559), après avoir compris dans le traité l'Écosse et sa jeune souveraine, et souffert dans ce même traité l'insertion d'une clause qui réservait tous les droits antérieurs des parties contractantes, Élisabeth, conseillée par son ministre Cécil, homme souple, adroit, rusé, peu scrupuleux, se prépara immédiatement à maintenir par tous les moyens ses droits usurpés.

l'hypocrite Élisabeth. « Que Dieu, s'écria-t-elle, ordonne à la terre de s'ouvrir pour m'engloutir toute vivante, si je ne suis bonne catholique romaine. » Elle n'avait pas encore apostasié quand elle annonça au pape son avénement.

Elle avait d'abord à combattre autour d'elle-même le mécontentement général qu'avait causé le traité de Cateau-Cambresis, dès que les conditions en furent connues. Philippe II, en qualité d'allié de l'Angleterre, exigeait la restitution de Calais; mais Henri avait refusé nettement. Alors il déclara qu'il ne souscrirait à la paix qu'autant que l'Angleterre se reconnaîtrait satisfaite sans cette condition. Dans le cas contraire, il offrait de soutenir encore la guerre pendant six ans, pourvu qu'Élisabeth s'engageât à ne point faire de paix particulière. Cette proposition embarrassait Cécil; car renoncer à Calais, c'était s'exposer à la haine de la nation auglaise, et pour continuer la guerre on n'avait ni troupes disciplinées, ni argent à l'Échiquier; par-dessus tout, les querelles religieuses causaient le plus grand désordre, et avant de faire la guerre au dehors il fallait rétablir la paix au dedans. Cécil avait recommandé simplement aux ambassadeurs, sans leur donner d'ordre précis, d'obtenir le plus qu'ils pourraient. Il fut donc convenu par les plénipotentiaires que le roi de France rendrait Calais au bout de huit ans, et qu'à défaut d'exécution de cette clause il paierait à Élisabeth la somme de cinq cent mille couronnes. Il était évident que cet article n'avait été inséré que pour sauver l'honneur de la reine et pour fasciner les yeux de la nation anglaise, car il était dit dans l'article suivant que si, dans l'intervalle de ces huit années, il survenait un acte quelconque d'hostilité

entre les parties contractantes, Élisabeth perdrait tous ses droits à la restitution de Calais. Les Anglais ne se méprirent pas sur le sens de cette clause, qui laissait le roi de France maître de l'exécution de celle qui précédait; ce prince, en effet, manquerait-il dans ce long espace de temps d'un prétexte plausible pour se plaindre de l'infraction du traité? et si le ministre d'Elisabeth ne lui fournissait pas de prétexte, ne saurait-il pas le faire naître à son gré? Cécil imagina un moyen de calmer, en les caressant, les ressentiments du peuple : pour détourner l'attention publique, il ne trouva rien de mieux que de traduire devant un conseil de guerre l'ex-gouverneur de Calais, lord Wentworth, le commandant du fort et un autre officier, sous l'accusation de trahison. Le premier fut acquitté; les deux autres, après de longues procédures, subirent une condamnation *nominale,* car la sentence que le conseil rendit contre eux ne reçut jamais d'exécution; mais Cécil avait atteint le but auquel il visait, et la reine au fond ne fut pas mécontente du traité, puisqu'elle y gagnait d'avoir été traitée comme reine d'Angleterre par celui qui était le mieux en mesure de lui contester ce titre.

Pour achever d'étouffer le mécontentement, la reine et son ministre se déterminèrent à rétablir la religion protestante en Angleterre, et à favoriser secrètement les progrès de la réforme en Écosse. On dit qu'Élisabeth hésita quelques jours, quelques

heures, un instant peut-être, car il est plus que probable qu'au fond du cœur elle n'était ni protestante ni catholique, et qu'elle avait alors pour tous les cultes la même indifférence. Cependant les catholiques, trompés complétement par ses démonstrations extérieures, ne s'imaginaient pas qu'elle n'était qu'hypocrite : ils croyaient qu'elle agissait par conviction. Les protestants la jugeaient un peu mieux : ils pensaient qu'elle feignait des sentiments qu'elle n'avait pas, et, bien qu'ils la plaignissent d'avoir eu recours à ce moyen peu délicat, ils espéraient que, portée au pouvoir, elle rendrait à l'Angleterre le culte réformé. Ils se disaient que, le pape refusant de la reconnaître à cause de sa naissance, et les catholiques, en Angleterre et ailleurs, voyant dans la reine d'Écosse l'héritière catholique de l'Angleterre, elle se hâterait d'abjurer une religion qui la répudiait comme illégitime, pour embrasser des doctrines amies qui la soutiendraient sur le trône. Jusque-là Élisabeth avait laissé les deux partis dans l'incertitude ; car, si d'un côté elle continuait d'assister à la messe, si elle célébrait les obsèques de sa sœur selon le rit catholique, si elle ordonnait dans la même forme un service funèbre pour le repos de l'âme de Charles-Quint, d'un autre côté, elle rappelait de l'exil les réformés, elle rendait la liberté à ceux qui étaient emprisonnés pour fait de religion, elle faisait défendre à l'évêque de Carlisle, qui se préparait à dire la messe dans la

chapelle royale, d'élever la sainte hostie en sa présence.

Ces actes équivoques, ces mesures ambiguës ne trompaient guère que les esprits superficiels qui ne prenaient pas la peine de réfléchir; bientôt il ne fut plus possible à personne de se faire illusion, et le parlement s'occupa de la question religieuse de manière à lever tous les doutes. Malgré l'opposition des membres catholiques du parlement, malgré la résistance motivée du clergé, les deux chambres firent un bill contenant le retablissement des actes de Henri VIII et d'Édouard VI, avec déclaration que le livre commun de prières serait uniquement et exclusivement employé dans toutes les églises, sauf quelques légers amendements; que toute autorité spirituelle d'*évêques étrangers* cesserait dans le royaume; que le droit de punir ou de réprimer les erreurs, le schisme, les hérésies, demeurait annexé à la couronne, avec pouvoir de déléguer ce droit en tout ou en partie. Les peines d'emprisonnement, de réclusion perpétuelle, de mort même, se trouvent prodiguées dans ce bill; et par malheur elles ne furent que trop souvent appliquées sous le règne d'Élisabeth.

C'était beaucoup pour Élisabeth que d'avoir rétabli l'empire de la réforme en Angleterre; mais, pour la venger pleinement de Henri II et de l'innocente Marie, il fallait troubler l'Écosse, et, nonobstant la paix conclue et le pacte juré sur l'Évangile

d'en observer toutes les conditions, prêter main forte aux réformés pour qu'ils obtinssent la prééminence. La reine mère, comptant sur les secours de la France, avait commencé à agir contre les réformateurs, et ceux-ci avaient tenté d'opposer la force à la force suivant les doctrines de leur patriarche Jean Knox. Il est douteux qu'ils eussent réussi sans le secours d'Élisabeth et sans quelques circonstances qui les favorisèrent. La réforme avait gagné, il est vrai, beaucoup de prosélytes parmi les membres de la noblesse; mais il faut bien se garder de croire que ces nouveaux adeptes formassent, comme le disent sans le croire les écrivains protestants, la partie *la plus éclairée* de la nation, et qu'ils ne se décidassent que parce que la religion réformée était une *religion sage, amie d'une sage liberté.*

Ces hommes éclairés qui adoptaient une religion sage, c'étaient ces mêmes nobles qui, de même que leurs aïeux, avaient lutté constamment contre le pouvoir souverain; c'étaient ces fauteurs éternels de despotisme féodal qui voulaient se mettre au-dessus de toutes les lois, et que tout frein politique, moral et religieux, gênait et fatiguait; c'étaient ces cadets de famille que la faveur avait pourvus de bénéfices ecclésiastiques, quoiqu'ils fussent les plus ignorants de tous les hommes, et qui, en se jetant dans le mouvement, songeaient à gagner d'un côté ce qu'ils allaient perdre de l'autre; c'étaient enfin de jeunes ou même de vieux débauchés, livrés à toutes les

passions, abandonnant sans peine une religion sévère qui prêchait la véritable réforme, pour une religion large et commode qui les débarrassait d'un seul coup de tout ce qui leur déplaisait dans la première.

Du nombre de ces vertueux néophytes était un fils illégitime de Jacques V, appelé d'abord lord Stuart, prieur de Saint-André et destiné à l'Église, et connu plus tard sous le nom de comte de Murray, qui, tout comblé des bienfaits de sa sœur, la généreuse Marie, devint son persécuteur, son dénonciateur, presque son assassin. Ce lord Stuart était un des chefs les plus influents de la *Congrégation:* on désignait par ce nom la réunion de toutes les sommités du parti protestant. Les réformateurs avaient pensé depuis longtemps que l'union de Marie avec l'héritier présomptif de la couronne de France allait attribuer beaucoup d'avantages aux catholiques, et comme ils donnaient leur consentement à cette alliance, afin de mettre d'accord la concession qu'ils voulaient faire avec leurs principes religieux, ils s'étaient engagés par un covenant, antérieurement à l'ouverture de la session parlementaire, « à servir jusqu'à la mort la cause de leur divin maître (ils s'étaient donné le nom de *Congrégation du Seigneur*), à soutenir et à défendre les ministres de l'Evangile, à se défendre aussi réciproquement, à abandonner la Congrégation de Satan (c'était l'Église catholique), et à poursuivre de toutes leurs

forces cette même Église, ses actes abominables et ses pratiques d'idolâtrie. » On a peine à concevoir comment les *hommes les plus éclairés de leur temps*, les plus sages, les plus vertueux, à ce que disent les protestants, purent pousser le délire, en supposant même que l'Église catholique leur eût présenté quelques abus, jusqu'à déclarer abominable et satanique la religion qui avait instruit et civilisé le monde, qui avait renversé les autels du paganisme, dont la morale si pure ne tend qu'au bonheur des hommes; la religion dans laquelle leurs pères et leurs aïeux étaient morts, dans laquelle ils étaient nés eux-mêmes, et dont ils ne s'écartaient que parce qu'ils avaient négligé ses préceptes. Les comtes d'Argyle, de Morton et Glencairn étaient à la tête des congrénistes.

Quand les catholiques eurent connaissance du covenant, ils le regardèrent comme une déclaration de guerre; un apostat nommé Walter Milne, prédicateur fougueux de la réforme, coupable de discours séditieux, fut mis au pilori. Les réformateurs poussèrent des cris de rage; la régente aurait voulu calmer les esprits, et ses efforts furent infructueux. L'archevêque de Saint-André convoqua un concile national. Ce concile publia une profession de foi pour expliquer des doctrines mal interprétées par les réformés. Les lords de la congrégation ne se tinrent pas pour battus, et ils établirent à Perth le siége de la religion nouvelle. La régente ordonna

aux prédicateurs protestants de comparaître à Stirling pour se défendre sur cette infraction à la loi. Knox arriva de Genève avant le jour marqué pour la comparution, et probablement il empêcha les cités de se rendre à Stirling. Le jour venu (c'était le 10 mai 1559), les prédicateurs ne s'étant point présentés, furent condamnés par contumace. A cette nouvelle, Knox monte en chaire, vomit le sarcasme et l'injure, invite, pousse la populace à la révolte, et la populace docile dépouille l'église de ses ornements, démolit le magnifique édifice de la Chartreuse, détruit plusieurs autres couvents, et livre aux flammes tout ce qui a pu servir au culte catholique.

Les réformateurs éclairés, disent encore aujourd'hui les écrivains écossais, blâmaient ces excès, « quoique le peuple eût quelque raison de s'y livrer; » car les catholiques, très-ignorants sans doute, avaient le tort infini de regarder les églises, la maison du Seigneur, comme des édifices sacrés, vénérables par eux-mêmes; qu'il fallait embellir de tout ce que la nature offrait de plus riche et de plus magnifique. Ils croyaient que, si les puissants de la terre ornent leurs palais d'argent, d'or et de pierres précieuses, il était bien juste que le temple où réside le Dieu vivant eût sa part de ces richesses. Aux yeux des réformés, qui avaient reçu du Ciel toute l'instruction, toute la raison, toute la sagesse, les églises n'étaient pas autre chose que des monceaux de

pierres, de terre ou de bois, qui, dès que le service divin était terminé, n'avaient aucun titre pour être vénérés : de sorte que probablement, selon eux, une église, après le service, pouvait devenir un lieu de réunion, un cabaret, une salle de danse, ou peut-être quelque chose de pire. Une conséquence très-juste de ces étranges principes, c'était qu'il fallait détruire ou tout au moins dépouiller complétement les églises catholiques.

Eh bien! cette misérable doctrine avec laquelle on échauffait et l'on égarait la populace, ne servait qu'à pallier le véritable motif des réformateurs, qui tendaient à détruire le catholicisme en privant les catholiques de leurs ministres. *Abattons les nids*, disait Jean Knox, le grand maître de la réforme écossaise, *les corbeaux s'envoleront*.

La régente, accompagnée du comte d'Arran, duc de Châtellerault, et du comte de Huntley, s'avança du côté de Perth ; par malheur elle avait peu de troupes et ne comptait guère sur d'Arran, dont elle connaissait l'humeur versatile. Au lieu de combattre on négocia, mais dans toutes les négociations l'avantage était toujours du côté des congréganistes. Leurs succès furent même si rapides et si décisifs, qu'en peu de jours plusieurs villes, la capitale comprise, reçurent les insurgés. Cependant Henri fit passer à la reine un corps d'élite de troupes françaises ; celles des congréganistes se dispersèrent peu à peu ; des seigneurs royalistes se rendirent sous la bannière

royale, et Marie rentra dans Édimbourg. Ce fut alors que le ministre anglais, ou, pour mieux dire, Cécil, qui le dirigeait, jugea le moment venu d'exécuter le plan qu'il avait formé de soutenir la révolte des réformés. Si les réformés triomphaient de l'autorité royale, Élisabeth forcerait aisément la reine d'Écosse à renoncer à ses prétentions; l'influence des Français dans ce pays serait anéantie, la réforme s'établirait dans tout le royaume, et, de la tête de Marie, la couronne passerait très-probablement sur celle de l'héritier de la branche protestante de la maison de Stuart (1). Les vues de Cécil ne s'arrêtaient pas là : il espérait que le nouveau souverain épouserait Élisabeth, ce qui réunirait les deux sceptres dans la même main. Il paraît même que ce plan de Cécil avait été communiqué aux réformateurs écossais et aux lord congréganistes, et qu'il avait été pleinement adopté. Élisabeth elle-même, dans ses instructions à lord Shrewsbury, dit formellement qu'il y avait eu un projet de ravir la couronne de Marie, mais qu'elle s'y était opposée.

Le plan de Cécil avait été goûté par la congrégation; mais cela ne suffisait pas : des promesses de secours ne pouvaient pas être opposées aux secours réels que la régente avait tirés et qu'elle comptait encore tirer de la France, où des armements con-

(1) Le comte d'Arran, duc de Châtellerault, de la famille Hamilton, était le plus proche héritier légitime de Jacques V.

sidérables avaient lieu sur toute la côte. A la vérité, Henri II venait de mourir prématurément (juillet 1559) d'une blessure qu'il avait reçue dans un tournoi; mais les réformés n'y gagnaient rien; l'époux de Marie était monté sur le trône, et c'étaient les princes de Lorraine qui disposaient au nom du jeune roi des forces de la France. Knox insista auprès de Cécil; il représenta que si les réformés ne recevaient pas de puissants secours d'Élisabeth, ils seraient contraints de faire la paix à tout prix avec la reine. Cécil, alarmé, communiqua les lettres de Knox à la reine, qu'à sa grande surprise il trouva très-indécise. Élisabeth haïssait Knox de toutes ses forces. Knox, tant à Francfort qu'à Genève, s'était déclaré hautement contre la liturgie anglicane, et de plus il avait soutenu dans divers ouvrages que les femmes étaient incapables de régner; il n'en fallait pas tant pour exciter contre lui l'animosité de cette princesse, qui ne tenait pas moins à la liturgie de son père qu'à sa propre capacité pour porter la couronne. D'ailleurs elle regardait comme indigne d'un souverain de fomenter la révolte parmi les sujets d'une puissance voisine et alliée; elle se souvenait de plus du serment qu'elle avait prêté de conserver la paix avec la reine d'Écosse, et même de refuser un asile aux révoltés écossais, à plus forte raison de leur fournir des secours.

Le sophiste Cécil triompha aisément du scrupule d'Élisabeth. La reine d'Angleterre avait, selon lui,

plus de droit à la suzeraineté de l'Écosse, que Marie Stuart ne pouvait en avoir à la souveraineté de l'Angleterre. Cela posé, il ne s'agissait pas d'intervenir entre des sujets et leur prince, mais entre un grand vassal et ses sous-vassaux. Le devoir du suzerain était de protéger les seconds contre la tyrannie du premier. Et comme ces raisonnements ne faisaient pas une assez forte impression sur l'esprit de la reine, Cécil mit en jeu ses craintes et sa jalousie. Il montra le roi et la reine de France et d'Écosse comme des ennemis déclarés qui ne lui laisseraient pas un moment de repos tant que l'Écosse leur appartiendrait. Cette dernière et toute-puissante considération arracha son consentement à la reine; Cécil fit le reste.

Trois commissaires furent nommés pour aller rétablir l'ordre aux frontières; on sent que ce n'était là qu'un prétexte. Le comte de Northumberland, catholique et jacobite, fut nommé conjointement avec sir James Sadler et sir James Croft; mais ces derniers seuls furent mis dans le secret : leurs instructions particulières les autorisaient à exciter les Écossais réformés à reprendre les hostilités, à leur fournir de l'argent et à leur promettre tout ce qu'il serait possible de leur accorder sans violer ouvertement la trêve. Enfin il fallait engager les rebelles, si la chose était possible, à déposer Marie et à couronner le chef de la maison des Hamilton. Ce chef, il est vrai, c'était le duc de Châtellerault; il parais-

sait maintenant dévoué à la cause du roi et de la reine; mais on connaissait assez son ambition, sa faiblesse et sa versatilité, pour pouvoir compter sur sa défection quand cette défection aurait pour prix une couronne. On s'était d'ailleurs assuré du comte actuel d'Arran, fils de Châtellerault. D'Arran était à Paris, comme colonel de la garde écossaise. Prévenu par l'ambassadeur d'Angleterre Trockmorton, qui ne remplit pas dans cette circonstance une mission très-honorable, d'Arran se sauva furtivement et gagna Genève, d'où il écrivit à Élisabeth une lettre pleine d'expressions de reconnaissance. Élisabeth se montra d'abord fort mécontente. « En vérité, dit-elle, je trouve bien étrange que le comte d'Arran me rende grâces pour de prétendues offres que je lui ai faites. Je ne sais ce que cela signifie, et je suis bien trompée, ou je ne lui ai jamais donné l'occasion de m'écrire ainsi. » Il paraît qu'Élisabeth n'avait pas reçu de son ministre la confidence entière de ses projets ultérieurs, et que l'offre dont parlait d'Arran était celle de la main d'Élisabeth elle-même, en cas de succès. Quoi qu'il en soit, le comte arriva de Genève incognito, obtint de la reine une entrevue secrète, eut avec Cécil plusieurs conférences, partit pour l'Écosse, et, grâce à l'intervention de Sadler et de Croft, gagna le château d'Hamilton, qui appartenait à son père.

Cependant les commissaires n'étaient pas restés inactifs, et les lords de la congrégation ne deman-

daient pas mieux que de *se faire convaincre* que leur cause était juste. Cette tâche facile, Sadler et Croft l'entreprirent : cette cause, en effet, n'était-elle pas éminemment chrétienne et patriotique? Il s'agissait d'*extirper l'idolâtrie* et de *délivrer le pays de tout gouvernement étranger*. C'étaient là, sans doute, deux choses bien méritoires aux yeux des congréganistes, et ils étaient tout disposés à se procurer la double gloire de détruire le culte catholique et de faire tomber leur reine du trône. Mais les commissaires anglais insistèrent : il ne fallait pas attendre, dirent-ils, que la régente eût acquis la supériorité par le secours du duc de Guise. Ils firent plus, ils semèrent adroitement le bruit que le cabinet français avait arrêté que l'Écosse serait à l'avenir considérée comme une province de France, ce qui fit beaucoup d'impression sur la multitude. Plusieurs lords, même parmi les catholiques, y ajoutèrent foi. Châtellerault promit de rester neutre, mais les lords trompés jurèrent de défendre au péril de leur vie l'indépendance du pays.

La révolte a toujours eu la même tactique : montrer par des raisonnements plus ou moins captieux qu'elle a raison de s'armer contre l'autorité légitime. Tout rebelle veut avoir un motif quand il se révolte; il n'a tort que lorsqu'il succombe. Les réformés d'Écosse se plaignirent donc ; ils prétendirent, pour motiver leur criminelle agression, que la régente avait doublement violé la capitulation

d'Édimbourg, en faisant dire la messe dans sa chapelle d'Holyrood, et en recevant des renforts de la France. D'Arran, qui jusque-là s'était tenu caché, se montra tout à coup aux congréganistes, et, comme on avait fait circuler la nouvelle que la main d'Élisabeth lui était destinée, on le reçut avec des honneurs extraordinaires. Deux mille livres sterling distribuées à propos rendirent les lords très-accommodants.

De son côté la régente se montra toute prête à faire tête à l'orage. Elle offrit la paix avec pleine et entière liberté de conscience, mais en même temps elle annonça qu'elle défendrait les droits de sa fille par tous les moyens. Ses offres furent rejetées; Châtellerault se joignit ouvertement à la congrégation, et, vivement poussés par les commissaires anglais, ainsi que par l'enthousiaste Knox, les insurgés entrèrent en campagne et s'avancèrent vers Édimbourg. La régente avait fait fortifier la ville et le port de Leith, elle s'y retira avec ses défenseurs; de sorte que les rebelles entrèrent sans opposition dans la capitale, où ils formèrent aussitôt deux conseils, l'un présidé par Châtellerault pour l'expédition des affaires étrangères, l'autre par Knox pour tout ce qui concernait les affaires spirituelles.

Le premier conseil proposa d'examiner s'il ne convenait pas d'ôter à la régente toute son autorité; le second, allant plus loin, soutint que la mesure était légale et nécessaire. En conséquence on fit pu-

blier à son de trompe dans Édimbourg que les pouvoirs de la régente avaient cessé, et que la régente elle-même ainsi que tous ses conseillers et partisans étaient ennemis du pays. La régente avait encore pour elle le lord chancelier comte de Huntley, le comte maréchal et le comte Bothwell, ainsi que la plupart des évêques; mais ses forces militaires ne consistaient qu'en deux à trois mille vieux soldats écossais ou français. Cette petite troupe, il est vrai, parfaitement disciplinée et depuis longtemps aguerrie, était bien capable de repousser les attaques des dix mille soldats de la congrégation. Un assaut de ces derniers, dirigé contre la ville de Leith, échoua complétement, et les insurgés perdirent du monde.

Les deux vils agents de Cécil, Sadler et Croft, car on ne peut leur donner le nom de commissaires, s'écrièrent: « Bon! bon! le sang a coulé, il coulera longtemps encore! » Mais Knox et Cécil ne partagèrent pas cette confiance. Le premier demanda instamment qu'on lui envoyât deux mille hommes de troupes anglaises, et, prévenant l'objection qu'on pourrait lui faire, il ajoutait que ces deux mille hommes viendraient comme volontaires contre la volonté présumée de la reine; qu'on pourrait même lancer contre eux une mise hors la loi. Cécil, en fait de perfidie, ne paraissait pas homme à reculer devant une proposition quelle qu'elle fût: il recula pourtant devant celle de Knox; il n'osa pousser aussi loin la duplicité, ou, pour mieux dire, il craignit que

la reine ne résistât à cette mesure, et que sa faveur n'en souffrît. Il savait que la reine, *plus qu'un homme aujourd'hui, était le lendemain moins qu'une femme* (1).

Au fond, si Élisabeth était jalouse de la reine d'Écosse, elle l'était aussi de sa propre réputation; elle désirait abattre la puissance de sa rivale, mais elle ne voulait pas à la face de l'univers passer pour complice ou protectrice de la révolte. Elle s'était jusque-là prêtée aux desseins de son déloyal ministre; mais combien n'avait-il pas fallu d'adresse, de sourdes manœuvres, de subterfuges, de raisonnements pour obtenir son consentement! Élisabeth, d'ailleurs, sentait bien que favoriser la révolte d'un peuple contre son souverain, ce n'est pas le rôle qui convient à un autre souverain. La reine d'Angleterre, à qui l'on contestait sa légitimité, devait-elle apprendre aux Anglais, en mettant l'exemple des Écossais sous leurs yeux, comment un peuple mutiné peut abuser de sa force et renverser un trône!

L'un des plus utiles auxiliaires de Cécil était Trockmorton, ambassadeur de France, indigne de ce titre par sa conduite, qui était une violation permanente du droit des gens. Il faisait passer à Cécil, qui les montrait à la reine, des rapports apocryphes, contraires même à la vérité, toujours exagérés; et par

(1) C'était l'expression dont il se servait lui-même pour la caractériser : *If to-day she was more than man, would to-morrow be less than woman.*

là il entretenait dans ce cœur irrésolu les craintes qui le tourmentaient. Il demanda un congé temporaire, sous prétexte que sa femme était malade, mais en réalité pour pouvoir dire à la reine : *Que le roi de France voulait en finir avec l'Écosse, afin d'en finir ensuite avec l'Angleterre.* Élisabeth, effrayée, autorisa Cécil à donner aux congréganistes des secours d'argent; mais de fâcheuses nouvelles arrivèrent d'Écosse. Les insurgés avaient attaqué la garnison de Leith, et ils avaient été reçus de manière à ne plus être tentés de revenir à la charge. Ils furent même si épouvantés, que, quoique les royalistes fussent rentrés à Leith, ils se débandèrent et se mirent à fuir l'espace de trente milles. Ils ne s'arrêtèrent qu'à Stirling. Là Knox leur reprocha si vivement leur lâcheté, qu'il les fit rougir d'avoir fui. Leur courage surtout se réveilla lorsqu'ils reçurent la promesse formelle qu'on allait leur envoyer de l'argent pour payer les troupes, des officiers pour les discipliner, et une flotte pour intercepter les communications entre Leith et la France.

En retour de ces promesses, qui ne tardèrent pas à s'accomplir, Cécil demanda aux insurgés d'envoyer à Londres une personne accréditée apportant une pétition pour demander des secours, afin que la reine eût un prétexte à donner si on lui reprochait d'être intervenue. Les insurgés députèrent Maitland, habile diplomate, qui, après avoir été secrétaire de la

régente, s'était réuni aux congréganistes, et, pour obtenir leur confiance, avait livré à ses nouveaux amis tous les secrets de son ancienne maîtresse. Il présenta à Élisabeth une pétition que Cécil avait faite, qu'elle-même avait approuvée, que Salder lui avait remise comme en étant l'auteur, et dans laquelle on faisait parler les Écossais de la manière la plus capable de tromper la diplomatie étrangère, et de cacher la part que l'Angleterre avait prise dans ces manœuvres. Cette pétition était rédigée avec art, et Maitland convint qu'elle valait mieux que celle qu'il avait faite.

L'ambassadeur de France à Londres, M. de Noailles, eut quelque vent de ce qui se passait, ou du moins il conçut des soupçons en apprenant que Maitland s'était rendu secrètement chez Trockmorton; il demanda des explications au sujet des armements qui se faisaient sur la Tamise et dans les comtés du nord. La perfide Élisabeth l'assura personnellement de son intention formelle d'observer strictement le traité de Cateau-Cambrésis, et, comme Noailles ne paraissait pas bien convaincu, elle ajouta : « Que la malédiction du Ciel tombe sur la tête de celui qui, le premier, violera le traité! » Élisabeth ne se croyait pas plus liée par cette imprécation terrible que si elle avait juré par le Styx ou par les trois Parques. Noailles, qui la connaissait, ne prit point le change, et donna sur-le-champ avis de ce qui se passait à la régente et au roi de France.

Les congréganistes, comptant sur les promesses de Cécil, indiquèrent Stirling pour la tenue d'une assemblée générale; mais un détachement de la garnison de Leith s'empara du château par un coup de main avant que les congréganistes y arrivassent. De Stirling, les royalistes se mirent à la poursuite du comte d'Arran et de lord James. Arrivés au promontoire de Kingcraig, d'où l'on découvrait une grande étendue de mer, ils aperçurent une flotte faisant voile vers la côte, et ils ne tardèrent pas à voir déployer la bannière d'Angleterre. Les royalistes furent obligés de se retirer; mais ils le firent en si bon ordre, que les congréganistes n'osèrent pas tenter de troubler leur retraite, qui dura six jours entiers. Ce qui surtout avait déterminé les royalistes, ce fut de voir l'artillerie de la flotte se diriger contre eux.

Élisabeth eut l'imprudence, non pas de nier cet acte d'hostilité, mais de soutenir que la flotte n'avait pas eu d'autre mission que celle d'approvisionner la place de Berwick; que la violence des vents avait poussé ses vaisseaux dans le détroit, et que le commandant français des batteries de Leith, de Bruntisland et d'Inchkeith, prenant sans doute les Anglais pour des ennemis, avait fait feu de ses pièces, ce qui avait obligé les Anglais à user de représailles. Cette fable grossière, bien qu'attestée diplomatiquement, ne trouva guère que des incrédules même en Angleterre. Quant à M. de Noailles,

il se plaignit hautement, traita de fausseté insigne les allégations contenues dans la note qu'on lui avait remise, et exigea que l'amiral Winter fût traduit devant une commission d'enquête. La commission fut nommée et l'affaire y fut étouffée, sans que la cour de France pût s'en plaindre; l'odieux Cécil savait bien que cette cour aurait assez de peine à se tirer, en France même, des embarras qu'il lui suscitait.

Aussitôt après la mort de Henri II, le ministre d'Élisabeth entreprit d'y exciter les mêmes orages qu'il avait amoncelés sur l'Écosse, en armant les princes du sang et les calvinistes contre leur nouveau souverain. Le traître Trockmorton, qui aurait mérité de mourir du supplice des conspirateurs, eut une entrevue avec le roi de Navarre, Antoine de Bourbon, frère du prince de Condé. Il lui parla de l'intérêt qu'Élisabeth lui portait et du danger que courait la religion réformée sous l'administration des Guise; il laissa entrevoir comme possible sa mise en possession du royaume de Navarre. Antoine, prince indécis et peu capable de se mettre à la tête d'un parti, ne fit que des réponses évasives; tout ce qui résulta des intrigues de Trockmorton, ce fut l'association qui eut lieu entre le roi de Navarre, Condé, l'amiral de Coligny, Dandelot et le cardinal de Châtillon; ces trois derniers étaient neveux du connétable de Montmorency.

Mais lorsque Trockmorton partit pour Londres,

comme nous l'avons vu, il emmena le chef apparent de la conspiration qui se tramait contre le duc de Guise, le misérable La Renaudie, gentilhomme sans fortune, qui n'hésita pas à exposer sa vie dans une carrière qui ne pouvait le conduire qu'au supplice s'il était vaincu, ou à gagner un vil salaire s'il réussissait, dans tous les cas à l'infamie, seul prix digne des conspirateurs, des assassins et des traîtres. Croira-t-on qu'Élisabeth ne dédaigna pas de voir La Renaudie, de lui dire qu'elle faisait des vœux pour le succès de son entreprise, de lui promettre du secours (1).

Quelle était donc cette entreprise à laquelle Élisabeth s'associait si noblement? Il s'agissait d'attaquer la cour à l'improviste, de s'emparer des personnes du roi et de la reine (Marie Stuart était la proie qu'Élisabeth convoitait), et de placer le gouvernement entre les mains du prince de Condé, après avoir assassiné le cardinal de Lorraine et le duc de Guise. C'était à cette même époque que la reine d'Angleterre envoyait l'ordre au duc de Norfolk, qu'elle avait d'abord chargé de la mission dérisoire d'informer sur l'agression de l'amiral Winter, de conclure définitivement un traité avec la congrégation. L'ambassadeur français s'y opposa de tout son pouvoir; il alla jusqu'à offrir de retirer d'Écosse la

(1) Ce La Renaudie était du Périgord; il avait été poursuivi pour crime de faux, et avait longtemps cherché un asile hors du royaume; il y rentra pour conspirer.

majeure partie des troupes françaises, et de remettre aux soins d'Élisabeth elle-même le jugement de la contestation entre les réformés et leur souveraine. Élisabeth n'avait garde d'accepter un pareil arbitrage, dont le résultat aurait dû être tout opposé à ses projets ultérieurs, et le traité fut conclu par Norfolk. Il fut convenu qu'une armée anglaise resterait en Écosse tant que les Français n'en auraient pas été expulsés; que les Écossais ne souffriraient jamais la réunion de leur couronne à celle de France; qu'ils fourniraient à Élisabeth un secours de quatre mille hommes en cas d'invasion, et qu'ils lui donneraient des otages pour sûreté de leurs engagements.

Cependant le ministre anglais ne perdait pas la France de vue, et il faisait d'autant plus d'efforts pour aider les réformés à renverser les Guise, qu'il craignait que les Guise, s'ils triomphaient, ne jetassent une armée en Écosse; car les deux Guise avaient été proclamés seuls ministres par François II, et il y avait tout lieu de croire qu'ils ne souffriraient pas que le royaume de leur nièce tombât dans les mains de sa jalouse rivale. L'entreprise n'était pas facile : les Guise avaient, outre les qualités qui plaisent à la multitude, celles qui domptent les rebelles, le courage et le talent. Le duc, modeste, généreux, passionné pour la gloire, discret, prévoyant, le plus brave soldat, le plus habile capitaine, s'élevait au-dessus de ses contemporains de

toute la hauteur que le mérite et la science ont sur l'aveugle routine. Le cardinal, doué d'une grande pénétration, avait des connaissances très-étendues en théologie, en politique, en administration et en finances; il n'avait pas moins d'éloquence que Knox; il avait de plus que lui une conversation pleine de charmes et des manières séduisantes. A tout prendre, il eût été difficile de faire un meilleur choix pour avoir un ministre et un général également dignes de la confiance royale.

Les Guise se présentaient donc comme d'inébranlables colosses, autour desquels s'étaient groupés le clergé, les nobles et le peuple : le premier, par zèle pour la religion, que d'impies novateurs attaquaient dans son essence; les seconds, parce que, ruinés par les guerres des règnes précédents, ils avaient besoin de rétablir leur fortune; le troisième, parce qu'il n'aspirait qu'à être déchargé des subsides qui l'accablaient, et qui devaient être naturellement maintenus, sinon augmentés, tant que la guerre durerait. Les perturbateurs n'étaient pas néanmoins découragés; ils agitaient sourdement toutes les classes, cherchant partout des partisans, c'est-à-dire des ennemis du trône. Le cardinal, informé des plans des conjurés, avait bien réussi à éloigner le roi de Navarre en lui proposant de conduire en Espagne la princesse Élisabeth de France, promise par le traité de Cateau-Cambresis à Philippe II, et non à son fils don Carlos, comme on s'est plu à le

dire, afin de charger la mémoire de Philippe d'un nouvel attentat; mais le prince de Condé et les neveux de Montmorency restaient; de plus, les réformés avaient dans le parlement un parti assez nombreux, et ils tenaient encore des assassins à leurs gages. Le parlement, entraîné par l'éloquence factieuse de quelques-uns de ses membres, jaloux d'ailleurs de maintenir le droit qu'il avait usurpé d'intervenir dans l'administration du royaume, servait, sans le savoir, la cause de la réforme par des remontrances; les réformés voulaient employer des moyens plus expéditifs.

Ceux-ci avaient chargé le capitaine Mazères, brave, mais fanatique, de poignarder le duc de Guise. Ses démarches ayant paru suspectes, il fut arrêté et conduit devant le duc, qui, le voyant armé d'une très-longue épée, se montra fort surpris qu'un homme qui avait fait preuve à la guerre de talent et d'adresse eût choisi une épée que sa longueur devait rendre très-incommode à manier. « Monseigneur, lui dit le capitaine, cette remarque, je l'avais déjà faite, et cela plus d'une fois; mais, pour en parler au vrai, quand je considérais votre brave vaillance et furieuse présence, je perdais le courage de vous attaquer de près, et, pour ce, je me résolus d'avoir affaire à vous de loin. Que si, au lieu de cette épée, j'eusse pu apporter une pique, je l'eusse fait, tant l'image de votre personne me paraissait terrible et formidable. » Cette singulière harangue ne déplut

pas au duc de Guise, qui, naturellement magnanime, pardonna au capitaine (1).

La tentative du parlement contre la puissance des Guise fut un peu moins sérieuse, et elle se dénoua d'une manière assez plaisante. Ce respectable corps avait arrêté qu'il adresserait au roi d'humbles remontrances au sujet du pouvoir exorbitant du duc de Guise et du cardinal de Lorraine; et pour donner plus de poids à ses remontrances, on avait décidé que le parlement entier, son président en tête, irait les présenter au souverain. François, qui était,

(1) Il était dans la destinée de Guise de périr de la main d'un assassin. On sait qu'il fut tué le 18 février 1563 par le calviniste Poltrot de Méré, tandis qu'il faisait le siége d'Orléans. Déjà l'année précédente, au siége de Roûen, on avait arrêté un noble angevin qui avait médité de lui donner la mort. La reine mère, Catherine de Médicis, informée des desseins de cet homme, en avait averti secrètement le duc. Celui-ci le fit amener en sa présence, et lui reprocha son intention criminelle, en lui demandant pourquoi il en voulait à sa vie. L'Angevin, confondu, se jeta aux pieds du prince lorrain et implora sa miséricorde; il confessa qu'on lui avait fait entendre qu'en le tuant il aurait délivré sa religion de son plus dangereux ennemi. «Eh bien! « lui répondit Guise, comparez ma religion à la vôtre: la vôtre vous « a conseillé de me tuer sans m'ouïr, la mienne me commande de « vous pardonner. »

Ce sont ces mêmes paroles qu'on trouve paraphrasées dans ces beaux vers d'*Alzire*, que Guzman adresse à son meurtrier Zamore:

Des dieux que nous servons connais la différence:
Les tiens t'ont commandé le meurtre et la vengeance;
Et le mien, quand ton bras vient de m'assassiner,
M'ordonne de te plaindre et de te pardonner.

comme on sait, élève du fameux Amyot, alors abbé de Bellozane et plus tard évêque d'Auxerre, aimait beaucoup la poésie latine, et Marie Stuart partageait ses goûts. Au moment où le parlement demandait à se faire annoncer, les deux jeunes époux lisaient ensemble les Bucoliques de Virgile. Le cardinal, qui savait d'avance l'heure et l'objet de cette visite, et qui voulait y être présent pour qu'elle ne tournât pas contre ses intérêts, avait eu soin de se trouver dans l'appartement du roi. Celui-ci, en jetant les yeux vers la galerie, aperçut les longues robes noires des magistrats. « Mon oncle, s'écria-t-il en s'adressant au cardinal, qu'est-ce donc que tout ce monde-là? — Ce que c'est? répliqua le cardinal : *Pecus omne magistri ;* double allusion au passage des Bucoliques que le roi avait sous les yeux et au nom du premier président, qui s'appelait *Le Maistre.* — Eh bien? que vient-il faire avec tout son bétail? dit alors la reine en suivant l'allusion. — Vraiment, Madame, reprit le cardinal, il vient pour prouver au roi que je ne suis qu'une bête et mon frère aussi. » On sent comment les remontrances durent être accueillies : le roi se contenta de répondre qu'il était très-satisfait des services de ses deux oncles.

Cependant la conjuration avançait toujours, et le 15 mars était fixé pour l'exécution. La cour était à Blois, les Guise y avaient amené le roi pour passer la belle saison ; les conjurés s'y étaient donné rendez-vous. On se flattait d'y surprendre les Guise, qui

paraissaient ne rien soupçonner; mais ils avaient observé quelque mouvement extraordinaire, et des idées vagues de conspiration les avaient frappés; ils transférèrent la cour de Blois à Amboise, où il y avait un château qu'il serait aisé de garantir d'un coup de main. Un ami de La Renaudie auquel celui-ci s'était confié, épouvanté des maux que le succès de la conspiration pouvait amener sur la France, se crut, heureusement, obligé par sa conscience à prévenir les deux frères. Linières, l'un des conjurés nommés par le dénonciateur, avait quelques frères au service de la reine mère. L'appât d'une forte récompense l'engagea à trahir ses amis. Ainsi prévenus, les ministres prirent leurs mesures. Le cardinal voulait appeler des troupes : le duc fut d'un autre avis. Il convenait que l'arrivée des troupes ferait avorter la conjuration, mais on ne surprendrait pas les conjurés, qui se retrancheraient sur des dénégations absolues; il voulut, au contraire, que les conjurés s'engageassent si bien qu'on pût les surprendre en flagrant délit.

La Renaudie, en apprenant que le roi s'était rendu à Amboise, ajourna l'exécution du 15 au 16. Il ignorait que, maîtres de son plan, les princes de Lorraine avaient pris des précautions; il fut tué avant d'arriver à Amboise, et son corps fut suspendu à un gibet. Tous ceux qu'on put saisir, et le nombre en fut grand, subirent le même supplice. Le chancelier Olivier, qu'on soupçonnait fortement de pencher vers la réforme, obtint du roi une amnistie pour

tous les rebelles qui n'avaient point péri ; mais telle était l'aveugle obstination de ces vertueux réformés, qui, pour servir leur religion, se transformaient en assassins, que quelques-uns d'entre eux attendirent la nuit pour tâcher, à la faveur des ténèbres, de pénétrer dans la ville et de s'emparer du château. Guise, furieux, fit révoquer l'amnistie, et beaucoup de réformés périrent. Le prince de Condé fut retenu chez lui prisonnier, sous le poids non d'une accusation directe, mais des plus violents soupçons. Condé se plaignit et demanda à se justifier. Le roi lui donna audience devant toute sa cour. Il plaida lui-même sa cause avec beaucoup d'assurance, et finit par porter un défi formel à quiconque oserait l'accuser d'avoir tenté de faire révolter les Français contre le roi. Il était pourtant certain qu'il se trouvait dans Amboise avec un grand nombre de ses partisans, et que si l'attaque de La Renaudie avait réussi, il devait se mettre à la tête des conjurés. Mais ce fait, que l'opinion publique regardait comme avéré, n'avait pu être prouvé juridiquement. L'affaire en demeura là.

Quand Élisabeth apprit que la conjuration d'Amboise avait échoué, elle retomba dans son irrésolution; mais on eut soin de lui dire que la guerre civile en France était inévitable, et qu'il n'y aurait qu'honneur et profit pour elle à intervenir. En conséquence, elle permit la publication d'une pièce fort singulière, qui contenait des protestations du désir

qu'elle avait de maintenir la paix, sous la forme et dans le style d'une déclaration de guerre. « Elle était, disait-elle, l'alliée et l'amie du roi et de la reine de France, mais l'ennemie de leurs ministres; elle prenait les armes pour s'opposer à leurs vues ambitieuses, et elle ne les poserait pas tant qu'il resterait un soldat français en Écosse. » Une armée anglaise passa aussitôt la frontière, sous les ordres de lord Gray, et, s'étant jointe aux insurgés, elle alla mettre le siége devant Leith; mais la vigoureuse défense des assiégés retarda les opérations du siége; et d'ailleurs elles étaient entravées par les ordres contradictoires que la reine envoyait chaque jour.

Élisabeth se trouvait entraînée presque malgré elle. D'abord elle consentit seulement à fournir de l'argent aux insurgés; ensuite sa flotte parut dans le Frith. Son orgueil s'était jusque-là soulevé à l'idée de traiter avec des rebelles; bientôt ils obtinrent d'elle un traité formel. Elle protesta plus tard de sa fidélité à ses engagements envers la reine d'Écosse, et elle recevait, elle encourageait celui qui se rendait en Écosse pour détrôner sa souveraine; elle donnait, par son ambassadeur à Paris, l'assurance la plus positive que la paix serait maintenue, et cet indigne ambassadeur fomentait la révolte et protégeait les révoltés; enfin, dans sa dernière proclamation, elle se disait l'amie du roi et de la reine de France, et ses armées allaient assiéger Leith, la seule place qui restât à la reine d'Écosse, sous pré-

texte d'en expulser les Français, seuls défenseurs de cette reine. Il n'est donc pas étonnant que, tandis que ses troupes assiégeaient Leith, elle n'envoyât que des ordres contradictoires. Ainsi, tantôt elle mandait à son général de préférer les négociations à la voie des armes, et permettait à l'envoyé français d'ouvrir des négociations avec les lords de la congrégation; tantôt elle ordonnait de presser le siége avec vigueur; mais en même temps elle s'en prenait à son ministre, qui lui avait arraché son consentement, et elle redoutait une issue sinistre. Ses prévisions furent en quelque sorte accomplies. Lord Gray donna un assaut général qui lui coûta mille hommes, et fut repoussé avec énergie (1560).

Élisabeth se réjouit presque d'un résultat qu'elle avait prévu; mais Cécil eut à supporter un long accès de sa mauvaise humeur. Après un entretien animé, dans lequel elle ne ménagea point les reproches, elle exigea de son ministre qu'il se rendît en personne sur les lieux, *afin d'éteindre le feu qu'il avait allumé.* Cécil obéit d'assez mauvaise grâce. Des préliminaires de paix furent signés à Berwick entre les envoyés français et lui, le 14 juin 1560, au moment où l'on recevait la nouvelle de la mort prématurée de la régente, qui venait de succomber (10 juin) à une maladie de langueur.

Cette princesse, que distinguaient de belles qualités, avait sacrifié son propre repos et l'intérêt de sa santé à l'intérêt, plus cher à ses yeux, du bon-

heur de sa fille. Lorsqu'elle se sentit malade, elle obtint de lord Erskine, commandant du château d'Édimbourg, et qui avait promis de garder la plus exacte neutralité, la permission de se faire transporter dans le château. De son lit de mort, elle adressa aux chefs des deux partis, qu'elle avait fait prier de se rendre auprès d'elle, de sages recommandations et d'utiles avertissements. Elle les conjura de veiller au salut du royaume et aux intérêts de leur souveraine. Elle tendit ensuite la main aux assistants, en disant qu'elle pardonnait toutes les injures qu'elle avait reçues, et qu'elle espérait qu'on lui pardonnerait de même les sujets de plainte qu'elle pouvait avoir donnés. Elle emporta les regrets des catholiques et des royalistes, et l'estime de ses ennemis. Le seul Knox essaya de flétrir sa mémoire; mais il ne fit de tort qu'à lui-même.

CHAPITRE IV

Mort de François II. — Retour de Marie en Écosse.

Les commissaires français, Randan et Montluc, avaient reçu du roi le pouvoir d'accorder une amnistie aux rebelles qui rentreraient immédiatement dans le devoir. L'amnistie fut acceptée, mais la congrégation demanda que l'exercice du pouvoir royal fût confié à quelques-uns de ses membres, sauf la suprématie du souverain. Les commissaires combattirent fortement cette demande; à la fin ils firent de plus larges concessions que leurs pouvoirs ne le leur permettaient. Il fut convenu qu'après la retraite des troupes françaises, les trois États formeraient une convention; que cette convention présenterait à la reine une liste de vingt-quatre candidats, sur lesquels la reine en choisirait sept et la convention cinq, et que ces douze individus seraient investis du gouvernement du royaume. La congrégation exi-

qu'Élisabeth soutenait les Écossais dans leur désobéissance, et qu'au lieu d'accomplir le nouveau traité, elle avait enfreint évidemment l'ancien, en admettant dans son royaume et en sa présence les députés de la convention, sans être assurée du consentement de leur souverain à cette démarche odieuse.

Il est plus que probable, d'après cette réponse, qui contraria d'autant plus Élisabeth que déjà sa conduite lui avait attiré les reproches du roi d'Espagne (1), que si François avait vécu, la guerre se serait rallumée, et que, dominé comme il l'était par l'ascendant de Marie, il aurait porté en Écosse une armée suffisante pour subjuguer les rebelles et pour faire trembler de nouveau Élisabeth sur son trône; malheureusement pour Marie, et sans doute aussi pour l'Écosse, qui a fini par subir le joug de l'Angleterre, son ancienne et implacable rivale, François, d'une santé faible et d'un tempérament sans vigueur, mourut le 6 décembre 1560. Cette mort fit naître des soupçons qu'on n'a jamais éclaircis. Ambroise Paré, chirurgien du roi, était calviniste et dévoué à Montmorency : on l'accusa d'avoir

(1) Le roi d'Espagne, Philippe II, avait fait représenter formellement à Élisabeth le tort qu'elle faisait à sa réputation et même à la cause de tous les rois en soutenant et en aidant des sujets rebelles. Plusieurs membres du conseil avaient trouvé ces observations justes, et ils étaient opposés à Cécil, qu'ils accusaient d'entraîner la reine dans une fausse route : Arundel, Parry et d'autres, appartenaient à ce parti, qu'on désignait sous le nom de Philippiens.

voulu servir les intérêts de son parti; mais les écrivains protestants présentent Paré comme un homme incapable d'avoir conçu la pensée du crime. Ce qui est certain, c'est qu'aucune poursuite ne fut faite, quoique le bruit du poison fût généralement répandu.

Catherine de Médicis aimait peu François, toutes ses affections se concentraient sur le duc d'Anjou, son plus jeune fils; elle haïssait surtout Marie, parce que, jalouse à l'excès du pouvoir, elle n'avait aucune part dans l'administration du royaume; tant que François vivrait, sa situation ne devrait pas changer, puisque François obéissait à Marie, qui elle-même obéissait à ses oncles; la mort de son fils lui causait donc peu de regrets comme mère; elle servait son ambition comme reine; car, délivrée de sa belle-fille, dont elle enviait le crédit, la jeunesse et la beauté, appuyée sur un parti puissant formé de tous les mécontents, calvinistes ou catholiques, elle allait régner au nom d'un roi de dix ans. Elle avait eu d'abord quelques craintes; mais elle fut pleinement rassurée par le chancelier de l'Hôpital. « Les États, lui dit-il, sont assemblés et les partis en présence; ennemis déclarés l'un de l'autre, ils se réuniront pour que la régence vous soit accordée : les Guise, de crainte que le pouvoir ne passe aux mains des Condé; les Condé, pour que les Guise ne l'obtiennent pas. Alors, au lieu d'être l'instrument de l'un ou de l'autre parti, vous domi-

nerez sur eux, et en les opposant l'un à l'autre vous les rendrez inoffensifs. »

Les prévisions de l'Hôpital furent pleinement justifiées; le succès passa même les espérances de Catherine; car, au moment où François expira, les deux partis la considérèrent spontanément comme régente de droit, s'adressant à elle pour l'intéresser à leurs prétentions : les Guise, pour la presser d'ordonner l'exécution du prince de Condé, condamné à mort peu de jours avant la mort de François II, comme coupable de haute trahison; le roi de Navarre, pour demander la vie de son frère; de sorte qu'elle se trouva régente de fait sans l'intervention des États. Mais elle n'avait garde de sacrifier Condé au ressentiment des Guise; dans son système de balancement du pouvoir des partis, elle avait besoin d'un homme qu'elle pût opposer aux princes lorrains, et le faible roi de Navarre n'était pas celui qu'il lui fallait. Le prince de Condé sortit de prison; le roi de Navarre fut nommé lieutenant général du royaume; les Guise conservèrent leur crédit à la cour et dans le royaume : Catherine planait sur tout.

Catherine avait de grandes qualités et de grands défauts. Belle, d'une haute taille, d'un extérieur prévenant et majestueux, toujours entourée d'un cortége nombreux de dames et de demoiselles des meilleures familles du royaume, les amusant et s'amusant elle-même par des fêtes, des danses, des

concerts, des parties de chasse ou de pêche, aimant et protégeant les arts, affable envers tous, elle avait réussi, malgré l'éloignement de Henri II pour elle et à force de persévérance et d'adresse, à se rendre l'objet des hommages universels; mais on suppose que toutes ces qualités aimables qui attiraient auprès d'elle, étaient le fruit d'une dissimulation profonde plutôt que d'un heureux naturel. La seule personne avec qui elle ne sut ou ne voulut pas dissimuler, ce fut sa belle-fille. Catherine avait le faible de la reine d'Angleterre, c'était de vouloir paraître belle. Elle souffrait bien à ses côtés de jeunes personnes d'une beauté remarquable, mais on prétend qu'elle les faisait servir à ses vues, en captivant par leur moyen les seigneurs qu'elle voulait gagner. Catherine ne craignait pas de leur part une usurpation de pouvoir, au lieu qu'il était facile à une jeune reine, qu'elle ne pouvait s'empêcher de trouver belle malgré sa jalousie, de lui ravir par ses charmes rehaussés de l'éclat du trône et de la magie du pouvoir, tous les cœurs qu'elle aurait voulu s'attacher. Au fond, pendant la vie de son mari, Catherine n'eut pas de système arrêté; sous le règne de son fils aîné, elle trouvait constamment les Guise dans la carrière qu'elle aurait voulu parcourir. Aussi ne parut-elle qu'inconséquente et irréfléchie, se laissant toujours emporter par les événements. Tantôt elle favorisait les réformés, recevant et lisant leurs écrits; tantôt, se rapprochant des Guise, elle leur

dévoilait les projets des calvinistes. Quand les Guise croyaient n'avoir pas besoin de son appui, ils la dédaignaient; alors elle retournait vers les calvinistes, dont les doctrines l'effrayaient peu; car, après l'assassinat de Guise, lorsque le parti des princes devint tout-puissant, comme on lui parlait des dangers que courait la religion, elle répondit avec une inconcevable et scandaleuse légèreté : *Eh bien! Messieurs, nous prierons Dieu en français.*

La mort de François II, qui n'avait pas laissé d'enfants, avait rompu les liens qui unissaient la France et l'Écosse, et par là s'évanouissait le motif principal que Cécil avait allégué pour justifier ses démarches. Marie, qui ne soupçonnait pas toute la duplicité du ministre anglais, crut qu'elle pourrait reprendre sans obstacle le gouvernement de son royaume; mais l'intention de Cécil était de lui susciter tant d'entraves, que de longtemps du moins elle ne pût retourner en Écosse. Si elle venait à se remarier, chose très-probable puisqu'elle n'avait encore que dix-huit ans, son nouvel époux ne manquerait pas de faire revivre ses droits au trône d'Angleterre. L'amiral Winter continua donc de croiser dans le Frith; l'agent d'Élisabeth, Randolph, eut plusieurs conférences avec les lords de la congrégation pour leur rappeler leurs engagements envers cette princesse, lesquels consistaient à faire avec l'Angleterre un traité d'alliance pour tout le

temps que durerait l'absence de la reine Marie, et à obliger cette dernière à épouser un Écossais.

Au fond, Élisabeth devait être satisfaite de la bonne volonté des Écossais ; Châtellerault, Argyle, Morton et Glaincairn lui offraient leurs services ; le loyal Maitland faisait mieux : il devait livrer à Cécil les plans de la reine Marie et de ses amis. Lord James Stuart allait plus loin encore : il arrivait de France, où il était allé assurer sa sœur de son dévouement fraternel, et en passant à son retour par l'Angleterre, il invitait Élisabeth à faire garder le détroit par ses vaisseaux, et à s'emparer de la personne de Marie. Les Écossais, depuis qu'ils étaient réformés, avaient de singulières idées de l'honneur et de la fidélité aux devoirs.

Marie, ne trouvant plus à Paris les égards et les attentions qui lui avaient été prodigués jusque-là, et qui lui devenaient plus nécessaires depuis la mort prématurée de son époux, était partie pour la Lorraine, où elle voulait passer l'hiver. Dans sa douleur, qui n'était nullement affectée, comme l'ont dit quelques écrivains dont la plume se trempe toujours dans le fiel, Marie cherchait à tromper ses regrets en les exprimant en vers latins. Elle composait des élégies en l'honneur de son époux. Les agents d'Élisabeth la poursuivirent jusque dans sa retraite pour l'obliger à ratifier les traités ouvrage de Cécil. Elle fit constamment la même réponse au comte de Bedford, à Mewtas, à Trockmorton : que, depuis la

mort de François, ses oncles refusaient de lui donner leur avis sur rien, pour qu'on ne les accusât pas d'intervenir dans les affaires de l'Écosse; que, dans une matière qui regardait de si près les prérogatives de la couronne et les intérêts du peuple écossais, elle ne voulait ni ne pouvait se décider sans prendre l'avis de son conseil; qu'à son retour dans son royaume elle assemblerait les états, et ferait alors ce qu'elle croirait convenable.

Le refus de Marie irrita Élisabeth et la confirma dans les soupçons que Cécil et ses amis lui avaient inspirés. Aussi, lorsque M. d'Oyselles demanda pour Marie la liberté de traverser l'Angleterre en se rendant en Écosse (1561), elle lui répondit avec tant de véhémence et de colère, que, si l'on n'avait pas connu déjà ce qu'elle avait dans le cœur, elle en aurait trahi le secret. Cependant, au bout de quelque temps, elle chargea Trockmorton de justifier sa conduite aux yeux de la reine d'Écosse. Aussitôt que Marie l'aperçut, elle ordonna qu'on la laissât seule avec lui : « Si, de même qu'Élisabeth, dit-elle, je ne suis pas maîtresse de moi, je ne veux pas du moins avoir des témoins de ma faiblesse; » et lorsque Trockmorton eut exposé l'objet de son message, elle lui répondit avec calme : « Votre maîtresse me fait presque un reproche de ma jeunesse; c'est un défaut dont les années me corrigeront : mais avec combien plus de raison ne me reprocherait-elle pas ma légèreté, si, jeune comme je le suis, sans époux, sans

conseil, je prenais sur moi de ratifier ce traité que vous me présentez ! Quand j'aurai pu consulter les états de mon royaume, je vous rendrai une réponse positive. Je ne me repens maintenant que d'une chose, c'est d'avoir demandé à votre reine une faveur dont je n'ai au fond nul besoin. Je suis venue en France malgré Édouard VI, je retournerai en Écosse malgré sa sœur. Je ne désire d'elle que son amitié; si elle me l'accorde, elle trouvera en moi une bonne parente, et surtout une bonne voisine; car je ne veux pas intriguer avec les mécontents de son royaume comme elle intrigue avec les mécontents du mien. »

Si cette réponse eût été fidèlement transmise à Élisabeth, celle-ci peut-être, rentrant en elle-même et rougissant de la conduite plus qu'équivoque qu'elle avait tenue jusque-là, eût fait avec Marie un traité qui, dicté par la bonne foi, aurait eu quelque chance de durée; mais l'officieux et lâche Trockmorton transmit à Élisabeth la réponse de la reine d'Écosse altérée et travestie, ce qui ne fit que l'affermir dans le dessein dont lord James, Morton et Maitland lui avaient donné l'idée : faire enlever sa *bonne sœur* sur la route pour la conduire en Angleterre. Une flotte fut aussitôt réunie dans les eaux de la Tamise, et reçut ordre d'aller croiser dans le détroit, sous prétexte de purger cette mer de pirates. La reine d'Écosse en fut informée; elle demanda des explications; Élisabeth elle-même lui écrivit que c'était

à la prière du roi d'Espagne qu'elle avait envoyé quelques *petits bâtiments* croiser dans le canal. Marie ne prit point le change; mais se fiant à la Providence, elle fit sans crainte, quoique non sans regret, les préparatifs de son départ.

Marie n'avait pas aimé le trône sur lequel elle s'était assise parce que du haut de ce trône elle pouvait dicter ses volontés sur un vaste empire; elle l'avait aimé plutôt par légèreté, parce que, jeune, aimable et belle, elle s'y trouvait comme sur un piédestal, d'où elle recevait l'encens que tous les seigneurs français brûlaient devant elle. Si, par ses douces paroles, elle obtenait du roi tout ce qu'elle lui demandait, c'était pour plaire à ses oncles, qu'elle aimait et qu'elle respectait, surtout le cardinal de Lorraine, qui joignait aux talents de l'homme d'État toute la grâce d'un courtisan délicat et spirituel, et le charme d'une conversation toujours pleine d'heureuses saillies. Elle n'avait point connu son père, elle ne pouvait conserver de sa mère qu'un souvenir vague et confus, car à six ans elle s'en était séparée, et depuis ce moment elle ne l'avait point revue; et pourtant son cœur tendre et sensible avait besoin d'aimer. Ses oncles lui avaient tenu lieu de parents qu'elle n'avait pas; elle les chérissait, les respectait, avait en eux une confiance illimitée, et, lorsqu'ils l'avaient priée de soutenir par son ascendant un avis qu'ils donnaient au roi, Marie le faisait avec joie, parce qu'elle croyait fer-

mement que ses oncles ne voulaient que ce qui était juste.

Mais Catherine ne voyait dans la jeune reine qu'une odieuse rivale, qui serait pour les Guise un utile et puissant auxiliaire, en jetant dans leur parti cet essaim de seigneurs et de chevaliers qui se pressaient autour d'elle, jusqu'à ce que, façonnée par l'expérience aux manœuvres des cours, ou apprenant avec l'âge à aimer le pouvoir pour ses propres douceurs, elle pût se placer elle-même à la tête de ce parti, par l'influence qu'elle exercerait sur le nouveau souverain. Charles IX, quoi qu'en aient dit les écrivains protestants, avait reçu du Ciel de bonnes qualités; une mauvaise éducation les avait gâtées, et ses défauts s'étaient accrus. Ainsi l'emportement de son caractère devenait une véritable fureur à la moindre contradiction; si la veuve de son frère prenait sur lui de l'ascendant, comme cela serait probablement arrivé, Catherine se trouvait à jamais exclue du pouvoir. Lorsqu'il avait été pour la première fois question du départ de Marie, Charles s'y était opposé avec force; il n'avait que douze ans encore, et il la demandait pour épouse à sa mère. Quand on lui remontrait qu'il existait entre elle et lui des liens d'affinité qui rendaient leur mariage impossible, il répliquait : « Eh bien! j'irai à Rome, je me jetterai aux pieds du pape, et le pape me donnera Marie. »

Assurément la reine d'Écosse n'avait pas cherché

à faire naître ce penchant ; mais Catherine avait l'air de le croire, afin d'en pouvoir faire un motif de reproche ; et plus Charles semblait s'obstiner à vouloir empêcher ce départ qui l'affligeait, plus Catherine cherchait à le hâter. Elle répandait sur le compte de Marie d'odieuses calomnies, afin que ces propos envenimés fussent renvoyés de toutes parts aux oreilles du roi, comme répétés par autant d'échos. Ce fut par ces moyens qu'elle parvint à arracher son consentement au départ.

Enfin arriva le jour où Marie, s'éloignant pour toujours de la France, entrait dans la carrière de l'infortune. Au commencement du mois d'août, elle sortit du Louvre, l'œil humide de pleurs, et partit pour Calais, accompagnée de ses oncles et de plusieurs seigneurs français et écossais. Deux galères l'attendaient à Calais pour la recevoir elle et sa suite. Quatre bâtiments de transport étaient destinés pour ses bagages. Elle monta tristement sur la galère royale, et eut beaucoup de peine en quittant la terre à retenir ses sanglots ; elle monta sur le tillac (15 août 1561) et tint ses yeux constamment tournés vers le rivage, tant qu'elle put l'apercevoir. On eût dit qu'on lui arrachait peu à peu le dernier rayon d'espérance. « Adieu, France, adieu ! » s'écria-t-elle en levant les mains au ciel, comme pour lui offrir le sacrifice de toutes ses affections.

La nuit fut calme et silencieuse, mais le sommeil avait fui de ses paupières, parce que le repos n'était

P. 112.



Adieu, France, Adieu

plus dans son cœur. Le lendemain, Marie était sur le tillac avant que le soleil fût arrivé à l'horizon; elle cherchait encore des yeux cette terre chérie, cette patrie d'adoption où ses premières années s'étaient écoulées dans l'innocence, où elle avait porté une brillante couronne. Il lui semblait la découvrir encore à travers les nuages qui s'amoncelaient sur les eaux; mais bientôt ces nuages, tombant sur la surface de la mer et se changeant en épais brouillard, entourèrent sa galère de ténèbres: « Oh! c'en est fait, dit-elle encore, France! France! je ne te verrai plus!... »

Ce brouillard, qui dérobait à la reine d'Écosse la vue de la terre qu'elle côtoyait d'assez près afin d'éviter la rencontre des *petits bâtiments* anglais envoyés par Élisabeth pour donner la chasse aux pirates, favorisa la marche des galères, qui passèrent auprès de l'escadre anglaise sans être aperçues. Sur les quatre bâtiments de transport, un seul fit heureusement la traversée; les trois autres furent pris par l'amiral anglais (19 août); les galères glissèrent sous sa main. Le ministre Cécil, fortement contrarié par un accident qui n'avait mis en son pouvoir que les mulets des équipages de la reine au lieu de la reine elle-même, imagina d'écrire à Trockmorton qu'il ne devait pas manquer de publier à Paris que l'amiral qui croisait sur le canal pour le nettoyer des pirates, avait rencontré les galères de la reine, et qu'il lui avait fait le salut d'usage (ce qui

était tout à fait faux); à la vérité, l'amiral, à ce qu'ajoutait Cécil, avait arrêté les bâtiments, mais c'était seulement pour examiner s'ils étaient en règle; il en avait même arrêté un qui lui avait paru suspect (c'était celui sur lequel se trouvait le comte d'Églington, un des officiers de la reine).

Quand la reine fut près d'arriver dans ses États, l'inquiétude s'empara d'elle. Comment serait-elle reçue dans Édimbourg? Y trouverait-elle des amis fidèles, ou bien le sol natal resterait-il fermé pour sa souveraine? Pour mettre ses ennemis en défaut, elle arrivait quinze jours avant l'époque qu'elle avait annoncée, de sorte que rien n'était préparé pour la recevoir. Mais à peine le bruit de son arrivée eut-il été porté à la capitale, qu'elle vit accourir au-devant d'elle toute la population d'Édimbourg : les pairs, les nobles, les bourgeois, les artisans, le clergé, les enfants, les vieillards, tout le peuple; et à mesure qu'elle se montrait les acclamations unanimes faisaient retentir l'air du nom de Marie. La crainte, les soupçons s'enfuirent alors de son âme pour faire place à la plus vive allégresse.

CHAPITRE V

Règne de Marie. — Elle épouse Darnley.

Marie, en montant sur le trône, sentit qu'elle aurait peu de secours à espérer de la France, que désolait la guerre civile ; ses oncles lui conseillèrent d'obtenir par des concessions ce qu'elle ne pouvait avoir par la force. Elle appela donc auprès d'elle son frère lord James Stuart, quoiqu'elle n'ignorât pas qu'il avait promis à Élisabeth de lui livrer tous les secrets de l'État, et l'apostat Maitland, qui avait été son secrétaire et qui l'avait trahie; elle comptait gagner ce dernier à force de bienveillance, et il faut dire que si lord James persista dans sa perfidie, comme le prouve sa correspondance avec Robert Dudley, méprisable favori d'Élisabeth, Maitland, dans sa correspondance avec Cécil, bien qu'il se montre très-jaloux d'obtenir la faveur d'Élisa-

beth, n'en est pas moins serviteur zélé de sa souveraine, soutenant ses intérêts avec autant de chaleur que d'habileté. Au fond, lord James et Maitland avaient toute la confiance des congréganistes; et il était évident que, si Marie parvenait à se les attacher à ses intérêts, la congrégation serait beaucoup moins à craindre pour elle. Il paraît aussi que Marie, qui n'avait pas de mémoire pour les injures, désirait sincèrement vivre avec Élisabeth en bonne intelligence. Les lettres qu'elle lui écrivait portaient le cachet de la franchise; mais Élisabeth répondait toujours avec réserve, parce qu'elle ne pouvait pas s'empêcher de regarder Marie comme une rivale toujours prête, au moindre accident, à lui disputer la couronne. Aussi insistait-elle souvent pour que Marie confirmât le traité de Leith, principalement dans l'article par lequel la reine d'Écosse reconnaissait les droits d'Élisabeth, et s'interdisait celui de prendre à l'avenir les armes et le titre de reine d'Angleterre.

Sur le premier point Marie ne fit point d'objection; mais elle prétendit sur le second qu'y adhérer ce serait renoncer virtuellement aux droits qu'elle tenait de sa naissance, et donner plus d'autorité aux prétentions de la maison de Suffolk. Cécil proposa une sorte de transaction, suivant laquelle Marie reconnaîtrait le droit d'Élisabeth et des héritiers qu'elle pourrait avoir en cas de mariage; et Élisabeth déclarerait que, si elle venait à mourir sans

héritiers issus d'elle, sa succession appartiendrait de droit à la reine d'Écosse. Marie consentait à signer cette déclaration, mais il ne fut pas possible d'obtenir l'aveu d'Élisabeth. Cécil proposa alors une entrevue des deux reines dans un comté du nord; Marie se montra encore toute disposée à souscrire à ce moyen de conciliation; mais Élisabeth, après avoir paru désirer cette entrevue, ne voulut plus en entendre parler. Cécil fut obligé d'alléguer prétexte sur prétexte pour excuser sa souveraine : les chemins rendus impraticables par les pluies, les maisons royales qui se trouvaient entre Londres et York non logeables, le défaut de temps pour pouvoir faire les provisions nécessaires de vin et de vivres (1). La véritable raison d'Élisabeth, Cécil ne pouvait la dire : c'était la jalousie vraiment féminine de la reine d'Angleterre, qui craignait de paraître moins jeune, moins aimable et moins belle que la reine d'Écosse; et probablement encore Élisabeth prévit que, paraissant avec tous ses charmes dans les comtés du nord, Marie exercerait sur les esprits une trop grande influence; elle n'ignorait pas que dans ces contrées les droits de Marie étaient en général jugés meilleurs que les siens.

Cependant Marie était loin d'être aussi heureuse que semblait d'abord l'annoncer l'accueil d'enthou-

(1) C'était le 20 juin que Cécil donnait cette pitoyable excuse, et l'entrevue ne devait avoir lieu qu'au mois d'août.

siasme qu'on lui avait fait à son arrivée (1). Elle avait été élevée dans la religion catholique, et elle était venue bien décidée à persévérer dans ses croyances et à observer régulièrement les préceptes de l'Église. Dès le lendemain de son entrée à Édimbourg, elle avait ordonné que la messe fût célébrée dans sa chapelle par un prêtre catholique; et ce même peuple qui l'avait proclamée sa souveraine avec l'explosion d'une joie frénétique, ne voulant pas qu'elle jouît de la liberté de conscience qu'il réclamait pour lui-même, se porta au palais, et le prêtre aurait été massacré sans l'intervention de lord James Stuart.

Cependant Marie, de l'aveu même de ses ennemis, déploya dans les premiers temps de son règne une prudence qui semblait incompatible avec sa grande jeunesse (elle n'avait que dix-huit à dix-neuf ans). Il est vrai que la nature l'avait abondamment pourvue de tous ces dons extérieurs qui plaisent aux hommes. Par l'aisance de ses manières et son

(1) En descendant du vaisseau, elle s'était d'abord rendue au palais d'Holyrood. Ce fut de là qu'on la conduisit à Édimbourg, elle et sa suite, sur des chevaux amenés de la ville. C'étaient tous de mauvais chevaux couverts de harnais délabrés, et quand, par un retour involontaire sur le passé, elle compara intérieurement ces misérables animaux avec les superbes chevaux qu'elle avait en France, et qu'elle comparait encore les murs nus et noirs d'Holyrood avec les riches appartements du Louvre, elle avait beaucoup de peine à empêcher ses regrets de paraître. L'affection que le peuple lui montrait la consola de tout; malheureusement cela ne dura pas.

affabilité, elle captivait les cœurs; mais, pour se soutenir au milieu de toutes les ambitions rivales ou ennemies que son arrivée avait déconcertées, elle avait besoin de se faire une violence continuelle, et plus d'une fois même de vaincre les scrupules de sa conscience, qui lui reprochait de faire aux sectaires des concessions sans lesquelles on ne l'aurait pas soufferte un seul jour sur le trône. Elle se dirigeait, pour tout ce qui concernait les affaires du culte, d'après les conseils de Maitland et ceux de son frère, qu'elle créa d'abord prieur de Saint-André et ensuite comte de Mar.

Malgré les efforts de Marie pour le maintien de la paix intérieure, malgré sa condescendance pour ceux qui, chaque jour, demandaient de nouveaux sacrifices, malgré même les mesures conciliatoires prises par Maitland pour gagner au gouvernement de la reine les lords de la congrégation, il existait une classe intraitable d'hommes que rien ne pouvait ramener : c'étaient les prédicateurs de la réforme, ces hommes à grandes sentences, qui trouvaient tout défectueux dans l'Église romaine, s'annonçaient comme les apôtres d'une religion meilleure, de la pure doctrine de l'Évangile, et qui, pour montrer la douceur de leurs vertus évangéliques, se livraient à tous les excès d'une intolérance que n'effrayait pas même l'idée du crime. Ils ne montaient jamais en chaire sans déclamer avec violence contre la reine; et ce qui doit surprendre, c'est qu'il ne soit pas

sorti de leurs prêches cent bras armés de poignards pour arracher la vie à cette *femme impie, suppôt de Satan*, *ennemie du vrai christianisme*, comme ils appelaient Marie.

La reine envoya chercher Knox, le patriarche virulent de la réforme. « Jean Knox, lui dit-elle avec douceur, pourquoi me poursuivez-vous avec tant de violence? que vous ai-je fait pour que vous cherchiez à aliéner de moi le cœur de mes sujets? Votre religion vous ordonne-t-elle d'être impitoyable pour ceux qui ont, selon vous, le malheur de ne point partager vos opinions? Ai-je tenté d'armer contre vous l'autorité royale? Croyez-moi, vous ne perdrez rien dans l'opinion en vous montrant plus modéré dans ce que vous appelez l'accomplissement de vos devoirs. » Knox balbutia quelque excuse, fit de vagues promesses, et ne changea point. Il faisait un crime à la reine de ne point ratifier le système religieux adopté par le parlement en 1560, et la confiscation des biens du clergé, accessoire obligé de ce système. Le comte de Mar, qui paraissait alors ressentir pour sa sœur autant d'affection qu'il lui montrait auparavant d'éloignement et de haine, la soutint de toute son influence contre les sourdes manœuvres de Knox et de ses amis, ce qui rendit pendant longtemps Knox et le comte presque ennemis. La reine, reconnaissante de ce que son frère faisait pour elle, lui accordait son amitié tout entière et l'accablait de faveurs. Ce n'était plus assez pour elle de lui avoir donné le

comté de Mar, elle voulut ajouter à ce don celui du comté de Murray, dont les grands biens avaient été annexés à la couronne, et dont elle voulait détacher une partie en faveur de son frère. Mais cette concession ne pouvait avoir lieu sans trouver une vive opposition dans le comte de Huntley, le plus puissant seigneur de l'Écosse septentrionale.

Ce comte s'était emparé de la plus grande partie des domaines de Murray ; il était du petit nombre des pairs qui avaient rejeté les doctrines de la réforme, et il semblait que cette conformité d'opinions religieuses aurait dû établir entre la reine et lui une étroite alliance ; il n'en fut point ainsi. On prétend que Huntley avait offert à la reine de s'unir à elle à son arrivée avec vingt mille hommes, si elle voulait rétablir la religion catholique ; on ajoute que la reine refusa ce puissant secours parce qu'elle ne voulait pas apporter à l'Écosse la guerre civile. Mais il est fort douteux que cette proposition ait été faite ; car il est probable que les Guise auraient fortement conseillé à leur nièce de l'accepter. Ce qui semble plus vrai, c'est que Huntley aspirait ouvertement à conquérir son indépendance, et que la reine cherchait à diminuer un pouvoir qui, d'abord rival, aurait fini peut-être par devenir dominant.

Une peine judiciaire infligée à sir John Gordon, fils du comte, pour quelques abus de pouvoir, devint pour Huntley sinon un motif légitime de résistance et de révolte, du moins un prétexte plausible, car rien

n'était plus aisé que de prétendre que sir John Gordon avait agi dans la limite de ses droits. La reine, ne voulant pas laisser au comte le temps de faire de grands préparatifs, se mit elle-même à la tête d'une petite troupe et prit la route du nord, tantôt passant la nuit sous la tente, tantôt acceptant l'hospitalité dans le manoir enfumé de quelque noble campagnard. Comme elle était naturellement gaie et surtout très-affable, elle se mêlait souvent à ses guerriers, riait avec eux des inconvénients du voyage, et les remplissait d'un dévouement qui devait les rendre invincibles. Le comte fut surpris par l'apparition de la reine; il se rendit auprès d'elle, protestant de sa soumission; mais quand la petite armée de Marie se présenta devant Inverness, le gouverneur lui en refusa l'entrée, bien qu'Inverness fût un château royal. La forteresse est aussitôt investie et la garnison forcée de se rendre; le gouverneur, jugé par une commission militaire, est condamné à mort comme traître, et subit son supplice. Dans le même temps sir John Gordon, qui s'était sauvé de prison, arma tous les vassaux de son père, et s'avança du côté d'Aberdeen, où se trouvait la reine. Huntley se réunit à son fils.

Le nouveau comte de Murray était brave, et surtout excellent capitaine. Il plaça dans une position avantageuse sa petite troupe, et mit en avant les clans du nord qu'il avait convoqués et qui s'étaient rendus à l'appel, mais dont il n'était pas sûr. Ce qu'il avait

prévu arriva : les clans n'opposèrent qu'une faible résistance aux soldats de Gordon, et se rejetèrent vers le bataillon d'élite de Murray. Les Gordon se mirent à les poursuivre, jetant leurs lances et tirant leurs épées ; et, comme dans toutes les poursuites, le désordre se mit dans leurs rangs. Attaqués dans ce moment par Murray, les Gordon essayèrent en vain de se rallier ; pressés de plus en plus, ils reculèrent. Les clans, qui d'abord avaient fui, voyant que la chance tournait, revinrent à la charge, et achevèrent de mettre les ennemis en déroute (1562). Huntley, qui était fort gros et pesamment armé, tomba de cheval et fut écrasé sous la foule des fuyards ; selon quelques versions, il mourut de désespoir. Son fils fut fait prisonnier et décapité ; un jugement flétrit la mémoire du comte ; on mit Murray en possession de ses nouveaux domaines, et la reine reprit la route d'Édimbourg, laissant tous les barons du Nord frappés de terreur par l'activité de ses mesures et le succès de ses armes.

Très-peu de temps après, le politique Maitland partit pour Londres avec la mission ostensible de porter Élisabeth à faire la paix avec le roi Charles IX, mais avec la mission secrète et réelle de sonder les dispositions du parlement britannique. La chambre des communes venait de voter une adresse à Élisabeth pour l'engager à prendre un époux ; il était pareillement question en Écosse d'une démarche semblable auprès de Marie ; car les Écossais, de même que les

Anglais, désiraient que leur reine eût un successeur direct, et que chacune d'elles s'en nommât un pour le cas où elle n'aurait pas d'enfants. On priait Élisabeth de se souvenir de tous les efforts des puissances étrangères pour lui susciter un compétiteur, et du danger que pourrait courir la réforme, si un catholique venait à recueillir son héritage. Il était évident que par ces mots on entendait parler de Marie Stuart; mais dans cette occasion la susceptibilité d'Élisabeth protégea les droits de la reine d'Écosse, car, trouvant très-surprenant que les communes se mêlassent d'une chose qui ne regardait qu'elle seule, elle ne reçut l'adresse qu'en se faisant violence, et quand on la pressa d'y répondre, elle le fit avec beaucoup d'aigreur.

Marie ne reçut point d'adresse, mais elle savait que les Écossais désiraient qu'elle prît un second époux; elle-même n'en était pas éloignée. D'un côté, ses oncles lui proposaient le roi de Navarre; de l'autre, ils lui offraient l'archiduc d'Autriche. Le roi de Navarre, Antoine de Bourbon, était le chef du parti calviniste; les Guise lui montraient le trône d'Écosse en attendant celui d'Angleterre; ils voulaient le gagner, et Antoine parut ébranlé. Mais il était marié avec Jeanne d'Albret, qui lui avait donné des enfants : c'était un grand obstacle à une union nouvelle. Le légat, il est vrai, avait donné à entendre qu'on pourrait aisément rompre le mariage, puisque Jeanne était hérétique : Antoine recula devant les

difficultés. Il n'en fut pas de même de Charles d'Autriche.

Ce prince, fils de l'empereur Ferdinand, avait d'abord demandé la main d'Élisabeth, qui, après avoir longtemps tergiversé, suivant son usage, finit par alléguer les scrupules de sa conscience, qui ne lui permettrait pas de tolérer dans son palais la célébration d'un culte idolâtre (1), et cette réponse plus qu'étrange dégoûta le prince autrichien, qui se tourna vers la reine d'Écosse, dès qu'il eut appris la mort de François II. Le cardinal de Lorraine, auquel il s'était adressé, favorisait cette demande, dont le succès aurait probablement amené une quadruple alliance entre la France, l'Empire, l'Écosse et l'Espagne. Mais Marie, qui, bien qu'elle comptât peu sur l'amitié d'Élisabeth, voulait pourtant la ménager, crut devoir lui communiquer la demande de l'archiduc. La jalousie d'Élisabeth à cette nouvelle se réveilla plus vive que jamais. Cécil vint au secours des petites passions de sa souveraine. Il lui donna à entendre qu'elle devait enlever elle-même cet époux à Marie. Élisabeth se croyait la plus belle femme du monde, et sa couronne était plus brillante que celle d'Écosse : l'archiduc ne pouvait balancer. Cécil, qui avait partout des espions à gages, fit agir auprès du duc de Wurtemberg, qui, comme de lui-

(1) L'empereur avait demandé pour son fils la liberté d'avoir une chapelle catholique.

même, essaya d'engager l'empereur à renouer au nom de son fils avec la reine d'Angleterre. Mais Ferdinand répondit froidement que la reine d'Angleterre l'avait trompé une fois par sa politique fausse et égoïste, et qu'elle ne le tromperait pas une seconde fois.

Il fallut chercher un autre moyen ; ce fut de porter Marie, par des promesses ou des menaces, à refuser l'archiduc. Cécil envoya Randolph en Écosse avec de longues instructions ; il était chargé de catéchiser Marie sur le choix d'un époux. « Élisabeth, dit Randolph à la reine, préfère pour elle-même le célibat; mais elle n'est ni surprise ni fâchée que sa jeune sœur ait des pensées de mariage. Cependant il faut que sa sœur sache bien que son époux doit réunir trois conditions : qu'il soit tel qu'elle puisse l'aimer, qu'il convienne à ses sujets, et qu'il soit propre à resserrer les liens d'amitié qui unissent les deux couronnes. Charles d'Autriche offre-t-il ces conditions? Aurait-il été proposé par le cardinal de Lorraine, s'il n'avait promis d'être l'ennemi de l'Angleterre? La reine d'Écosse doit songer à ses prétentions à la couronne d'Angletrre, leur succès dépend beaucoup du choix qu'elle fera.

— Mais enfin quel est donc l'époux que je dois prendre pour qu'il plaise à Élisabeth? » s'écria la reine, que le discours plus qu'ambigu de Randolph avait un peu contrariée. L'envoyé se contenta de répondre d'un air mystérieux qu'il croyait que l'époux,

au gré d'Élisabeth, devait être un seigneur anglais ; il refusa de s'expliquer davantage avec la reine ; mais le grand secret fut d'abord confié au comte de Murray ; Maitland fut aussi mis dans la confidence, et ce ne fut pas sans une vive surprise que celui-ci apprit que ce seigneur anglais, destiné par Élisabeth à partager le trône de Marie, n'était autre que sir Robert Dudley, plus connu dans la suite sous le nom de comte de Leicester. La surprise de Maitland était fondée; car personne n'ignorait à Londres ni en Angleterre que les bruits les plus déshonorants couraient sur son compte. Lorsqu'on nomma cet époux à Marie, elle répondit fièrement que la reine d'Écosse, reine douairière de France, ne devait pas devenir l'épouse d'un simple gentilhomme anglais.

Marie avait trop de pénétration pour ne pas deviner les véritables intentions d'Élisabeth; mais ne voulant pas avoir l'air de rejeter dédaigneusement l'offre de sa sœur, elle ajouta qu'après mûre réflexion elle se déciderait à épouser sir Robert, à condition qu'Élisabeth la reconnaîtrait publiquement et la ferait reconnaître par le parlement pour son héritière, dans le cas où elle mourrait sans enfants. Marie savait bien que cette condition ne serait pas acceptée (1564).

Cependant elle avait en quelque sorte répondu aux désirs de la reine d'Angleterre, en refusant, outre l'archiduc, le prince des Asturies, le duc d'Anjou, le duc de Nemours, le duc d'Orléans, le duc de Fer-

rare. Le comte de Murray, dans son propre intérêt, entrait dans les vues de la reine d'Angleterre; on prétend qu'il aspirait pour lui-même ou pour ses enfants au trône d'Écosse, et qu'il était par conséquent intéressé à s'opposer au mariage de sa sœur.

Sur ces entrefaites, le parlement britannique s'occupait de la question de la succession, il fut décidé que l'héritier présomptif devait être pris parmi les descendants de Marguerite ou de Marie, sœurs de Henri VII; la première avait épousé Jacques IV, roi d'Écosse, aïeul de Marie; la seconde, qui était la cadette, avait été trois mois reine de France par son mariage avec Louis XII; elle avait ensuite épousé le duc de Suffolk. Marie représentait incontestablement Marguerite; quelques personnes prétendaient lui opposer ou même lui préférer la comtesse de Lennox, fille de la reine Marguerite, qui, après la mort du roi Jacques, s'était mariée avec le comte d'Angus, de qui elle avait eu une fille. Marguerite Douglas (c'était le nom de cette fille) avait été élevée à la cour et sous les yeux de son oncle; celui-ci, voulant récompenser le comte de Lennox, qui s'était mis à la tête du parti anglais après la mort de Jacques V, la lui donna pour épouse avec des terres considérables. De ce mariage étaient issus plusieurs enfants, dont l'aîné portait le nom de lord Darnley.

On dit à Marie que Darnley était le seul époux qui lui convînt. Sa naissance était des plus illustres, car le comte de Lennox était proche parent des Stuart,

et sa femme était nièce de Henri VIII. Darnley, d'ailleurs, avait tout ce qu'il fallait pour plaire à Élisabeth, car il était né en Angleterre, et son père y possédait de grands biens. Par ce mariage, les deux branches issues de Marguerite se confondaient sur la même tête, si le Ciel en faisait naître un fils. Cette idée avait été suggérée à Marie par la comtesse de Lennox, et Marie l'avait adoptée. Elle se hâta d'en faire part à Élisabeth, ne doutant pas qu'Élisabeth ne fût satisfaite. Mais si jusqu'ici la conduite d'Élisabeth n'avait offert qu'un tissu de contradictions, elle devint alors inexplicable. D'une part elle écrit à Marie pour l'engager à ne pas recevoir dans ses États le comte de Lennox; de l'autre elle permet au comte de se rendre en Écosse, et lui donne même une lettre de recommandation pour Marie; ensuite elle se plaint de la gracieuse réception que celle-ci lui a faite à sa propre demande. En même temps elle écrit à Marie afin de lui proposer de nouveau sir Robert Dudley, qu'elle vient de créer comte de Leicester, pour le rendre plus digne de recevoir la main d'une reine; et, pour couronner toutes ces contradictions, elle permet à Darnley de se rendre en Écosse sous prétexte de faire une visite à son père.

Quelques personnes crurent qu'en permettant le voyage de Darnley, la reine d'Angleterre espérait que sa présence à Holyrood le perdrait dans l'esprit de Marie. Darnley était d'une taille élevée, avait la figure belle, un extérieur séduisant; mais il man-

quait d'esprit, de pénétration, de prudence; et une femme comme Marie devait se trouver trop au-dessus de lui pour vouloir descendre jusqu'à un tel hymen. Élisabeth se trompa, si ce fut là sa pensée; Marie se laissa surprendre par le premier coup d'œil, et ne s'attacha qu'à l'extérieur. Toutefois, lorsqu'au bout de quelques jours il lui parla de mariage, elle lui reprocha sa présomption, refusa l'anneau qu'il lui présentait, et le laissa si déconcerté, qu'il ne sut que répondre; Élisabeth le servit sans s'en douter. Elle écrivit impérieusement à Marie que, si elle prétendait faire reconnaître ses droits à la succession, il fallait qu'elle épousât Leicester ou qu'elle n'épousât personne.

Marie, en recevant cette lettre, fondit d'abord en larmes, car les intentions de sa *bonne sœur* lui parurent dès lors dévoilées. Élisabeth ne voulait ni la désigner pour lui succéder, ni lui permettre de se marier, afin qu'elle n'eût pas de successeurs directs; mais la reine d'Écosse avait trop de fierté pour vouloir se soumettre aux caprices d'une étrangère. Elle vit Darnley d'un œil plus favorable, et comme l'avis de ses amis se trouvait d'accord avec son penchant, elle répondit à Élisabeth qu'elle était décidée à faire partager son trône à Darnley. Élisabeth se vengea sur la comtesse de Lennox; il y avait là bien de la petitesse : c'est que cette grande reine, dont les Anglais sont si fiers, quand on examine de près toute sa conduite, est réellement bien petite de caractère.

Elle envoya l'ordre à Lennox et à son fils de rentrer en Angleterre sous peine de forfaiture, et, comme si les catholiques eussent été cause de ce mariage, elle ajouta de nouvelles rigueurs à celles dont ils étaient déjà les victimes. L'immoral Trockmorton fut envoyé en Écosse : il pria, il menaça, et ne put ébranler la résolution de Marie. Il se tourna alors du côté des lords mécontents pour les exciter à la révolte, en leur promettant l'assistance de l'Angleterre.

A la tête des mécontents était le comte de Murray, qui s'était prononcé contre le mariage de sa sœur avec Darnley, peut-être parce que ce mariage détruisait ses espérances. Le duc de Châtellerault se joignit à lui, parce qu'il craignait que la maison de Lennox ne devînt plus puissante que la sienne. Le comte d'Argyle était mû par un autre motif : il avait été contraint de restituer au comte de Lennox les biens qui avaient été confisqués sur lui et dont il s'était mis en possession. Beaucoup d'autres seigneurs se laissèrent entraîner. Murray abandonna la cour sur les mêmes scrupules de conscience qu'avait allégués Élisabeth contre l'archiduc d'Autriche, et un plan fut formé pour surprendre Marie, Lennox et Darnley, enfermer la première au château de Lochleven, et tuer les deux derniers, ou tout au moins les livrer à Élisabeth, qui, probablement, ne les aurait pas mieux traités. Le comte de Murray devait être placé à la tête du nouveau gouvernement.

Marie, prévenue à temps qu'on devait l'enlever sur la route, échappa au danger en partant plusieurs heures avant celle que les conjurés avaient choisie. Ceux-ci, frustrés dans leur attente, se rendirent à Stirling, où ils signèrent un covenant par lequel ils s'obligèrent sous la foi du serment à remplir leurs engagements réciproques, déclarant au surplus qu'ils voulaient servir fidèlement leur souveraine : amère dérision ! Le jour suivant, ils envoyèrent un messager à Élisabeth, pour lui rappeler ses promesses de secours et la presser de les remplir promptement. De son côté, Marie ne perdit point de temps. Dès son arrivée à Édimbourg, elle fit un appel à ses sujets fidèles, et ils accoururent en assez grand nombre pour qu'elle n'eût rien à craindre des conjurés. Les bans furent publiés, et Darnley, créé successivement comte de Ross et duc d'Albany, devint l'époux de Marie (19 juillet 1565).

Cécil fut déconcerté par la nouvelle du mariage. Il aurait bien voulu déclarer la guerre aux nouveaux époux, mais quel prétexte? il n'y en avait pas. Il fallait se résoudre à frapper dans l'ombre. Une somme d'argent considérable fut envoyée à Murray, un renfort de deux mille hommes à Berwick; les comtes de Schrewsbury et de Bedfort furent chargés de la surveillance des comtés du nord en qualité de commissaires ou lieutenants de la reine. Bedford fut même autorisé à faire, mais à ses frais, car Élisabeth n'était pas prodigue ; une incursion en

Écosse. Un nouvel envoyé fut adressé à Marie, porteur de reproches, de remontrances et de menaces. Tamworth, c'était son nom, remplit sa mission avec tant de zèle, que la reine, irritée de son audace, le fit arrêter et conduire au château de Dunbar, sur le motif qu'il avait traversé ses États sans passe-port; elle fit dire à Randolph que, s'il continuait d'intriguer avec ses sujets, elle le ferait arrêter; elle le chargea aussi de mander à sa maîtresse que la reine d'Écosse la priait instamment de se borner à gouverner l'Angleterre, et de laisser gouverner l'Écosse par sa souveraine.

Cela ne suffisait pas pour abattre la faction de Murray, qui avait pris les armes. Marie réunit dix-huit mille hommes, se mit à leur tête et chassa les insurgés devant elle, malgré les prédictions de Randolph, qui avait annoncé, avant le mariage, qu'il en coûterait la vie à Darnley, que plusieurs conjurés avaient fait serment de le tuer, ou de périr eux-mêmes. Si la reine (Élisabeth), ajouta-t-il, veut les aider, on peut être assuré que la même contrée réunira dans peu les deux reines: ce qui signifiait que la reine d'Écosse serait envoyée prisonnière en Angleterre. Murray, évitant la rencontre de l'armée, s'était rapidement porté sur Édimbourg, comptant sur le soulèvement des habitants; mais ceux-ci restèrent fidèles à la reine, et il fut contraint de se retirer, parce que le château le menaça de tirer sur sa troupe. Poursuivis sans relâche, les insurgés éva-

cuèrent successivement Hamilton et Dunfries; et n'ayant bientôt plus aucune chance de salut, les chefs dispersèrent leurs bandes et se sauvèrent en Angleterre (1).

Ici l'intervention hostile de l'Angleterre s'était trop ouvertement montrée pour qu'on pût la nier avec succès. Ce fut là pourtant ce qu'Élisabeth entreprit. Lorsque Murray fut arrivé à Londres avec quelques-uns de ses compagnons, elle refusa d'abord de les voir; et quand elle leur permit de paraître devant elle, ce fut en présence des ambassadeurs de France et d'Espagne. Une scène de comédie avait été préparée d'avance : Murray et les autres tombèrent en entrant aux genoux de la reine; là, d'un ton d'humilité et confus, les nobles écossais, mentant à la vérité et à leur conscience, déclarèrent que la reine était *innocente* de la conspiration (ils se reconnaissaient donc coupables !), et qu'elle ne les avait jamais engagés à désobéir à leur souveraine. Ce fut alors le tour d'Élisabeth. « C'est bien ! dit-elle; vous avez dit *la vérité;* mais sortez de ma présence, traîtres que vous êtes ! » Au prix de cette infâme bassesse, Murray obtint une petite pension pour se soutenir à Berwick, qu'il choisit ou qui lui

(1) On donne à cette expédition des insurgés le nom caractéristique de *Roun-about-raid* (ou *ride*), ce qui signifie course à l'aventure en tous sens. On l'appelait aussi *raid of Beith*, parce que les conjurés avaient désigné l'église de Beith comme premier lieu de rendez-vous.

fut assigné pour résidence; encore fut-il obligé de dire que cette pension, il la tenait de ses amis d'Écosse; il fallait bien que la comédie fût jouée jusqu'au bout. Au reste, il arriva dans cette occasion ce qui arrive à toutes les représentations : les spectateurs écoutent, s'amusent de ce qu'ils entendent, et se retirent bien convaincus qu'ils n'ont assisté qu'à une fiction.



CHAPITRE VI

Meurtre de Riccio. — Darnley est assassiné.

En triomphant de ses sujets rebelles, Marie n'avait pas vaincu tous ses ennemis; il lui en restait un plus dangereux, plus importun, dans le mari ou plutôt dans le tyran qu'elle s'était donné. Si peu d'entrevues avaient précédé le mariage, qu'elle n'avait pu reconnaître aucun de ses défauts. L'expérience seule devait la convaincre qu'il était d'un naturel capricieux et irascible, que ses passions agissaient avec une violence extrême, et qu'il s'était laissé dominer par le goût de la boisson, au point de donner plus d'une fois au public le scandale de ses excès, et de maltraiter injustement sa femme. A ce vice grossier il joignait le travers d'une ambition extravagante, et manquait du courage nécessaire pour soutenir les actes où elle pouvait l'en-

traîner. Aussi, quand Marie convoqua un parlement pour le double objet de faire condamner, parmi les rebelles réfugiés en Angleterre, ceux qui étaient les plus coupables, et pour obtenir la liberté de conscience en faveur de ceux qui professaient la même religion qu'elle, Darnley demanda que le duc de Châtelleraut et les siens fussent compris dans l'acte d'accusation; par là, la maison rivale de Hamilton aurait perdu ses droits à la succession dans le cas où la reine n'aurait point d'enfants, ce qui l'eût rendu lui-même héritier présomptif après son père. A cette demande il en ajouta une autre, dont l'objet faisait depuis longtemps entre la reine et lui un sujet perpétuel de querelles : il voulait que la couronne matrimoniale lui fût accordée (1).

Marie résista aux prières de son époux, à ses

(1) On appelait ainsi en Écosse le droit que la reine donnait à son mari de porter la couronne comme elle-même, et de partager avec elle l'autorité royale. Marie avait bien ordonné que le titre de roi lui fût donné sa vie durant, et que les ordres fussent expédiés au nom des deux époux : Henri et Marie, roi et reine d'Écosse, mais ce n'était là qu'une vaine formule qui ne conférait à Darnley aucune autorité réelle. Cette couronne avait été décernée au premier époux de la reine, François II, et cela ne pouvait être autrement, car le dauphin de France ne devait pas être sujet de sa femme. Darnley voulait avoir le même rang, ce qui lui eût donné le droit de gouverner l'Écosse après la mort de sa femme, sans néanmoins pouvoir transmettre ce droit à des enfants qu'il aurait eus d'une seconde épouse. Ce fut cette couronne que reçut le prince d'Orange quand il eut détrôné son beau-père, et que sa femme Marie reçut le diadème.

plaintes et à ses menaces; elle avait déjà fait pour lui beaucoup plus qu'il ne méritait, et elle était bien déterminée à refuser cette dernière concession sans l'aveu de son parlement. Darnley, très-irrité, s'imagina que l'opposition de Marie lui était suggérée par ses conseillers, et principalement par un Italien nommé David Riccio, que sa connaissance des langues étrangères, la conformité d'opinions religieuses et l'aménité de ses mœurs, avaient élevé au poste de secrétaire particulier; il jura de tirer vengeance de Riccio en le faisant assassiner; et comme ce malheureux Riccio avait le double tort d'être étranger et catholique, ce qui excitait la jalousie des courtisans et des prêcheurs, Darnley pensa qu'il lui serait facile de se procurer des complices. Il les chercha et les trouva parmi les lords qui avaient fait partie de la conjuration, mais qui ne s'étaient trahis par aucun acte patent de coopération; de ce nombre étaient Morton, Ruthven, Lindsay et Maitland.

Le duc de Châtellerault venait d'obtenir sa grâce de Marie (1556), à la seule condition de passer quelques années sur le continent, ce qui avait excité un vif ressentiment dans le cœur de Darnley. Le perfide Maitland, qui sentait que son sort était en quelque sorte attaché à celui des exilés, dont un seul mot pouvait l'accuser, lui, Morton et les autres, crut l'occasion favorable pour s'emparer de l'esprit du roi et l'engager à faire avec eux cause commune.

Les premières propositions lui furent faites par George Douglas, frère de Morton; et comme Douglas connaissait les sentiments du roi à l'égard de Riccio, il lui insinua que la reine avait transporté toutes ses affections sur Riccio, et que c'était par le conseil de cet odieux favori qu'elle avait accordé la grâce de Hamilton, ce qui l'éloignait lui-même du trône, et qu'elle lui refusait si obstinément la couronne matrimoniale. Le seul moyen pour lui d'obtenir justice, c'était d'appeler à son aide les lords expatriés.

Ce prince irréfléchi ne pouvait ignorer que ces lords étaient ses ennemis, et que s'ils avaient cherché un refuge en Angleterre, c'était précisément parce qu'ils avaient voulu attenter à sa vie, et que leurs projets n'avaient pas réussi; malgré de tels antécédents, il n'hésita pas à se livrer à des hommes qui ne lui ouvraient leurs bras que pour l'étouffer. Un engagement fut signé de part et d'autre; Darnley promettait d'obtenir leur grâce, de soutenir la religion réformée, et de leur prêter secours dans toutes leurs justes querelles; Argyle, Murray, Rothes, Boyd et Ochiltrée, au nom de tous les conjurés, promettaient à leur tour d'être à l'avenir des sujets fidèles, d'avoir pour amis ses amis, pour ennemis ses ennemis, d'obtenir pour lui la couronne matrimoniale pour tout le temps de sa vie, de le défendre en tout, de maintenir son droit à la succession en cas de décès de Marie, d'expulser ou de tuer tous ses

ennemis, d'employer toute leur influence auprès de la reine d'Angleterre en faveur de sa mère, la comtesse de Lennox, et de son frère.

Ce premier traité fut suivi d'un autre, dans lequel Darnley, avec une révoltante atrocité, déclarait qu'il voulait se venger de quelques personnes, notamment d'un italien nommé David, qui abusait de la confiance de la reine. On croit que les autres personnes que Darnley dévouait ainsi à ses vengeances étaient les comtes de Huntley, de Bothwell et d'Athol, les lords Flemming et Livington, et sir James Balfour. Il était déjà dit, dans cet infernal traité, que, pour peu qu'on ne pût poursuivre ces individus en vertu de la loi, « il était permis de les saisir et de les tuer partout où on les trouverait. » Darnley s'engageait en conséquence pour lui et pour ses héritiers, à garantir de tout dommage les comtes, lords, barons et autres qui prendraient part à cette entreprise.

Les conjurés eurent soin de publier que *l'Évangile était en danger,* que Riccio était l'agent secret du pape, que Marie avait signé la sainte alliance par laquelle les princes catholiques s'obligeaient à exterminer tous les protestants. La vérité était que Marie avait reçu un message du souverain pontife, qui, comme il le devait, l'exhortait à persévérer dans la foi, recommandait à ses soins les catholiques de son royaume, et la priait d'envoyer quelque prélat écossais au concile de Trente. Mais si les con-

jurés n'avaient dit que ce qui était vrai, ils n'auraient pas réussi aussi aisément à pervertir l'opinion. Comme les principaux membres de l'Église presbytérienne avaient été initiés au complot, il parut une proclamation de l'*Assemblée* (1), laquelle ordonnait un jeûne général, qui devait s'étendre d'un dimanche à l'autre, et avoir lieu la semaine de l'ouverture du parlement; et, comme pour préparer les esprits à des scènes de sang ou à quelque révolution dans le parlement, le service se composait chaque jour des leçons choisies de l'Ancien Testament, où il n'était question que de l'extirpation de l'idolâtrie, des châtiments des mauvais princes, de la colère céleste tombant sur le peuple de Dieu, chaque fois qu'il restait sourd à la voix du prophète.

Ce fut le quatrième jour de ce jeûne, le jeudi 7 mars, que la reine fit l'ouverture du parlement. Le *bill d'atteinder* contre les conspirateurs fut proposé par les *lords des articles*, et l'on fixa au jeudi suivant la discussion; mais, le samedi; le chancelier Morton, le chef de la justice, que l'esprit de parti jetait dans les rangs des assassins, suivi de quatre-vingts hommes armés, s'empara des portes du palais. Marie, qui touchait au terme de sa grossesse, était dans ce moment à table dans un cabinet attenant à sa chambre à coucher. Elle avait pour convives le

(1) Ce mot pris absolument signifie l'assemblée du clergé écossais ou presbytérien.

commendataire d'Holyrood-House et la comtesse d'Argyle. Erskine, capitaine des gardes, Riccio, le secrétaire, et Beton grand maître de la maison de la reine, étaient de service et non à table avec elle, comme les malveillants l'ont dit. Le roi entra par un escalier dérobé, et alla s'asseoir auprès de la reine.

Lord Ruthven, armé de pied en cap, car il n'avait de courage, même pour attaquer un homme sans défense, que sous un casque et une cuirasse, entra derrière le roi. Le sir de Ruthven, Georges Douglas, Ballestyne et Kerr le suivaient. Marie, alarmée à l'aspect de Ruthven, lui ordonna de se retirer, en l'appelant traître. Ruthven répondit qu'il n'avait affaire qu'à Riccio, qui, tremblant pour ses jours, se jeta derrière la reine aux cris répétés de justice! justice! Il comptait que le respect dû à la souveraine le protégerait contre les meurtriers; mais, sans égard pour les prières de la reine, ni pour sa situation, où une émotion trop vive pouvait mettre en danger sa vie et celle de l'enfant qu'elle portait dans son sein, George Douglas, saisissant le poignard du roi, en porta un coup dans le dos de Riccio, en allongeant le bras par-dessus l'épaule de la reine. Ballestyne, dans le même temps, menaçait la reine elle-même de son poignard, et Kerr lui tenait le pistolet à la gorge. Dans le tumulte, la table fut renversée, et les assassins, entraînant Riccio à travers la chambre à coucher et l'antichambre, l'achevèrent

au haut de l'escalier, et le laissèrent percé de cinquante-six coups de poignard (1).

Les amis de Marie, ignorant ce qui se passait dans le cabinet, s'étaient tous portés vers la porte du palais pour s'opposer à l'entrée de Morton et de sa bande : vaincus par le nombre ils avaient été obligés de battre en retraite et de s'enfermer dans une chambre, d'où on ne leur permit de sortir que vers les deux heures du matin (2). La reine, éperdue et les yeux pleins de larmes, n'avait cessé de demander grâce pour son malheureux secrétaire. Lorsqu'elle apprit qu'il était mort, ses larmes tarirent. « C'est donc à moi maintenant, dit-elle, à m'occuper de ma vengeance. »

Cependant Darnley, de son autorité privée, prononça dès le lendemain (10 mars) la dissolution du parlement, et le soir du même jour Murray arriva de Berwick avec les autres proscrits. Le lundi matin, tous les conjurés se réunirent pour tenir conseil. Il fut arrêté que Marie serait enfermée dans

(1) On lit dans l'*Histoire de l'Écosse* de Walter-Scott que le cabinet et la chambre à coucher sont encore dans le même état où ils se trouvaient alors, et que le plancher, près de l'escalier dérobé, porte des traces visibles du sang de Riccio.

(2) On prétend que Riccio avait reçu plusieurs avis secrets sur ce qui se tramait, et qu'il les avait méprisés. Sir James Melville perdit sa peine à lui expliquer les dangers qui menaçaient un étranger en tout pays, lorsqu'il jouissait de la faveur du prince au point d'exciter la jalousie des naturels. Il ne tint aucun compte de ces avertissements, et il périt victime de sa fausse confiance.

le château d'Édimbourg ou de Stirling, jusqu'à ce qu'elle eût sanctionné tout ce qui s'était fait, consenti à l'établissement exclusif de la religion réformée, et donné à son mari cette couronne matrimoniale qu'il désirait avec tant d'ardeur. En attendant, Murray et Morton gouverneraient l'Écosse sous le nom de Darnley. La faiblesse de celui-ci fit échouer ce plan. Léger autant que violent, pusillanime autant que cruel, il s'effraya lui-même de ce qu'il avait ordonné. La reine, dès qu'elle fut seule avec lui, lisant dans son cœur le trouble, les remords et la crainte, prit facilement sur lui l'ascendant qu'ont les âmes fortes sur des esprits faibles. Darnley, confus et repentant, promit de rester uni à la reine, et de poursuivre avec elle ceux qu'il venait lui-même de pousser au crime. Dans la nuit du 12, la reine et son mari s'échappèrent ensemble du palais d'Holyrood, accompagnés du seul capitaine des gardes et de deux domestiques, et arrivèrent heureusement au château de Dunbar, d'où ils publièrent une proclamation qui, en peu de temps, attira auprès d'eux un grand nombre de royalistes.

Six jours après sa fuite d'Holyrood, la reine reprit le chemin d'Édimbourg, et à leur tour les conjurés tremblèrent. Par une adroite politique, tendant à priver les meurtriers de leurs auxiliaires, Marie proclama le pardon de Murray, de Glaincairn et de tous ceux qui étaient compromis dans le *run-about-raid;* Morton et ses complices s'enfuirent en

Angleterre. Il est à remarquer que, depuis qu'Élisabeth gouvernait ce pays, aucun Écossais n'y avait cherché vainement un asile. Quel que fût son crime, il était assuré d'y trouver, sinon une protection déclarée, du moins une secrète assistance. Dans cette occasion, Élisabeth avait été instruite du complot plusieurs jours avant l'exécution; elle avait même envoyé trois cents livres à Murray à son départ de Berwick. Le jour même où le roi et la reine s'étaient sauvés d'Édimbourg, le noble espion, comte de Bedford, qui ignorait cette circonstance, écrivit à Cécil, que « maintenant tout irait bien. » Mais, lorsque Bedford, informé par Morton de la tournure qu'avaient prise les choses par la défection de Darnley, en eut à son tour informé la reine, celle-ci se hâta d'envoyer complimenter sa sœur d'Écosse; et comme Marie en réponse exigea qu'elle ne donnât point d'asile aux meurtriers, cette excellente sœur leur fit intimer l'ordre de quitter ses États; mais il leur fut dit en secret que l'Angleterre était grande, et qu'il était aisé de s'y soustraire à tous les regards. L'ambassadeur d'Espagne, Gusman de Silva, dans les dépêches qu'il transmit à sa cour à cette époque, assure que le meurtre de Riccio avait été décidé à Londres, que huit mille couronnes avaient été payées aux conjurés, et que les ministres d'Élisabeth n'attendaient que le moment où Marie serait détrônée, pour lui substituer leur maîtresse.

Marie, en reprenant le pouvoir, reprit aussi son indulgente bonté; et quoiqu'elle sût très-bien à quoi s'en tenir sur la part que son mari avait prise au meurtre de Riccio, elle eut l'air d'accueillir sa justification. Malheureusement Darnley ne s'amenda point; il n'était pas capable d'apprécier un procédé généreux, et la mésintelligence régnait toujours entre les deux époux, bien qu'elle se cachât sous le voile d'une réconciliation parfaite. Comme le terme de la délivrance de Marie approchait, elle alla se loger au château d'Édimbourg. Élisabeth, Murray, l'Angleterre, l'Écosse, tous attendaient ce moment avec de vives anxiétés: Marie pouvait avoir un héritier de son trône et de ses prétentions; peut-être que, douloureusement frappée de tout ce qui s'était passé, elle ne pourrait supporter la crise qui s'approchait. Élisabeth et Murray l'espéraient, le désiraient, le Ciel ne permit pas que leurs vœux s'accomplissent: la reine accoucha heureusement d'un fils, et ce fils vécut pour régner un jour sur les deux royaumes.

Élisabeth avait ordonné à Randolph de se tenir aux environs de Berwick, et de lui transmettre sans le moindre retard la nouvelle de l'événement quel qu'il fût; et Randolph s'acquitta de la commission avec son zèle accoutumé. Quand le courrier arriva à Londres, Élisabeth dansait gaiement à Greenwich. Cécil partit immédiatement pour se rendre auprès d'elle et lui communiquer la fâcheuse nou-

velle que Randolph envoyait. Frappée comme d'un coup de foudre, elle se laissa tomber dans un fauteuil, la tête appuyée sur ses mains, et parut pendant quelque temps absorbée dans une méditation pénible et profonde. Ses dames d'honneur voulurent lui adresser quelques mots; l'une d'elles lui demanda ce qu'elle souffrait. « Eh! n'entendez-vous pas dire, répondit-elle avec emportement, que la reine d'Écosse a un beau garçon? et moi je ne suis qu'une souche stérile. » Le lendemain elle sut se maîtriser assez pour pouvoir exprimer *la satisfaction* que lui faisaient éprouver l'heureuse délivrance de Marie et la naissance de son fils. Elle poussa la dissimulation jusqu'à accepter avec une grande joie apparente le titre de marraine du nouveau-né, et chargea le comte de Bedford de la représenter à la cérémonie.

La naissance du prince écossais, auquel on donna le nom de Jacques, remplit d'allégresse, en Angleterre, les partisans assez nombreux de la maison d'Écosse; la classe plus nombreuse encore des indifférents parut disposée à soutenir sa cause lorsqu'elle eut un héritier. Élisabeth ne vit pas sans jalousie ce mouvement des esprits vers la reine d'Écosse, et, pour les ramener vers elle-même, elle résolut enfin sérieusement de se marier. Mais il suffisait que les deux chambres du parlement lui fissent des adresses à ce sujet pour qu'elle n'y pensât plus qu'avec colère. Outre son irrésolution ordinaire,

qui ne lui permit jamais d'avoir d'idée fixe, Élisabeth craignait beaucoup la mort. Elle ne voulait pas que le nom en fût prononcé devant elle, ni qu'on lui présentât aucun objet propre à lui rappeler qu'elle devait mourir. Il est très-probable que ce fut là le grand motif qui l'empêcha de prendre un époux. Si elle avait eu des enfants, ces enfants auraient été des héritiers devant lui succéder après sa mort, attendant impatiemment sa mort, lui rappelant cent fois le jour sa mort, faisant résonner à ses oreilles ce mot terrible : *sa mort !*

Cependant le roi était loin d'avoir gagné au meurtre de Riccio. Au lieu de cette couronne matrimoniale qu'on lui avait promise, il ne trouvait dans les uns que du mépris pour sa personne, dans les autres qu'un sentiment motivé d'aversion. Encore se serait-il consolé de n'avoir l'estime de personne, s'il avait joui de l'autorité suprême; mais moins que jamais la reine se montrait disposée à lui en céder aucune partie, convaincue d'avance qu'il n'en pourrait faire qu'un mauvais usage. D'ailleurs Marie pouvait pardonner l'outrage qu'elle avait reçu de lui, chercher même à l'oublier : l'oublier en effet, cela était bien difficile. Aussi elle forma une administration nouvelle sans prendre son avis, ou plutôt contre son gré ; elle y fit entrer Huntley en qualité de chancelier, Bothwell comme amiral héréditaire d'Écosse, son frère Murray et le comte d'Argyle, qui avait épousé la sœur de ce

dernier. Il y avait eu quelques motifs de dissension entre Murray et Bothwell, mais elle parvint à les réconcilier; et ce fut sur leurs instances communes qu'elle pardonna à Maitland, contre la volonté bien expresse de son mari. Irrité de se voir sans crédit, Darnley menaça Murray de le tuer; mais bientôt après il quitta la cour, et refusa obstinément d'y revenir tant que la reine n'aurait pas renvoyé trois principaux membres du conseil. Darnley parla même du dessein qu'il avait de sortir du royaume. Le comte de Lennox, ne pouvant gagner sur lui de le faire renoncer à ce projet insensé, écrivit à la reine, qui le pria de la venir voir à Édimbourg.

Il se rendit, non sans peine, aux désirs de sa femme. Quand il fut arrivé, Marie le conduisit devant le conseil assemblé; là, le prenant par la main, elle le somma de spécifier tous les motifs de plainte qu'il pouvait avoir contre elle, l'invitant à *ne point l'épargner,* sur quelque sujet que ce fût. Dans sa réponse, Darnley déclara formellement que la reine ne lui avait jamais donné aucun sujet de reproche, ce qui fit dire aux membres du conseil, comme cela résulte d'une copie du procès-verbal envoyée par Maitland à l'archevêque de Glascow, que non-seulement il ne pouvait pas se plaindre, mais qu'il devrait au contraire s'estimer l'un des plus heureux princes de la chrétienté, s'il était capable de sentir son bonheur. A son retour à Stirling, il écrivit à la

reine pour lui dire que ce dont il se plaignait, c'était de n'avoir aucune autorité et d'être délaissé par la noblesse. Marie lui répondit qu'il ne devait attribuer qu'à lui-même le mal dont il souffrait; que l'autorité qu'elle lui avait confiée au commencement de leur mariage, c'était contre elle-même qu'il l'avait employée; et que si la noblesse ne lui montrait ni amour ni vénération, c'est qu'il ne faisait rien pour mériter son affection et son respect.

La reine partit d'Édimbourg vers le commencement de l'automne, pour aller à Jedburgh, avec les lords du conseil, tenir la cour dite *Justice in eyre*, espèce de tribunal établi pour les matières forestières. Presque aussitôt après son arrivée, elle fut saisie d'une fièvre ardente qui mit ses jours en danger; on conservait même si peu d'espoir de la sauver, que déjà les lords se tenaient prêts à partir pour Édimbourg, afin de régler le mode du gouvernement; et il est plus que probable que la régence aurait été confiée à Murray, et Darnley entièrement exclu du pouvoir. Le neuvième jour de la maladie amena une crise salutaire, les symptômes devinrent plus rassurants, et peu à peu le danger se dissipa.

Lorsque la reine fut assez bien rétablie pour monter à cheval, elle descendit le cours de la Tweed jusqu'au château de Craigmillar. Le roi, qui n'était allé la voir à Jedburgh qu'une seule fois, se rendit au château, mais il ne fit aucune avance pour se

réconcilier avec elle. Il était trop fier pour se soumettre, et Marie avait trop d'expérience pour se fier à lui. Au fond, l'état encore chancelant de sa santé, qui n'avait été probablement altérée que par le chagrin et l'inquiétude, lui donnait un air de tristesse que Darnley prenait pour l'aversion qu'il lui inspirait; il ne voyait pas que cette mélancolie, dont tous les traits de sa femme portaient l'expression, c'était lui-même qui la causait. Alors elle-même le jugeait incorrigible, et on l'entendit souvent s'écrier en pleurant : « Oh! que je regrette que la fièvre de Jedburgh ne m'ait pas donné la mort! »

Murray et Maitland observaient attentivement toutes les crises de la situation morale de la reine. Aussitôt que le roi s'en fut retourné, bien persuadés que la reine souscrirait volontiers à un divorce par lequel elle serait séparée d'un homme qui l'avait si cruellement offensée, ils formèrent le projet d'opérer ce divorce, à la suite duquel on obtiendrait un acte du parlement confirmatif de toutes les concessions faites par la reine à plusieurs seigneurs. Ils communiquèrent ce projet à Huntley, au comte d'Argyle et à Bothwell, qui tous l'approuvèrent. Ils se rendirent ensemble auprès de la reine. Maitland lui rappela tous les torts de Darnley envers elle, ceux qu'il avait eus, ceux qu'il avait encore. Il lui parla du divorce comme du seul moyen de la tirer d'esclavage, et en même temps de délivrer l'État

d'un prince qui pouvait en compromettre l'avenir.

Marie ne montra d'abord aucune répugnance pour ce parti : la première idée qui la frappa fut celle du captif dont une main amie vient briser la chaîne ; elle répondit qu'elle pourrait consentir au divorce s'il était légalement prononcé, et que ce fût sans préjudice pour les droits de son fils. Mais bientôt, réfléchissant aux conséquences d'une telle procédure, n'ignorant peut-être pas les bruits qu'on avait fait courir sur ses liaisons avec Riccio, ni ceux que l'on commençait à répandre à l'occasion d'un des cinq personnages qui se présentaient devant elle, elle demanda s'il ne vaudrait pas mieux qu'elle allât passer quelque temps en France, chez ses parents. « Peut-être, ajouta-t-elle, que Darnley, livré à lui-même, essaiera de s'amender pour faire cesser cet abandon. Dans tous les cas, je vous engage à ne rien faire qui puisse porter atteinte à mon honneur ou blesser ma conscience. Croyez-moi, je vous prie, laissons les choses comme elles sont, et attendons que Dieu dans sa bonté veuille y apporter un remède. »

La réponse de Marie déconcerta les cinq lords : ils s'étaient flattés d'avoir le consentement de la reine, et ils ne pouvaient concevoir comment, avec tant de sujets de haine ou de mécontentement que son mari lui donnait, elle l'avait positivement refusé. Ils reprirent alors le premier projet qu'ils avaient

conçu : il s'agissait d'assassiner le roi. Bothwell se chargea de l'exécution ; tous les autres s'obligèrent à le garantir de toutes les conséquences du crime. Sir James Balfour, qui s'était joint aux cinq lords, proposa de signer un engagement où il était dit que le roi n'était qu'un jeune fou et un tyran orgueilleux ; que les signataires étaient décidés à l'empêcher d'obtenir sur eux aucune autorité ; qu'ils s'obligeaient à l'éloigner du pouvoir par un moyen quelconque, et que chacun regarderait le moyen employé, quel qu'il fût, comme son fait propre. Ce compromis fut signé par Huntley, Argyle, Bothwell, Maitland et Balfour. On doute que Murray y eût mis son nom. Il cherchait à se ménager une issue pour le cas de mauvais succès. Il ne voulait *ni aider ni empêcher,* comme l'a dit un des témoins de l'information.

De Craigmillar la reine se rendit à Stirling, où l'on baptisa l'enfant royal. Darnley était dans le château, mais il ne parut point à la cérémonie, qui se fit avec beaucoup de pompe. On attribue son absence à l'ordre que Bedford avait reçu de sa maîtresse de ne pas lui donner le titre de roi, et à celui que la cour de France avait envoyé à son agent, Le Croc, de n'avoir aucune espèce de rapport avec lui tant qu'il ne serait pas réconcilié avec la reine. Les conjurés, secondés par Bedford, saisirent cette occasion de demander la grâce de Morton et de ses complices, au nombre de soixante-seize. Il est bon de

faire observer que les cinq lords auteurs du projet de divorce avaient fait à la reine une condition expresse de cette grâce. Il est vrai qu'ils s'étaient assuré de sa volonté de coopérer avec tous les autres exilés à toutes les mesures qu'ils avaient arrêtées. Marie ne céda aux instances qu'on lui fit qu'au bout de plusieurs jours, encore n'accorda-t-elle le pardon que sous la condition expresse que de deux ans entiers les coupables ne rentreraient pas en Écosse. On revint à la charge, et à force d'instances on obtint enfin d'elle qu'ils pussent revoir le sol écossais, pourvu qu'ils se tinssent à une distance de sept milles (deux lieues un quart) du lieu où la cour se trouverait (1).

Darnley, soit qu'il fût mécontent de cette mesure, qui augmentait en Écosse le nombre de ses ennemis, soit qu'il craignît réellement pour sa vie, partit aussitôt de Stirling, et se retira à Glascow, dans les domaines de son père. Bothwell et Maitland se hâtèrent d'aller à la rencontre de Morton (1567), et ils eurent avec lui des conférences secrètes à Wittingham, près des monts Lannermoor ; il fut uniquement question du meurtre de Darnley. En se séparant, Morton prit le chemin de Saint-André; les autres retournèrent à Édimbourg, accompagnés d'Archibald Douglas, qui fut bientôt après renvoyé

(1) George Douglas et Kers furent seuls exceptés de l'amnistie. lord Rutwen était mort en Angleterre.

par Maitland à Morton avec ce message : « Dites au comte Morton que la reine ne veut pas entendre parler de ce qui le concerne ; » et comme Archibald se plaignit de l'obscurité de ces mots, Maitland ajouta seulement : « Allez, rapportez-les au comte ; il vous comprendra bien. »

Voici l'explication de ce message, qu'Archibald Douglas trouvait si peu intelligible. S'il faut en croire Morton dans les aveux qu'il fit plus tard, il aurait refusé, dans la conférence de Wittingham, de concourir à l'exécution du complot contre la vie de Darnley, à moins qu'on ne lui remît un ordre ou consentement écrit de la reine. Bothwell lui promit cet écrit ; et comme il ne put remplir cette promesse, Maitland envoya le message énigmatique. Il paraît résulter de toutes ces odieuses manœuvres que Morton, qui n'avait pas craint de coopérer ouvertement au meurtre de Riccio, pour lequel il avait la garantie du roi qui l'ordonnait, craignit de s'engager pour le meurtre du roi sans la garantie de la reine ; que Bothwell, pour triompher de ses scrupules, lui promit cette garantie, alléguant que la reine consentait à tout, bien qu'elle n'en sût rien ; et qu'ensuite on lui dit qu'elle ne voulait pas donner d'écrit. Il n'en est pas moins certain que Morton connaissait le complot, et qu'il ne le révéla pas ; que, s'il n'agit pas lui-même, il laissa ou fit agir en son nom ce même Archibald Douglas, ministre de la réforme à Glascow, connu par son audace, son immo-

ralité et son affreux libertinage; que, de même que Maitland, il prévoyait que l'assassinat de Darnley rendrait Bothwell odieux à la nation; que la reine, complice ou non de Bothwell, aurait sa part de la haine publique; que l'un et l'autre couraient à leur perte; et qu'ils pourraient eux-mêmes, en profitant de leur chute, parvenir au pouvoir et se partager la régence.

Quant à Murray, quoiqu'on ne puisse douter que la conjuration ne lui fût connue dans tous ses détails, il avait eu la précaution de s'éloigner d'Édimbourg quelque temps avant l'exécution, et de se retirer dans le comté de Fife, afin de faire croire aux Écossais qu'il était resté tout à fait étranger aux actes qui dans peu devaient les épouvanter par leur hideux caractère.

La petite vérole venait de se déclarer à Glascow, et Darnley en avait été attaqué. Marie n'en fut pas plutôt informée, qu'elle envoya son médecin de confiance à son mari; elle lui fit dire qu'elle irait bientôt elle-même, et elle tint parole. Leur ancienne affection mutuelle sembla renaître; Marie oublia toutes les injures qu'elle avait reçues de lui, et ils se promirent qu'il ne serait plus question du passé. Aussitôt qu'il fut en état de supporter la route, la reine quitta Glascow avec lui; ils rentrèrent ensemble dans Édimbourg; et, pour qu'il pût respirer un air plus pur que celui de la capitale, on le transporta dans une maison appartenant au prévôt de Sainte-

Marie, et connue sous le nom de *Kirk of Field*, l'Église-des-Champs.

Les conjurés, voyant la bonne intelligence parfaitement rétablie entre les deux époux (elle l'était du moins en apparence), commencèrent à craindre pour eux-mêmes. Dans un de ces épanchements de l'âme qui suivent d'ordinaire une réconciliation, Darnley pouvait parler de tout ce qui avait précédé le meurtre de Riccio; Marie pouvait, de son côté, parler de la proposition de divorce; et, si les deux époux unissaient leurs ressentiments, il n'y avait plus pour eux de sûreté en Écosse. La reine, en effet, allait chaque jour voir son mari; elle lui prodiguait les plus tendres marques d'amitié. Souvent elle passait la nuit dans une pièce qui se trouvait au-dessous de la chambre de Darnley : il devenait donc urgent pour les conjurés de presser l'exécution de leur plan, s'ils voulaient prévenir leur propre perte.

On sut que la reine avait promis d'assister, la nuit du 9 au 10 février, à un bal qui se donnait pour célébrer le mariage de deux de ses serviteurs. Ce fut cette nuit que les conjurés marquèrent pour l'exécution de leur complot. Ils s'étaient procuré de fausses clefs, au moyen desquelles ils avaient pénétré dans les caves de la maison par une porte pratiquée dans la muraille de la ville. Ils y avaient apporté une grande quantité de poudre à canon, et l'avaient placée, au moyen de quelques excavations

qu'ils avaient faites, sous les angles de la maison et principalement sous la chambre à coucher.

Le 9 février la reine arriva comme à son ordinaire à six heures du soir à Kirk of Field, amenant une suite nombreuse. Elle resta auprès de son mari jusqu'à dix ou onze heures, et tirant un anneau de son doigt, elle le passa au doigt de Darnley avant de le quitter. Elle revint à Holyrood à la lueur des flambeaux. Vers la fin du bal, entre minuit et une heure, elle se retira dans son appartement. A deux heures du matin, Bothwell, caché sous un grand manteau, arriva furtivement à Kirk of Field, où ses agents se trouvaient déjà. Deux de ces derniers entrèrent dans la maison et mirent le feu à une mèche dont le bout arrivait aux poudres. Et comme la mèche brûlait lentement, on dit que l'impatient Bothwell, craignant qu'elle ne fût éteinte, voulait rentrer dans la maison pour la rallumer; on eut assez de peine à l'en empêcher; un instant après, l'explosion eut lieu. Le palais et la ville en furent ébranlés. On apprit bientôt que l'Église-des-Champs avait été détruite jusqu'aux fondements; le cadavre du roi et celui de son page Taylor (1) furent trouvés dans le jar-

(1) Pour s'expliquer comment les deux corps du roi et de Taylor n'avaient pas été endommagés par l'explosion, quoique restés l'un et l'autre sans vie, beaucoup de gens pensèrent qu'ils avaient été d'abord étranglés ou étouffés, et portés ensuite dans les jardins. D'autres dirent seulement que les deux corps avaient été garantis par les lits. Mais comment les lits se trouvèrent-ils fracassés? et

din ; ceux de trois hommes et d'un enfant qui étaient dans la maison, furent ensevelis sous les décombres.

cela devait être, puisque la maison entière sauta. N'est-il pas évident, d'ailleurs, que les lits, enlevés par l'explosion, avaient dû s'écraser contre les planchers supérieurs?



CHAPITRE VII

Partis qui se forment. — La reine est enlevée par Bothwell, qui la force à l'épouser.

Cet horrible assassinat exita dans Édimbourg la douleur et l'indignation. Tous les soupçons se portèrent d'abord sur Bothwell, et comme la reine ne lui retirait pas sa faveur, elle-même ne fut pas épargnée. Pour satisfaire l'opinion publique, elle aurait dû livrer les coupables à la justice; mais ces coupables, les connaissait-elle ? N'était-elle pas d'ailleurs complice elle-même des meurtriers ? C'était là une question qui a été vivement discutée entre les détracteurs et les amis de Marie. Mais les uns et les autres ont mis plus d'une fois la passion et le sentiment à la place de la discussion : de sorte que les uns, dans leur haine aveugle, les autres dans les écarts de leur zèle, se sont jetés également dans

l'erreur ou dans l'exagération ; mais il faut reconnaître, touchant le meurtre de Darnley, que rien, absolument rien dans la conduite de Marie, ne peut faire naître contre elle un simple soupçon ; dans sa conduite postérieure, il est des faits qu'on peut tourner contre elle, bien que d'un autre côté ils s'expliquent d'eux-mêmes par les difficultés et les embarras de sa position.

« Tous ont reconnu, amis ou ennemis, que Marie se conduisit d'abord comme l'aurait fait toute femme innocente (1). Elle déplora le sort de son mari, avec lequel elle s'était réconciliée depuis si peu de temps; elle exprima le soupçon qu'on avait voulu la faire périr de la même manière; elle annonça plusieurs fois l'intention de tirer vengeance des auteurs de ce crime abominable. Sa chambre fut tendue en noir; la lumière du jour en fut bannie, et ce fut dans une sombre solitude qu'elle reçut les personnes, en très-petit nombre, qui vinrent s'affliger avec elle. Elle écrivit à toutes les cours étrangères des lettres où elle expliquait le procédé des meurtriers, les agitations de son esprit et les mesures qu'elle allait prendre; elle offrait par des proclamations une somme d'argent et des terres à ceux qui feraient connaître les meurtriers ou leurs complices...

(1) Nous empruntons au docteur Lingard ce paragraphe et les suivants, marqués en tête de guillemets.

«... On fit des enquêtes à Édimbourg, et il en résulta contre Bothwell et ses serviteurs des présomptions suffisantes pour les accuser de l'assassinat. Pendant la nuit, on affichait par tous les lieux les plus fréquentés de la ville des placards où l'accusation était clairement formulée. Peu de jours après, le comte de Lennox, père de Darnley, commença des poursuites, et une correspondance intéressante s'établit entre la reine et lui. Sur sa demande, elle convoqua le parlement. Lennox accusa Bothwell et quelques autres... Mais, au jour fixé pour la comparution, Lennox écrivit de Stirling pour demander un ajournement. Le comte de Murray, avec son astuce ordinaire, avait demandé et obtenu, avant le jugement, une permission de voyager; et s'en rapportant à Bothwell du soin de leurs communs intérêts, il était parti d'Édimbourg pour la France.

« Quelque motif qu'alléguât Lennox pour justifier sa demande d'ajournement, il est évident qu'il fut intimidé par la puissance de Bothwell et de ses amis. Aussi avait-il sollicité l'appui de la reine d'Angleterre, et celle-ci s'était empressée d'envoyer un courrier en Écosse, avec une lettre qui ne faisait pas moins d'honneur à son cœur qu'à son esprit (1). Si Marie avait pu la lire avant le jugement, elle aurait

(1) A son esprit, à la bonne heure; mais à son cœur! nous avons très-peu de foi au cœur d'Élisabeth; la plus méchante femme, avec de l'esprit, se donne le meilleur cœur du monde. Ainsi faisait Élisabeth.

probablement aperçu l'abîme qui s'ouvrait devant elle ; mais il y a quelque motif de croire qu'on ne permit pas que la lettre parvînt jusqu'à elle avant l'acquittement de l'accusé.

« Le prévôt de Berwick, porteur de cette lettre, était arrivé le matin de bonne heure à Holyrood ; mais on connaissait déjà l'objet de sa mission ; aussi fut-il mal reçu, et il ne put faire informer la reine de son arrivée. Après quelques heures de délai, Maitland prit la lettre des mains du prévôt, et lui dit que la reine était encore couchée, et qu'on n'oserait troubler son repos. Au même instant, Bothwell se rendit à Tolbooth (nom de la prison publique), accompagné de deux cents soldats et de quatre mille gentilshommes (*gentleman* *) ; Maitland, à cheval, était à son côté, Morton l'accompagnait. Ce dernier plaida sa cause, et le comte d'Argyle, en qualité de justicier héréditaire d'Écosse, présida la séance. Un ajournement de quarante jours fut demandé (par un vassal de Lennox) et rejeté ; et comme le poursuivant ne comparut point, le jury, après avoir entendu l'acte d'accusation (aucune preuve à l'appui n'étant fournie), prononça un verdict d'acquittement. Bothwell afficha immédiatement sur la croix un cartel par lequel il protestait de son innocence, et offrait de se battre en combat singulier

* Le *gentleman* n'est pas précisément ce que nous entendons en France par gentilhomme, c'est un homme bien né, bien élevé, ce qu'avant la révolution on désignait par le mot cavalier.

contre tout Écossais, Français ou Anglais, qui oserait l'accuser de meurtre. Kilkardy de la Grange, Murray de Tullibardin et lord Lindsay des Bires acceptèrent successivement ce défi; mais Bothwell sut toujours trouver quelque prétexte pour éluder le combat.

« Pour se laver elle-même de tout soupçon, la reine aurait dû livrer à la justice les véritables meurtriers. C'était là ce qu'Élisabeth lui recommandait dans sa lettre; son ambassadeur à Paris le lui conseillait aussi en termes très-précis; Marie elle-même en avait reconnu plus d'une fois la nécessité. Et comment procéda-t-elle? disent ses adversaires; elle rejeta la demande (d'ajournement) très-raisonnable de son beau-père, elle accorda à Bothwell un jugement tout de collusion, et elle voulut croire à l'innocence de l'accusé, à la faveur d'un acquittement qui, aux yeux de tout observateur impartial, ne fait qu'ajouter une preuve aux preuves de sa culpabilité. Aurait-elle agi d'une manière si contraire à sa réputation, si elle n'avait eu quelque motif puissant, tel que la conscience du crime, ou une passion désordonnée pour la personne du meurtrier? Les apologistes de Marie répondent que c'était une jeune femme livrée sans défense à une faction puissante; qu'elle ne pouvait recevoir aucune information ni prendre aucune mesure que par l'organe de son conseil, et que ce conseil était tout composé des mêmes personnes qui avaient projeté le meurtre,

dirigé son exécution ou garanti l'impunité aux coupables. Faut-il donc s'émerveiller qu'en de telles circonstances, et uniquement entourée d'hommes intéressés dans l'affaire et tout à fait dépourvus de principes, elle ait fini par croire que Bothwell était innocent, que l'accusation avait été suggérée par la malice de ses ennemis, et que Lennox n'avait demandé un délai que parce qu'il lui était impossible de prouver les charges (1)?

(1) Nous sommes bien loin de croire Marie coupable de complicité, mais nous ne la croyons pas ici tout à fait sans reproche. Il est bien vrai qu'elle n'était entourée que des complices de Bothwell, mais elle n'ignorait pas que ces hommes avaient été dans toutes les occasions ses ennemis acharnés; elle devait donc se tenir en garde contre eux. Si elle n'eût été qu'une femme ordinaire, elle n'aurait eu aucun moyen de se soustraire à l'influence des confédérés; mais elle avait montré assez de caractère en d'autres circonstances, pour qu'on fût en droit d'attendre plus d'elle dans la situation la plus grave où elle se fût encore trouvée. Pourquoi dans cette cause s'est-elle séparée de Lennox? Lennox et ses amis, soutenus par la reine, auraient certainement trouvé un appui dans le peuple, qui, malgré le verdict d'acquittement, s'obstina toujours à voir dans Bothwell le véritable assassin de Darnley. D'ailleurs, pourquoi permettre que le jugement fût rendu en l'absence de l'accusateur, surtout quand on lui donnait un si court délai pour rassembler ses preuves (il reçut avis le 28 mars pour le 12 avril)? Si Bothwell était réellement innocent, que pouvait-il craindre de l'ajournement demandé? Quand Marie se vit plus tard accusée elle-même par Murray, par Morton, par Maitland, par tous ces misérables complices de Bothwell, combien elle dut regretter de n'avoir pas montré plus de vigueur en aidant Lennox à poursuivre et à convaincre les meurtriers de son mari!

« Le parlement se réunit deux jours après l'acquittement de Bothwell, et ses divers actes jettent quelque lumière sur l'objet réel qu'avaient en vue les assassins de Darnley. Depuis qu'elle était sur le trône, et dans fort peu de temps, Marie, sollicitée par ses ministres, avait accordé les deux tiers des domaines de la couronne aux ministres eux-mêmes et à leurs adhérents; mais les possesseurs ne l'étaient qu'à titre précaire. La loi écossaise permettait au souverain de révoquer en tout temps les concessions de ce genre, pourvu qu'il le fît avant d'avoir atteint l'âge de vingt-cinq ans. On savait que Darnley avait blâmé l'imprévoyante bonté de sa femme. Dans le courant de l'année précédente, Marie avait révoqué quelques-unes de ces concessions; et comme elle avait commencé sa vingt-cinquième année, et qu'il ne lui restait plus que quelques mois pour exercer ce droit, il est hors de doute que Darnley, s'il eût vécu, aurait poussé sa femme à un acte de retrait général. Les lords étaient donc fortement intéressés à prévenir cette mesure. Dans le court espace de trois jours, Huntley fut réintégré dans ses biens confisqués; les concessions faites à lord Murray, Bothwell, Morton, Crawford, Caithness, Rhotes, Semple, Herries, Maitland et autres furent confirmées, et le droit de révocation fut aboli tant pour la reine que pour ses successeurs. L'acte de la convention de l'an 1560, qui méconnaissait la juridiction papale, et que la reine n'avait pas ratifié, reçut la

sanction royale. A la vérité, pour que la reine ne fît pas d'objections, on ajouta cette clause : « Qu'il se-« rait désormais libre à tout Écossais de servir Dieu « suivant les exigences de sa conscience. »

« Un objet non moins important de la conspiration primitive se découvre dans la mesure prise à la suite des précédentes. Il paraît que, lorsqu'il offrit de tuer le mari, Bothwell avait demandé, pour prix de ce service, la main de la veuve. Le lendemain de la dissolution du parlement (20 avril), vingt-quatre pairs principaux... souscrivirent une déclaration portant qu'ils croyaient à l'innocence de Bothwell, et qu'ils s'obligeaient à le défendre contre tous calomniateurs, avec leur personne et leurs biens ; ils promettaient sur leur conscience, comme s'ils le juraient devant Dieu, de provoquer son mariage avec la reine aussitôt que la loi le permettrait, et si la reine elle-même le jugeait convenable ; à cet effet, de l'aider de leurs votes, de leur vie et de leurs biens contre tout individu quel qu'il fût. Jamais acte plus honteux d'association n'a souillé les pages de l'histoire.

« Le jour suivant, Marie alla voir son fils à Stirling... A son retour, en arrivant à Foulbriggs, à un demi-mille du château d'Édimbourg, elle rencontra Bothwell à la tête de mille chevaux. La résistance était impossible ; la reine avec sa suite, composée du comte de Huntley, de Maitland et de Melville, fut amenée au château de Dunbar. Le lendemain

matin, Huntley et Maitland furent renvoyés ; mais la reine ne put quitter Dunbar, au bout de dix jours, qu'après qu'elle eut consenti à devenir la femme de Bothwell.

« Pour expliquer cet étrange événement, les ennemis de Marie ont dit qu'il y avait eu connivence entre elle et Bothwell. Ils s'aimaient depuis longtemps, ils voulaient s'épouser ; mais, pour sauver l'honneur de la reine, il fallait avoir l'air de lui faire violence. Cependant il est à remarquer qu'on n'a commencé à parler de cette connivence que plusieurs mois après l'événement ; que les diverses proclamations et l'acte du parlement rendu plus tard contre Bothwell, considèrent la captivité de la reine comme réelle et produite par une force majeure. D'un autre côté, pour prouver la collusion, on a produit un prétendu écrit de la reine autorisant les vingt-quatre pairs à signer leur déclaration du 20 avril ; mais, s'il est vrai que la reine ait donné cette autorisation, toute démonstration de violence a été inutile, puisque par cet écrit elle déclare implicitement à la noblesse écossaise qu'elle veut bien devenir l'épouse de Bothwell. S'il est faux, au contraire, que la reine ait donné l'autorisation, quelle confiance peut inspirer une supposition que ses auteurs ne peuvent appuyer que d'une pièce fausse ?

« Écoutons maintenant Marie elle-même. Elle nous apprend qu'avant son voyage à Stirling elle avait reçu

la visite de Bothwell, qui avait glissé quelques mots de mariage; elle lui répondit de manière à le convaincre que la force seule pourrait lui arracher son consentement. Lorsqu'elle revenait vers Édimbourg, il se saisit de sa personne et la conduisit contre son gré à Dunbar. Là, il renouvela ses poursuites avec beaucoup de feu, n'attribuant la violence qu'il venait d'employer qu'à l'ardeur de sa passion; il lui présenta l'écrit des vingt-quatre lords. Marie le lut avec non moins d'effroi que de surprise; mais cette lecture ne triompha pas de sa répugnance, qui, dit-elle, ne provenait d'aucun soupçon que le comte fût coupable de la mort de Darnley (tous ceux qui l'entouraient lui répétant sans cesse que l'accusation n'avait aucun fondement), mais de l'idée que ce mariage était disproportionné, et que d'ailleurs la proposition était prématurée; elle désirait au surplus, avant de se lier par un nouvel hymen, consulter ses amis en Écosse et sur le continent. Elle avait eu d'abord l'espérance qu'à la nouvelle de cet outrage, ses sujets fidèles se réuniraient pour la tirer de sa prison; mais le temps s'écoulait, il ne se disait pas un mot, ne se faisait rien en sa faveur; l'abandon où la laissaient les lords ne lui prouvait que trop que l'écrit signé par eux était véritable, et qu'elle était réellement prisonnière d'un sujet audacieux. Peu à peu Bothwell prenait un ton plus résolu, et il ne cessa d'employer les prières et les importunités accompagnées de violence, que lorsqu'il l'eut forcée à lui céder. Marie

n'a point donné l'explication de ces mots : *accompagnées de violence;* mais le fidèle Melville, prisonnier avec elle, assure que Bothwell se porta envers elle aux derniers outrages, et le témoignage de ce loyal serviteur est confirmé par celui des ennemis mêmes de Marie, qui conviennent qu'elle fut obligée d'accorder sa main à Bothwell par force, par crainte, et, comme on peut le conjecturer d'après diverses circonstances, par des moyens extraordinaires et défendus par la loi.

« Bothwell alors quitta la forteresse; ce fut pour conduire la reine du château de Dunbar au château d'Édimbourg, c'est-à-dire d'une prison à une autre. Là, elle demanda du temps pour obtenir le consentement du roi de France et de ses parents de Guise; mais l'ambition de Bothwell était trop impatiente pour vouloir courir les chances d'un délai. Le seul obstacle qui pût s'opposer à l'accomplissement de ses projets (son mariage avec Jeanne Gordon, sœur du comte de Huntley) fut levé en peu de jours au moyen d'un divorce demandé par la femme au consistoire protestant, et par le mari, pour cause de parenté, à la cour archiépiscopale... Un mois après son acquittement (12 mai), Bothwell amena la reine devant la cour d'assises; là, elle déclara en présence des juges qu'elle lui pardonnait l'enlèvement qu'il avait fait de sa personne, et qu'au surplus il lui avait rendu la liberté pleine et entière. Le lendemain elle le créa duc d'Orkney; elle pardonna aux lords signa-

taires de l'écrit (qui avait pour ainsi dire légitimé l'audace de Bothwell), et le jour suivant elle épousa dans Holyrood le vil assassin de Darnley (15 mai). Ce fut un ministre protestant qui fit la cérémonie.

« Au reste, Marie continua d'être prisonnière; des gardes étaient placées sur toutes les avenues de ses appartements, et personne ne pouvait arriver jusqu'à elle qu'en présence de Bothwell. Les mauvais traitements qu'il lui faisait endurer chaque jour la convainquirent qu'elle s'était donné un maître impérieux et cruel. La malheureuse reine passa bien des jours dans les larmes, et les souffrances présentes lui apprirent à se repentir de son imprudence passée. Hélas! elle ne prévoyait pas encore cette longue suite de malheurs qui devaient en naître. »

On vient de lire le récit très-exact des faits qui ont précédé, accompagné ou suivi la mort de Darnley; et l'historien que nous avons cité laisse au lecteur le soin de se décider pour ou contre Marie dans la grande question de sa culpabilité. Nous n'imiterons pas l'historien anglais dans sa réserve, probablement commandée par des circonstances dont il doit seul être le juge; et nous ne craignons pas de dire, avec la plus grande conviction, qu'il nous paraît démontré que Marie fut tout à fait innocente du meurtre de Darnley; mais qu'après la mort de son malheureux époux, elle eut à se reprocher une grande faiblesse envers celui que l'opinion publique avait désigné comme l'assassin.

Il est certain que Murray, Maitland et trois autres, au nombre desquels était Bothwell, lui proposèrent le divorce ; que d'abord l'idée de conquérir sa liberté parut lui sourire, mais qu'un instant après elle repoussa l'offre insidieuse qui lui était faite, et qu'elle le fit d'une manière si péremptoire, que ce premier plan des conjurés fut abandonné, et qu'ils se rejetèrent sur le second, qui consistait à faire périr Darnley. Maintenant, nous le demandons, croit-on qu'il existe, qu'il puisse exister une femme qui, mécontente de son mari, et pouvant en être séparée par un divorce légal, aime mieux s'en séparer par un assassinat? Si l'on réfléchit ensuite que cette femme a été élevée avec beaucoup de soin, qu'elle est fermement attachée à la religion catholique et qu'elle est reine, la chose paraîtra bien plus invraisemblable encore. Les pages de l'histoire sont pleines d'exemples de divorces entre souverains : combien de mariages n'ont-ils pas été annulés pour cause de parenté, même assez éloignée! Marie Stuart et Darnley étaient l'un et l'autre petits-fils de Marguerite, sœur de Henri VIII; ils étaient donc cousins germains. En supposant que Marie eût eu quelque scrupule à faire prononcer un divorce, comme chose contraire à ses principes religieux, ce scrupule aurait dû disparaître devant une décision de l'Église qui aurait prononcé la nullité du mariage. Mais refuser le divorce et ordonner l'assassinat! cela serait trop horrible; et le reproche qu'on a fait à Marie,

c'est d'avoir poussé trop loin la bonté. N'hésitons donc pas à dire qu'il est faux que Marie ait connu le second plan des conjurés, et plus encore qu'elle y ait donné les mains.

Les lords eux-mêmes, avant d'en venir à l'assassinat, avaient tenté d'obtenir par un moyen plus doux ce qu'ils désiraient : mettre Darnley hors d'état de pouvoir leur nuire, et pour cela il fallait le faire rentrer dans la classe privée ou le tuer. Darnley avait beaucoup blâmé sa femme d'avoir aliéné par des concessions la plus grande partie du domaine royal. Il la pressait de révoquer ces concessions. Le divorce aurait laissé Darnley sans crédit, et l'on connaissait assez l'humeur libérale de Marie pour penser que, livrée à elle-même, elle ne songerait nullement à user de son droit ; ce moyen venant à manquer, il fallait prendre l'autre. Et ce que les lords auraient fait, préférer le divorce à l'assassinat, l'épouse de Darnley, la reine ne l'aurait point voulu ! elle aurait préféré l'assassinat au divorce ! Non, cela n'est pas possible, Marie n'était pas altérée de sang.

Si Marie avait absolument voulu la mort de son mari, n'aurait-elle pas trouvé d'autres moyens que celui qui fut employé? Darnley était malade, la petite vérole était souvent très-dangereuse ou mortelle. Au lieu de lui envoyer son médecin, de se rendre elle-même à Glascow pour lui donner ses soins, ne valait-il pas mieux laisser agir la maladie, à laquelle peut-être il aurait succombé ; et, si la na-

ture avait triomphé du mal, ne se serait-il pas trouvé en Écosse quelque officieuse Locuste, dont l'art ténébreux aurait frappé la victime sans laisser voir de quelle main le coup était parti ?

N'oublions pas que Marie avait passé la soirée auprès de son mari; que de là elle était allée au bal, où elle resta jusqu'à ce qu'il finît. Hé quoi ! ce serait avec un projet infernal dans l'âme, le cœur plein d'un désir exécrable, que Marie aurait paru dans ce lieu de plaisir! ce serait en prenant part à une fête donnée à l'occasion d'un mariage; qu'elle aurait préludé à l'exécution du crime par lequel son propre mariage allait être détruit! Non, tant de scélératesse n'entre pas tout d'un coup dans le cœur humain.

Nous ne croyons pas que Bothwell fût aimé de la reine du vivant de Darnley, mais il nous semble qu'elle lui savait gré de son dévouement; peut-être lui avait-elle montré une reconnaissance que Bothwell, dans sa présomption, prit pour un sentiment plus tendre. Quand la voix publique l'accusa du crime, elle put l'ignorer, car elle ne savait ce qui se passait au dehors que par le canal des complices mêmes de Bothwell; mais, au moment où Lennox se présenta pour accusateur, son devoir, nous l'avons déjà dit, était de se joindre à lui. Que Bothwell ne lui parût pas encore coupable, cela est possible; mais il était accusé, et il est bien rare qu'on accuse un innocent. Marie devait au moins douter, et ses

doutes, dans une matière aussi grave, elle était dans l'obligation de les éclaircir. Le verdict d'acquittement prononcé en l'absence de preuves, parce que l'accusateur n'a pas eu le temps de les préparer, ne prouve absolument rien en faveur de l'innocence de l'accusé; la précipitation qu'on a mise à obtenir le verdict, l'appareil de force déployé par Bothwell, le défaut absolu d'instruction sont au contraire de véritables charges.

Et Marie a pu consentir à devenir l'épouse d'un tel homme! Oh! plaignons-la, déplorons la passion aveugle qui l'a entraînée. Sans doute il est probable que, lorsque Bothwell la tint captive au château de Dunbar, il usa contre elle de violence; mais cette violence était un crime de plus; et, lorsqu'il la conduisit à la cour d'assises pour qu'elle déclarât qu'elle la lui pardonnait, elle devait en demander vengeance; elle devait se souvenir qu'elle était reine, veuve depuis trois mois, et que celui qu'elle allait combler de faveurs avait été accusé du meurtre et ne s'était pas justifié.

Nous n'insisterons pas davantage sur ce point, c'est la seule tache que puisse offrir la vie entière de Marie, et elle l'a si cruellement expiée, qu'il ne reste de place dans notre cœur que pour la compassion.

-~~-

CHAPITRE VIII

Conjuration contre Bothwell et Marie. — Elle est enfermée dans un château d'où elle se sauve. — elle cherche un asile en Angleterre, et n'y trouve qu'une prison.

Parmi les vingt-quatre lords signataires de l'écrit de Bothwell, il s'en trouvait qui, n'étant pas dans le secret du meurtre, n'avaient signé que par complaisance, par crainte ou par intérêt; mais quand ils remarquèrent que, malgré leur attestation d'innocence, l'opinion publique persistait à le croire coupable; quand ils virent qu'au mépris de la clause par eux ajoutée à la recommandation qu'ils faisaient à la reine de prendre Bothwell pour époux (1), celui-ci s'était violemment emparé de sa personne, ils

(1) Cette clause était ainsi conçue : « Aussitôt que le mariage sera permis par la loi, et que la reine le trouvera convenable : *As soon as it could be done by law, and she might think convenient.*

commencèrent à se repentir de leur condescendance, et s'assemblèrent plusieurs fois pour concerter les moyens d'arracher à Bothwell son pouvoir usurpé. Ceux qui avaient été du complot, tels que Morton et Maitland, se convainquirent aussi, d'après la disposition des esprits, que s'ils ne se joignaient aux premiers pour renverser Bothwell, on les regarderait comme ses complices, et qu'on leur ferait partager son infamie. De nouvelles assemblées se tinrent à Stirling; on y arrêta qu'on irait surprendre les deux époux à Borthwick. Au nombre des conjurés étaient les comtes de Morton, de Marr et d'Athol, les lords Home, Semple et Lindsay, les lairs ou seigneurs de Tullibardine et de Grange, les lords Montron, Glaincairn, Ruthwen et Sinclair.

Prévenus à temps, la reine et son époux montèrent à cheval et se sauvèrent par une fuite rapide vers Dunbar (1). Les conjurés prirent alors le chemin d'Édimbourg et y entrèrent en maîtres. Ils publièrent aussitôt une proclamation par laquelle ils accusaient le comte du meurtre de Darnley, de l'enlèvement de la reine par trahison et violence, de l'avoir forcée à l'épouser, et de vouloir s'emparer de la personne

(1) Laing rapporte toutefois, d'après une lettre de Beton, que Bothwell s'était sauvé dès le matin, que Marie resta tout le jour à Borthwick, que sur le soir elle partit sous des habits d'homme, et que Bothwell, qui l'attendait à quelque distance, l'emmena à Dunbar. Si ce fait est vrai, il prouve que la reine ne voulait pas se séparer de Bothwell.

du jeune prince, afin de tuer l'héritier présomptif, comme il avait tué son père. Peu de jours après (15 juin), Bothwell, ayant rassemblé ses amis, se porta sur Carberry-Hill, à peu de distance de la capitale; les insurgés s'y trouvèrent en grand nombre. Les deux armées restèrent en présence depuis neuf heures du matin jusqu'à la nuit. L'agent français, Le Croc, interposa sa médiation. La reine aurait voulu, dit-on, donner le signal du combat; mais parmi ceux qui avaient pris les armes pour elle, il y en avait un grand nombre qui se souciaient peu de combattre pour Bothwell. Elle savait que les Hamilton avaient levé des troupes pour venir à son secours; mais ils étaient loin encore. La reine offrit alors amnistie pleine et entière à tous les insurgés, à condition qu'ils se disperseraient. On lui répondit par la prière de se réunir à la noblesse et d'abandonner Bothwell au châtiment dû à son crime.

Il paraît que la reine n'y voulut point consentir, ce qui acheva de ruiner sa cause. Bothwell offrit, comme après son jugement, de se battre en duel avec Morton ou tout autre de ses accusateurs. Son cartel fut accepté, mais Bothwell, pris au mot, trouva le moyen de se dégager sans tirer l'épée. A force de négociations, il fut convenu que Bothwell se retirerait sans être inquiété, et que la reine rentrerait dans Édimbourg. Les conjurés lui firent dire qu'elle serait reçue, traitée et obéie en souveraine. Après le départ de Bothwell, elle se rendit à Kir-

kaldy de Grange, qui la conduisit au milieu des confédérés. Morton, fléchissant le genou devant elle, lui dit au nom de ses collègues : « Madame, c'est ici qu'est votre place, et votre noblesse vous servira avec le plus entier dévouement. » Ce n'était là qu'une amère dérision, car le dessein de la détrôner et de former une régence était déjà pris; et il est évident qu'ils ne laissèrent aller Bothwell que parce qu'ils auraient été obligé de le mettre en jugement, et que Bothwell, en se défendant, n'aurait pas manqué d'accuser Murray, Morton, Maitland et les autres (1).

(1) Quelques jours après, les confédérés, pour donner quelque satisfaction à l'opinion et faire cesser les murmures causés par l'impunité accordée à Bothwell, eurent l'air de le faire poursuivre. On savait qu'il s'était réfugié à Lerwick, sur le bord de la mer, et Kirkaldy de Grange fut envoyé d'Édimbourg à Lerwick avec deux vaisseaux; le bâtiment de Bothwell sortait de la baie au moment où Grange y entrait. N'osant plus retourner en Écosse, et craignant également d'être livré par les puissances du continent, Bothwell fit, dit-on, pendant quelque temps, le métier de pirate; c'était couronner noblement sa vie. Les vaisseaux danois l'ayant attaqué et forcé d'amener, on le conduisit au château de Malmay, où on le tint étroitement enfermé. Il y mourut en novembre ou décembre 1607. On assure que sur son lit de mort il s'avoua coupable de l'assassinat de Darnley, désignant pour complices Murray et Morton; il ajouta que la reine était tout à fait étrangère au crime. Cette déclaration d'un homme tel que Bothwell mériterait peu de confiance si elle n'était confirmée par mille autres présomptions indiquées plus haut. Il est au moins aisé d'établir que Marie ne reçut pas l'aveu du crime de la bouche de Bothwell lui-même lorsqu'elle fut en son pouvoir. Si Bothwell fit cet aveu, Marie n'eut pas pour le meurtrier la même horreur que l'impératrice Eudoxie eut pour l'assassin de

Une heure s'était à peine écoulée, que la reine s'aperçut qu'elle était prisonnière de ses ennemis. En entrant dans Édimbourg, elle fut accueillie par une populace irritée, qui fit entendre d'effroyables imprécations, en agitant sous ses yeux une bannière représentant le corps inanimé de son mari, et son fils à genoux avec cette légende : *O mon Dieu, vengez ma cause !* La reine s'attendait à être conduite au palais, mais on la logea, ou plutôt on l'enferma dans une chambre de la maison du prévôt, avec défense à qui que ce fût, même à ses femmes, de communiquer avec elle. Pendant vingt-deux heures, la malheureuse reine fut en proie aux plus vives angoisses. De la rue on la vit souvent à la croisée de cette chambre appeler à son secours les habitants d'Édimbourg, et, tout éplorée, les cheveux, les vêtements en désordre, conjurer ceux qui pouvaient l'entendre de la délivrer (1).

Valentinien, son époux, lequel, parvenu à l'empire après l'assassinat, et l'ayant obligée de l'épouser, osa se vanter de ce qu'il avait fait. Eudoxie appela les Vandales d'Afrique à Rome, et Maxime fut lapidé par le peuple.

(1) Il faut lire dans le vieil anglais de Keith la description du déplorable état où les monstres qui savaient bien qu'elle était innocente du meurtre, puisque le meurtre était leur propre ouvrage, laissèrent l'infortunée Marie la nuit du 16 et toute la journée du lendemain ; ils n'affectaient de la traiter avec tant de cruauté que pour persuader au peuple qu'ils croyaient fermement qu'elle était coupable, et éloigner ainsi de leur propre tête le soupçon qui pouvait les atteindre.

Les insurgés, avant de mettre leur projet à exécution, avaient cherché à s'assurer de la coopération de la reine d'Angleterre; mais celle-ci avait formellement refusé de leur envoyer des troupes; seulement elle avait promis au comte de Bedford de s'arrêter à Berwick, et de là d'*appuyer* les insurgés; mais Cécil était allé plus loin, et, quoiqu'il ne prît point d'engagements précis, il excita de tout son pouvoir les lords confédérés à renverser Bothwell, s'ils ne voulaient passer pour ses complices. Cependant, quand Élisabeth eut appris ce qui s'était passé, elle se montra très-irritée. L'injure reçue par la reine d'Écosse, dit-elle, était commune à tous les souverains. C'était le résultat nécessaire des doctrines de Knox, doctrines qu'elle avait si souvent improuvées. Cela méritait une punition prompte et exemplaire, afin que les peuples apprissent à respecter la personne de leurs princes. Elle fit partir Trockmorton pour l'Écosse, avec mission de demander sans délai la mise en liberté de Marie, de prier la reine de pardonner aux rebelles, et de demander formellement que le jeune prince fût confié aux mains de sa marraine et envoyé en Angleterre, seul lieu où sa vie ne serait pas en danger.

Ce fut la seule fois peut-être où Élisabeth fut sincère, et malheureusement le perfide Cécil rendit vaine la bonne volonté de sa maîtresse. Quand Trockmorton arriva à Édimbourg, la reine n'y était plus. Les confédérés, qui avaient remarqué parmi

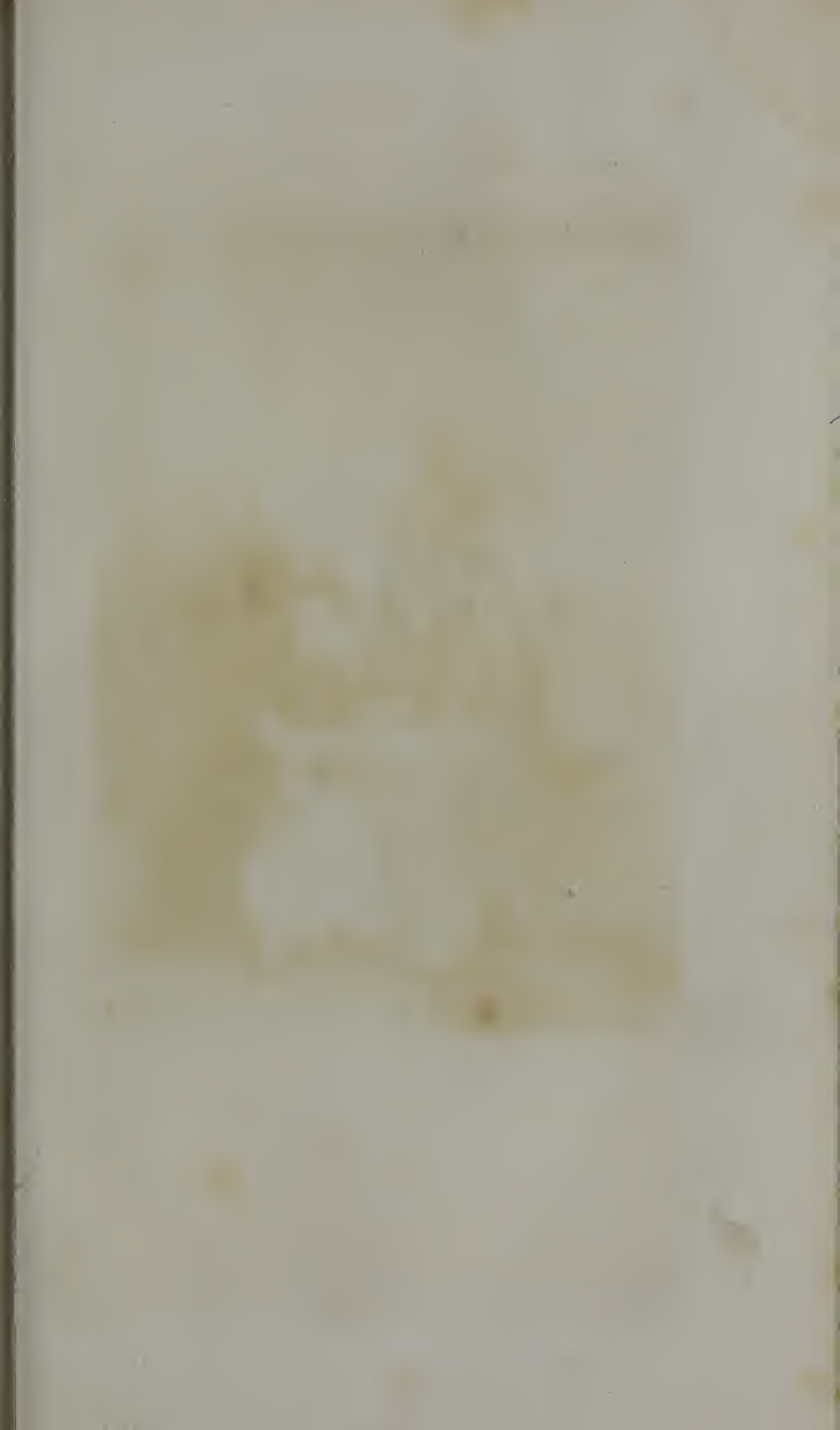
les bourgeois et les artisans de la capitale un retour d'affection pour Marie, retour causé par ses plaintes et peut-être par la barbarie du traitement qu'ils lui faisaient subir, jugèrent à propos d'éloigner Marie de la capitale, seul moyen d'empêcher la réaction qu'ils craignaient. Vers les neuf heures du soir, le lendemain du jour où Morton, à ses pieds, jurait de la servir et de lui obéir, elle fut conduite à Holyrood, d'où au bout d'une heure on la transféra, sous escorte, au château de Lochleven, situé au milieu d'un lac. Morton était à cheval d'un côté de la reine, le comte d'Athol était de l'autre côté. A quelque distance d'Édimbourg, ils la remirent à la garde de Lindsay et de Ruthwen, qui la conduisirent jusqu'à sa prison. Le château appartenait à William Douglas, frère utérin de Murray, et héritier présomptif de Morton.

Trockmorton réclama la liberté de la reine, et on lui demanda un délai pour laisser à tous les lords de l'Écosse le temps d'arriver à Édimbourg. Trockmorton l'accorda; il demanda ensuite à voir la reine; on lui répondit que la même demande de la part de l'ambassadeur de France avait été rejetée, et il parut approuver le refus qu'on lui fit; mais, tandis qu'il rendait compte à Cécil de ce qui s'était passé, les lords dressèrent trois actes qu'ils remirent au brutal Lindsay, pour qu'il les fît signer par la reine. Le premier contenait une abdication de celle-ci en faveur de son fils; le second, la nomi-

nation de Murray à la régence; et le troisième, la nomination d'un conseil de régence pour gouverner l'État en cas d'absence ou de décès du régent. On fit partir avec Lindsey Robert Melville, porteur de lettres de Trockmorton et de plusieurs autres individus, *se disant amis secrets de la reine;* tous lui conseillaient de signer des actes qui, disaient-ils, dans la situation où elle se trouvait, c'est-à-dire privée de sa liberté, ne pouvaient être obligatoires. Cela était vrai, mais les confédérés comptaient bien que sa situation ne changerait jamais.

Elle n'avait pas encore lu toutes ces lettres, que Lindsay, entrant brusquement, lui présenta les trois actes, en lui ordonnant de les signer si elle ne voulait périr sur l'échafaud comme meurtrière de son mari. La malheureuse reine se mit à fondre en larmes, mais ces larmes ne touchèrent pas l'insensible Écossais; de sorte que, se croyant menacée dans sa vie, elle prit la plume et signa. *Ils m'ont menacée de me tuer, si je ne sygnoys,* écrivit la reine elle-même peu de temps après. Le prince fut sacré et couronné immédiatement après la signature. Murray se hâta de quitter la France, où il s'était rendu avant le jugement de Bothwell; mais avant de prendre la régence il alla voir la reine dans sa prison, afin de pouvoir dire, de quelque chose qu'il fût question dans cette entrevue, que sa sœur l'avait conjuré d'accepter les fonctions qu'on lui confiait.

Murray devait tout à sa sœur : elle lui avait pardonné sa révolte, elle avait répondu par des bienfaits à son ingratitude; elle crut un moment, quand on lui annonça son arrivée, qu'un retour d'amitié le ramenait vers elle, et une faible lueur d'espérance pénétra dans son cœur. Mais ce fut en vain qu'elle le combla de tendres caresses, qu'elle lui montra ses douleurs, qu'elle arrosa ses mains de larmes brûlantes : Murray s'arma de rigueur, de dureté, de barbarie; il accabla l'infortunée de reproches, et, ce qu'on ne peut écrire ni lire sans indignation, sans dégoût, ce misérable Murray, principal auteur de l'assassinat de Darnley, osa montrer à sa sœur la cour d'assises et l'échafaud en perspective. Le lendemain matin il la vit encore; cette fois il parut prendre en pitié ses infortunes, et la pauvre Marie, l'embrassant avec toute l'effusion de la gratitude, le conjura d'accepter la régence, seul moyen, disait-elle, de sauver sa vie et celle de son fils. C'était pour amener sa sœur à ce point que Murray avait semblé se radoucir après l'avoir remplie de terreur par ses menaces. Il se fit faire beaucoup d'instances, comme s'il eût reculé devant ce pouvoir qu'il brûlait depuis si longtemps de posséder; et, avant de la quitter, il eut grand soin de lui recommander beaucoup de circonspection, et surtout de ne pas tenter de fuir ou d'entraver la marche du gouvernement, parce qu'il ne serait plus alors en son pouvoir de la soustraire à la rigueur de la loi. Dans une note qu'il remit



P. 185.



Se croyant menacée dans sa vie elle prit la plume et signa

(22 août) aux ambassadeurs des puissances étrangères, il ne manqua pas de dire que, touché des larmes et des prières de sa sœur, non moins que *pour lui obéir,* il avait consenti à se charger du fardeau de la régence.

Les confédérés, à l'exemple de Murray, firent des déclarations publiques, qu'ils renouvelèrent plusieurs fois, et dans lesquelles ils appelaient le mensonge et la fourberie au secours de leur conduite tortueuse, afin de pallier tout ce qu'elle avait d'odieux. Ils prétendaient qu'ils avaient offert à Marie de lui obéir comme à leur souveraine, pourvu qu'elle voulût abandonner Bothwell à la justice; que, sur son refus, ils l'avaient renfermée, espérant que la réflexion arracherait de son cœur la passion coupable qu'elle avait conçue; et que, loin de venir à résipiscence, elle ne se montrait que plus obstinée, ce qui mettait en danger la vie du jeune prince, celle des lords et la sûreté de l'État. Marie répondit à ces allégations par un manifeste, dans lequel elle proposait de convoquer les trois états, de leur soumettre la question de la punition du meurtrier et de la validité de son mariage, promettant de s'en tenir à ce qui serait décidé. Il est à remarquer que Trockmorton avait été chargé de demander cette réunion des trois états; mais on ne voulut pas en entendre parler.

Au bout de quelques mois, et le 4 décembre seulement, lorsqu'on forma le dessein d'accuser Marie

d'adultère et de meurtre, on parla pour la première fois d'une découverte importante qu'on disait pourtant avoir été faite dès le 20 juin. Il s'agissait d'une cassette d'argent que Marie tenait de son premier époux, et qu'elle avait, disait-on, donnée à Bothwell; cette cassette, suivant Morton, qui en était devenu possesseur, avait été saisie entre les mains d'un serviteur de Bothwell nommé Dalgleish, et dans cette cassette (c'est toujours Morton qui parle) on avait trouvé plusieurs lettres de Marie à Bothwell, écrites de sa propre main, lesquelles prouvaient une intimité antérieure à la mort de Darnley, et le consentement de la reine à cette mort, et successivement à son mariage avec le meurtrier (1). L'acte d'accusation fut dressé d'après le résultat prétendu des lettres, et le parlement l'adopta sans discussion le 10 du même mois. A cet acte on en joignit un autre qui prononçait la confiscation contre Bothwell. Remarquons encore que, parmi les griefs articulés contre lui, on trouve celui-ci : « La violence qu'il a employée, contrairement à la loi, pour contraindre sa souveraine à l'épouser. »

Ce parlement, digne précurseur du Long Parlement d'Angleterre et de la Convention nationale de France, était si fort aveuglé par la haine, qu'il ne voyait pas que ces deux actes étaient inconciliables.

(1) Il sera plus tard question de ces lettres, qui évidemment ont été fabriquées par Murray et consorts, et que la reine déclara être fausses.

Si les lettres sur lesquelles le premier se fondait étaient véritables, si réellement Marie entretenait des relations secrètes avec Bothwell avant le meurtre, il est bien évident que son enlèvement et son mariage étaient volontaires, et que Bothwell n'avait eu nul besoin d'employer la violence. Cependant le fait de violence paraissait bien établi par toutes les pièces émanées des lords confédérés, depuis qu'ils avaient pris les armes; ce n'était même que pour délivrer la reine des suites de ces violences qu'ils s'étaient réunis; de cette considération devait naturellement résulter que les lettres n'étaient point véritables. D'ailleurs vit-on jamais une manière plus inique de procéder? Quand on veut établir la condamnation du plus vil scélérat sur des pièces qu'on lui attribue, ces pièces lui sont représentées, on les discute avec lui, et ce n'est que lorsque leur authenticité est bien avérée que l'on en fait usage. Ici, non-seulement on condamne sans entendre, mais encore on le fait sur des lettres qui n'ont pas été avouées, et qui portent en elles-mêmes des signes non équivoques de fausseté.

Cependant la reine gémissait toujours dans une dure captivité sous les yeux jaloux de lady Douglas, mère du régent, et sous la surveillance austère de sir William Douglas, propriétaire de Lochleven. Là, Marie semblait oubliée de toute la terre; vainement, pour ravoir sa liberté, elle avait offert à Murray, au conseil, la ratification de tout ce qui s'était fait; le

conseil, Murray, étaient bien décidés à ce qu'elle ne sortît pas vivante de sa prison. Toutefois leur volonté ne put s'accomplir, et dans sa beauté, dans ses manières affables, dans ses malheurs même, elle trouva des ressources que ses ennemis n'avaient pu lui enlever. George Douglas, frère de William, ému de pitié à l'aspect de tant d'infortunes, et conduit par la compassion à un sentiment plus tendre, entreprit de rompre les fers de la noble prisonnière, au péril même de sa vie. Il s'était concerté avec Beton, serviteur fidèle de la reine, lequel se tenait dans un village voisin de Lochleven ; lorsque leurs mesures furent prises, une blanchisseuse fut introduite dans la chambre de la reine, qui, prenant aussitôt un costume que cette femme apportait, et plaçant sur sa tête un paquet de linge, sortit heureusement du château et alla s'asseoir dans le bateau qui avait apporté la blanchisseuse (25 mars 1568). Mais Marie fut reconnue et reconduite au château; et George Douglas fut obligé de s'enfuir pour éviter le courroux de son frère et du régent. Il confia le succès de l'entreprise où il échouait à un orphelin de seize ans, parent des Douglas, et que pour cette raison on appelait *le petit Douglas*.

Lady Douglas et sir William redoublèrent de surveillance : la première se faisait apporter tous les soirs, pendant qu'elle soupait, les clefs du château, et avait grand soin de les emporter dans sa chambre. Cinq semaines s'étaient déjà écoulées depuis la

tentative de George; on ne se méfiait pas de l'enfant, et les clefs venaient d'être posées sur la table pendant que lady Douglas prenait son repas du soir. L'enfant enleva adroitement les clefs, courut appeler la reine et une de ses femmes, nommée Kennedy, les conduisit sans encombre hors du château, dont il ferma la porte à double tour, jeta les clefs dans le lac, fit entrer les deux fugitives dans un bateau qu'il tenait préparé depuis plusieurs jours, donna le signal dont il était convenu d'avance avec George, et, ramant vigoureusement à travers le lac, parvint heureusement au rivage, où George et Beton l'attendaient. Marie alla passer la nuit à Niddry dans une maison de lord Seaton, et le lendemain de bonne heure elle se rendit au château d'Hamilton; là, son premier acte fut de révoquer l'abdication que lui avait arrachée la violence dans sa prison de Lochleven (3 mai).

La nouvelle de la délivrance de la reine se répandit avec rapidité par toute l'Écosse, et fut accueillie avec enthousiasme. Le peuple écossais voyait bien que Morton, Maitland et tous les autres lords n'avaient voulu renverser Bothwell que pour se partager sa dépouille, et que Murray n'avait accusé sa sœur que pour s'emparer du pouvoir et régner sous le nom d'un enfant de douze ans. D'un autre côté, le peuple se rappelait la beauté, la grâce, la bonté de Marie; ses malheurs parlaient aussi pour elle; quant à ses torts, elle les avait suffisamment expiés.

Les royalistes accoururent de toutes parts à la voix de leur souveraine, qui, au bout de cinq à six jours, se vit à la tête d'une confédération nombreuse; neuf comtes, neuf évêques, dix-huit lords et un nombre infini de gentlemen lui offrirent leurs bras ou leur secours. Ce fut alors seulement, dit Anderson, que la reine fut instruite de la vérité tout entière relativement au meurtre de son second mari et à la culpabilité du troisième; aussi envoya-t elle faire à son frère, qui se trouvait alors à Glascow, l'offre de soumettre l'objet de toutes leurs discussions à un parlement libre, et de livrer à l'action de la justice toute personne qu'il accuserait du meurtre de Darnley, pourvu qu'il voulût faire de même à l'égard de tous ceux qu'elle accuserait. Morton et Maitland, très-alarmés, firent déclarer traîtres tous les adhérents de Marie, et Murray, bien déterminé à soutenir son usurpation, réunit une troupe peu nombreuse, mais aguerrie. Suivi de Morton, dont il connaissait le talent militaire, et de Kirkaldy, guerrier d'une valeur éprouvée, il alla prendre position sur les hauteurs de Langside (13 mai), au pied desquelles devait passer la reine pour se rendre à Dunbarton.

Les Hamilton, qui formaient l'avant-garde de l'armée royaliste, ne consultant que leur zèle, se portèrent en avant pour forcer le passage. Leur attaque fut vive et la défense opiniâtre; la victoire restait indécise, Morton la força de se déclarer en attaquant

les royalistes en flanc. Ce mouvement, exécuté avec vigueur, devint décisif, et l'armée royaliste fut mise complétement en déroute. La reine vit du haut du château de Crooktone le mauvais succès de ses armes, et, craignant de retomber aux mains de son frère, elle monta immédiatement à cheval, accompagnée de lord Herries et de quelques serviteurs; elle courut sans s'arrêter jusqu'à l'abbaye de Dundrennan, dans le Galloway, à soixante milles du funeste champ de bataille (environ vingt lieues). Elle fut vivement poursuivie, mais on ne put l'atteindre.

Le soir venu, elle remonta à cheval et continua de s'éloigner; le lendemain matin, elle annonça l'intention d'aller demander un asile à sa *bonne sœur* d'Angleterre. Ses amis s'opposèrent vainement à cette détermination fatale; ils lui rappelèrent toutes les causes de rivalité qui existaient entre elle et la reine d'Angleterre, la mauvaise foi constante de cette dernière, les secours qu'elle n'avait cessé de fournir aux rebelles écossais, la jalousie qui avait dicté toutes ses démarches. On lui remontra qu'il lui était facile de passer en France, où elle serait assurée de trouver, sinon des secours réels, immédiats, du moins l'accueil le plus favorable. Marie fut inébranlable; on eût dit qu'une main invisible la poussait à sa perte. L'archevêque de Saint-André, à ses genoux, la conjura de ne point persister dans un projet dont il ne prévoyait que des conséquences

funestes; lord Herries et les autres se joignirent au prélat. Marie se montra convaincue, d'après les lettres qu'Élisabeth lui avait écrites, qu'elle trouverait en Angleterre protection, sûreté, bienveillance; elle avait reçu longtemps auparavant de la reine Élisabeth une bague de diamants, avec l'assurance que cette bague serait entre les deux *sœurs* un signe d'alliance, et que, si jamais la reine d'Écosse avait besoin de secours, elle n'aurait qu'à lui renvoyer ce bijou. Ce fut le parti que prit Marie; Beton partit pour Londres avec mission de présenter l'anneau à la reine. Quant à Marie, elle traversa le Solway, dans un bateau de pêcheur, et débarqua presque seule au port de Workington (16 mai), d'où elle se rendit à Carlisle.

L'arrivée de Marie en Angleterre fut regardée par Cécil comme une grande victoire : cette proie qu'il poursuivait depuis si longtemps venait enfin d'elle-même se jeter dans ses lacs; il ne fallait pas qu'elle pût s'en dégager; mais comment donner à ses desseins ennemis une apparence de justice? Ce fut là un grave sujet de discussion dans le conseil. Permettre à Marie de se retirer sur le continent ou d'obtenir les secours d'un prince étranger, c'était aventurer tous les avantages du traité de Leith; s'il pouvait être question de lui rendre le sceptre de l'Écosse, c'était de la main d'Élisabeth qu'elle devait le tenir, afin de pouvoir l'assujettir à des conditions qui ne lui laisseraient qu'un vain titre sans autorité.

La retenir captive toute sa vie, c'était le parti le plus sage dans l'intérêt de la reine d'Angleterre et dans celui de la religion réformée. Ce fut Cécil qui demeura chargé des manœuvres ténébreuses qui devaient aboutir à l'exécution de ce dernier projet.

Quant à la reine, il serait difficile de dire quelle fut son intention réelle, car elle en changea si souvent dans cette affaire, comme dans toutes les autres, qu'on peut hardiment affirmer qu'elle n'eut jamais d'idée suivie au delà d'un jour. Lorsqu'elle eut connaissance de la révolte des confédérés, elle déclara prendre fait et cause pour Marie; c'est que l'insurrection des lords écossais pouvait être d'un mauvais exemple pour les lords anglais. En défendant Marie, elle se défendait indirectement elle-même; elle fit demander sa liberté, et refusa même à Murray le titre de régent, au jeune prince celui de roi; mais son ministre rendit illusoires toutes les mesures qu'elle ordonna de prendre, et il agit à peu près en sens inverse. Elle dut bien s'apercevoir que les Écossais n'avaient rien fait de ce qu'elle avait exigé, et elle n'eut pas l'air de le remarquer; tout son beau zèle s'éteignit; les ministres firent à leur gré, et Marie resta prisonnière. Maintenant, dans la princesse proscrite qui vient lui demander un asile, elle ne voudra voir qu'une odieuse rivale qui a des droits sur sa propre couronne, qui lui est supérieure en beauté, s'il en faut croire ses amis; qui, du moins, a plus de jeunesse; qui a un fils que probablement

un jour les Anglais verront assis sur le trône qu'elle occupe; ce n'est donc pas en amie qu'elle la recevra; elle laissera faire Cécil, elle approuvera tout, pourvu qu'on sauve les apparences.

Cécil était bien l'homme qu'il fallait pour conduire cette intrigue peu honorable, mais pouvant produire un grand avantage ; jamais ministre ne posséda un esprit plus délié ni plus fécond en ressources. Il commença par faire dire à Marie qu'Élisabeth travaillerait à lui rendre sa couronne, pourvu qu'elle renonçât à toute autre alliance, spécialement à celle de la France. Si elle y consentait, on lui promettait de s'occuper sérieusement de sa position, et l'on tâcherait d'abord d'amener ses sujets à reconnaître ses droits sans effusion de sang; dans le cas où les négociations seraient inutiles, on aurait recours à la voie des armes ; mais encore faudrait-il pour cela que la reine d'Écosse commençât par se laver des accusations dont elle était l'objet. Marie déclara qu'elle acceptait cette dernière condition, et, pour la remplir, demanda une entrevue avec Élisabeth.

Ce n'était pas le compte de Cécil : une entrevue entre les deux reines pouvait avoir les conséquences les plus fâcheuses pour Murray et ses confédérés, peut-être même pour leurs amis d'Angleterre ; et le scrupuleux Cécil fit entendre à la scrupuleuse Élisabeth qu'une reine *vierge*, comme elle, ne pouvait, pas admettre en sa présence une reine accusée

d'adultère et de meurtre, et Élisabeth se rendit sans résistance à cette raison sans réplique. Il fut convenu qu'on exigerait préalablement de Marie qu'elle se purgeât de l'accusation devant un conseil ou une commission d'Anglais ; on pouvait l'*exiger*, car la couronne d'Écosse depuis Édouard II était vassale de celle d'Angleterre. Marie répondit victorieusement à tous les sophismes de Cécil ; elle déclara qu'elle était reine indépendante ; que jamais elle ne reconnaîtrait de suprématie dans un autre souverain, et qu'elle était dans l'intention de rentrer en Écosse ou de passer en France. Il était écrit que Marie ne sortirait pas de l'Angleterre ! On éluda d'abord sa demande, on finit par la refuser positivement.

Marie se repentit alors de n'avoir pas suivi les sages avis de l'archevêque de Saint-André ; mais le mal était fait, il fallait se résigner. Toutefois elle se plaignait avec non moins de force que d'amertume d'avoir été trompée. Ce n'était que d'après les assurances positives qu'Élisabeth lui avait données tandis qu'elle était encore prisonnière à Lochleven, qu'elle s'était déterminée à se rendre en Angleterre plutôt qu'en France. Il était bien extraordinaire qu'Élisabeth refusât de voir une reine, sa parente, sous le vain prétexte d'une accusation non prouvée, tandis qu'elle avait admis plusieurs fois en sa présence Murray, convaincu de crimes qui méritaient la mort. Ce n'était point, au surplus, du fond d'une prison qu'elle devait répondre à ses accusateurs, qui

étaient ses sujets et non ses égaux. Marie insistait pour qu'on lui rendît la liberté.

Marie avait raison de se plaindre; mais ses plaintes n'arrivaient à Élisabeth que par l'indigne organe de Cécil; elle n'était point écoutée. L'infortunée ne se doutait pas encore qu'entre elle et le ministre infâme d'une reine fausse et perfide, c'était une lutte à mort qui s'engageait. Les ministres anglais, après de longues conférences, décidèrent que Marie ne pouvait être reçue à la cour qu'après qu'elle aurait pleinement prouvé son innocence, et que sa demande de quitter le royaume ne pouvait lui être accordée *sans grand danger pour l'État et pour la religion.* Mais, comme de Carlisle il lui était facile de se sauver, il fut encore décidé qu'elle serait sur-le-champ transférée à Bolton.



CHAPITRE IX

Procès de Marie. — Conférences d'York. — Tentatives pour la sauver découvertes.

Pour motiver aux yeux du public une décision aussi inique, les ministres alléguèrent que Marie avait, à l'occasion de son premier mariage, affirmé son droit à la couronne d'Angleterre, et que, si elle se trouvait en liberté, elle ne manquerait pas de l'affirmer encore; que son avénement au trône, s'il avait lieu, amènerait infailliblement la ruine du protestantisme dans la Grande-Bretagne. Ce n'était pas assez, les ministres anglais voulaient le procès de la reine d'Écosse, parce qu'ils comptaient y trouver des moyens suffisants, sinon pour la condamner, du moins pour détruire sa réputation et la perdre sans retour dans l'opinion publique. Marie repoussa vivement l'idée d'un tel procès comme dérogatoire à sa

dignité ; alors Cécil imagina un expédient qui devait produire pour lui le même effet, tout en ménageant les répugnances de la reine d'Écosse : ce fut de faire le procès, non à Marie, mais à ses ennemis, devant une commission formée d'Anglais. Si les accusés pouvaient justifier leur conduite, ils conserveraient leurs dignités et leurs domaines; dans le cas contraire on les abandonnerait à la merci de la reine d'Écosse. Élisabeth s'engageait alors, sous certaines conditions, à réduire les Écossais à l'obéissance.

Une de ces conditions était que Marie abolirait la messe en Écosse, et qu'elle y introduirait la réforme anglaise à la place de l'Église presbytérienne ou républicaine. Lord Herries conseilla fortement à Marie de souscrire à cette condition. Seize lords du parti de la reine (1) furent consultés, et ils répondirent qu'ils s'en rapportaient à la prudence de Marie (2), qui donna un consentement conditionnel. Elle dit

(1) Parmi les lords écossais, les uns voulaient que Marie, débarrassée de Bothwell, reprît ses droits et son sceptre; on les appelait les lords de la reine. Ceux qui, au contraire, approuvaient le couronnement du roi et la régence de Murray, étaient appelés lords du roi.

(2) Mieux valait ne point répondre. Comment pouvait-on s'en rapporter à la prudence d'une jeune femme qui n'avait guère commis que des imprudences, tantôt par bonté, tantôt par faiblesse; d'une femme qui brûlait du désir bien naturel à son âge de voir cesser une injuste captivité, et qui, n'étant pas dirigée par les lumières d'une longue expérience, devait naturellement saisir avec avidité tous les moyens qu'on lui offrait de rompre ses fers?

elle-même dans une instruction secrète à ses commissaires : « Quoique j'aie été élevée dans la religion qui a été si longtemps celle de mon royaume,... je veux suivre le conseil de ma *très-chère sœur,...* et travailler autant qu'il sera en moi à introduire cette opinion (la réforme anglicane) dans mon royaume. » Ne blâmons pas trop Marie de cet acte de faiblesse; elle l'a déploré plus tard, et un amer repentir a effacé sa faute.

Marie acceptait la condition qui pour elle était la plus dure; cette acceptation entraîna celle du projet de Cécil. Ce ne fut pas sans beaucoup de répugnance qu'elle donna son assentiment; elle eut même à vaincre la résistance et les prières de ses plus fidèles conseillers, qui ne voyaient dans le projet du ministre qu'un piége habilement tendu. Mais, pour bien juger des motifs qui la déterminèrent, il ne faut pas oublier qu'elle était à la fleur de l'âge, captive, contre toute raison, de la reine d'Angleterre, et qu'elle espérait par ces concessions hâter le moment où la liberté lui serait rendue. La ville d'York fut désignée pour le lieu des conférences.

Il est hors de doute que Marie ne consentit à ces conférences que sur la promesse formelle que lorsqu'elles seraient terminées on la replacerait sur le trône; une promesse du même genre en sens opposé fut faite à Murray. Quoi qu'il en soit, les commissaires anglais furent le duc de Norfolk, le comte de Sussex et sir Ralph (Rodolphe) Sadler,

confident de Cécil. La reine d'Écosse fut représentée par Lesley, évêque de Ross, les lords Livingtone, Boyd Herries, et trois autres. Murray comparut en personne avec Morton, Lindsay, l'évêque d'Orkney et l'abbé Dumferlin; Maitland et cinq autres conseillers leur servaient de défenseurs. Marie demanda d'abord que la promesse d'Élisabeth de la faire remonter sur le trône fût exprimée dans les pouvoirs donnés à ses commissaires. De son côté, Murray exigea la confirmation de l'engagement pris par le ministère, qu'en cas de conviction contre Marie, il ne lui fût jamais permis de rentrer en Écosse. Ces deux demandes opposées faisaient voir la duplicité des ministres d'Angleterre, et ce qui acheva de la démontrer, ce fut de les voir l'une et l'autre accordées.

Les commissaires de Marie, en leur qualité de plaignants, exposèrent leurs griefs contre Murray et ses associés : c'était d'avoir pris les armes contre leur reine, de l'avoir traîtreusement renfermée à Lochleven, et de l'avoir forcée à signer son abdication. Au lieu de chercher à se justifier en alléguant que sa sœur avait pris part au meurtre de Darnley, comme on s'y attendait, Murray demanda à communiquer en secret aux commissaires les preuves qu'il avait dans les mains de la culpabilité de la reine. Il allégua que, s'agissant d'une accusation capitale, il ne voulait pas se servir de ces preuves contre sa souveraine sans s'assurer auparavant de leur efficacité; en con-

séquence il mit sous les yeux des commissaires une traduction de huit lettres prétendues écrites par la reine à Bothwell, les unes avant, les autres après le meurtre de Darnley; deux prétendus contrats ou projets de mariages; une collection de poésies passionnées composées par Marie et adressées au meurtrier. Les commissaires ne donnèrent à Murray aucune réponse précise; mais, sur sa demande, ils écrivirent à Élisabeth pour obtenir de nouvelles instructions.

En tout pays où existent quelques principes de justice, lorsque des pièces attribuées à l'une des parties sont produites dans un procès, et que, surtout dans un procès criminel, on veut en faire usage contre leur auteur, on commence par les lui communiquer, afin qu'il les reconnaisse ou qu'il les conteste, et que, dans ce dernier cas, la vérification en soit ordonnée; car ce n'est qu'après qu'une pièce a été reconnue d'une manière quelconque, que son contenu peut avoir en justice la force d'une preuve. Ici Murray communique les pièces en secret; les commissaires ne devaient pas recevoir cette communication. Si les lettres étaient réelles, que pouvait craindre Murray en les produisant? Est-ce qu'en les communiquant secrètement il voulait ménager sa sœur? N'était-ce pas sur elles qu'il prétendait qu'elle fût condamnée? Cette production faite à Marie ou à ses commissaires ne devait-elle pas, dans l'hypothèse de la vérité des lettres, amener sur-le-

champ la fin du procès? Marie n'aurait-elle pas tout sacrifié plutôt que de souffrir que ces lettres vissent le jour? Non, ces lettres ne furent jamais l'ouvrage de Marie; avec cette preuve entre ses mains, Murray aurait réduit sa sœur au silence dès le premier jour. Et puis, pourquoi ne point produire les lettres originales? Pourquoi une traduction peut-être très-infidèle? Ce n'est pas ainsi qu'on agit quand on est dans la vérité.

Le recours des commissaires anglais à leur souveraine, pour lui demander un supplément d'instruction, entravait nécessairement le cours de la procédure; afin que le retard ne fût point remarqué, ou qu'on n'en soupçonnât point la cause, Murray répondit à l'accusation. Il avait, ainsi que ses amis, pris les armes contre Bothwell, non contre la reine; la reine avait été emprisonnée parce qu'elle ne voulait pas séparer sa cause de celle de Bothwell; il avait accepté et non arraché son abdication. Les commissaires de Marie anéantirent cette faible défense. Murray et ses complices, dit Aderson, reconnurent ensuite que leur réponse n'avait été qu'un simulacre de justification. Ils avaient juré pourtant de procéder à découvert, de ne consulter ni l'affection ni la haine, de parler sans malice et sans respect humain, de ne rien dire que ce qu'ils diraient en présence de Dieu; mais qu'est-ce qu'un serment pour des hommes qui se jouent des promesses les plus sacrées?

Cependant les lords du roi et les lords de la reine, ceux-ci présidés par Châtellerault, qui était revenu de France, désiraient vivement un compromis. Murray sentait bien qu'une accusation de meurtre dirigée contre la reine serait repoussée par une accusation semblable dirigée contre tous ses associés, et il ne se faisait pas illusion sur la faiblesse de ses preuves, car pour preuves il n'avait que les lettres, qui évidemment seraient déniées, tandis que la reine pourrait en fournir de très-fortes. Le comte de Sussex, l'un des commissaires anglais, avait dit en propres termes : « Si les adversaires de la reine l'accusent de meurtre en produisant ses lettres, elle pourra les dénier et les accuser eux-mêmes, au moins en grande partie, d'un consentement exprès au meurtre, et ils ne s'en défendront que difficilement; de sorte que, la chose pesée des deux côtés, les preuves de la reine, à ce que je crois, l'emporteront sur les autres. » Si Murray voulait ensuite réfléchir aux conséquences, il ne pouvait se dissimuler que, s'il succombait, il serait livré aux vengeances de sa sœur justement irritée; que, dans le cas même où il réussirait, l'état maladif du jeune prince faisant craindre une mort prochaine, il ne gagnerait rien, parce que la couronne passerait de droit sur la tête de Châtellerault, son ennemi mortel.

Murray désirait donc abandonner ses preuves contre la reine et la faire déclarer innocente par un acte du parlement, lui faire allouer en Écosse un

revenu considérable, obtenir d'elle la confirmation de l'abdication, celle de la régence, et, dans le cas où elle voudrait conserver le titre de reine, la promesse de résider en Angleterre. Châtellerault, au contraire, craignant les intrigues de Murray et les prétentions de la maison de Lennox, voulait que la couronne fût rendue à Marie, que le prince fût élevé sous les yeux de la reine Élisabeth, et qu'en attendant, le gouvernement fût confié à un conseil ou comité des nobles, où chacun prendrait la place que son rang lui assignerait : c'était se réserver la première; ce qui faisait dire au comte de Sussex que tous ces gens-là s'occupaient très-peu de la reine et du prince son fils, mais qu'ils songeaient beaucoup à leurs intérêts propres.

Maitland fut chargé par Murray de faire adopter ses diverses propositions par Marie. Il commença par assurer la reine qu'il ne s'était rendu à York que pour la mieux servir, puis il tâcha de lui faire sentir les avantages d'un compromis. Le souple Maitland se rendit ensuite auprès du duc de Norfolk, de la part du régent; c'était pour lui proposer la main de Marie; il affirma devant le duc en particulier qu'elle était complétement innocente : il donna à entendre qu'un prompt arrangement empêcherait les ministres de produire les documents préparatoires. Enfin il tâcha de persuader à l'évêque de Ross que, si Marie voulait confirmer l'abdication de Lochleven et prendre pour époux le duc de

Norfolk, la reine d'Angleterre la replacerait sur le trône.

Les ministres savaient très-exactement tout ce qui se passait à York, l'embarras croissant de Murray au moment de produire les charges, le projet de mariage du duc de Norfolk, les intrigues multipliées de Maitland. Cela donna l'idée à Cécil, au lieu de répondre à Murray au sujet des lettres en question, d'attirer la conférence à Westminster, afin de pouvoir la diriger à son gré par son action immédiate. Sous prétexte que la discussion à laquelle donneraient lieu les lettres ne pouvait être traitée par écrit, Cécil demanda que deux commissaires de chaque côté se rendissent à Westminster, accompagnés de sir Ralph Sadler, afin que la reine pût recevoir de vive voix les informations nécessaires. Ainsi finirent les conférences d'York.

Murray avait obtenu la permission de suivre ses commissaires à Londres ; il avait même été reçu par Élisabeth. Il y avait là une indigne violation des promesses précédemment faites ; aussi Marie, qui jusque-là avait conservé quelque espérance, entrevit un complot ténébreux formé pour la perdre. Elle écrivit à ses commissaires d'obtenir de la reine d'Angleterre qu'on la confrontât avec son accusateur en présence de toute la noblesse et des ambassadeurs étrangers. Si une demande aussi juste était refusée, elle enjoignait à ses commissaires de déclarer qu'ils n'avaient plus de pouvoirs. L'infortunée Marie ne

devinait que trop bien que la révoltante partialité du gouvernement pour Murray finirait par porter à ses droits une atteinte funeste. L'infâme Cécil promit à Murray que la reine d'Écosse ne recouvrerait jamais son autorité, et que, s'il intentait son action, un jugement serait prononcé.

Ainsi encouragé, Murray présenta son acte d'accusation suivant lequel Marie avait conçu, conseillé et ordonné d'assassiner son mari, et ensuite son fils, afin de placer la couronne sur la tête du meurtrier. (1er décembre). Les commissaires de Marie demandèrent alors à la reine, puisqu'elle avait admis Murray en sa présence, une audience pour la reine d'Écosse, afin qu'elle pût prouver son innocence. Élisabeth répondit froidement que cette demande exigeait une longue et mûre délibération.

Alors, de l'avis de Châtellerault et des ambassadeurs de France et d'Espagne, ils déclarèrent la conférence rompue; mais Cécil refusa d'accepter leur déclaration, sur le motif qu'ils avaient rapporté inexactement la réponse de la reine; pour ne pas incidenter, les commissaires rectifièrent ce que Cécil appelait inexactitude; mais trois jours s'écoulèrent, et, dans l'intervalle du 6 au 9 décembre, Murray remit aux commissaires les prétendues lettres. Aussitôt Cécil réunit les chefs de la noblesse d'Angleterre, et leur fit part des lettres produites par Murray. Quand ces pièces eurent été suffisamment examinées, Cécil ne pria pas les seigneurs

anglais d'énoncer leur opinion ou de prononcer sur l'authenticité de ces écrits, il se contenta de leur dire que Marie demandait à répondre en présence d'Élisabeth; il ajouta qu'Élisabeth craignait que sa *modestie* (quelle dérision!) n'eût à souffrir d'une pareille entrevue. Personne n'osa donner un avis contraire, et il fut déclaré aux commissaires de Marie que, dans les circonstances présentes, rien ne pouvait sauver leur maîtresse de l'infamie qu'une éclatante justification, mais que cette justification ne pouvait avoir lieu devant une reine vierge!

Il ne paraît pas que l'intention de Cécil ait jamais été d'obtenir un jugement définitif; il ne voulait que tenir dans ses mains les lettres produites, afin que Marie, informée qu'il dépendait d'Élisabeth de les publier ou de les supprimer, se prêtât plus facilement à ce qu'on exigeait d'elle; mais la résolution de Marie déconcerta Cécil et les siens. Elle demanda qu'on remît à ses commissaires des copies des pièces pour qu'elle pût les examiner, et promit même de désigner parmi ses accusateurs deux des meurtriers de son mari (Morton et Maitland); mais elle persistait à demander accès auprès d'Élisabeth. L'évêque de Ross ayant obtenu de cette dernière une audience (7 janvier 1569), à l'effet d'avoir la copie des pièces, Élisabeth lui répondit que Marie ferait bien de résigner sa couronne et de finir paisiblement ses jours en Angleterre. L'évêque répliqua que sa maîtresse ne consentirait jamais à ce sacrifice; Élisabeth per-

sévéra dans ses refus, et l'on mit fin aux conférences. Murray et ses associés partirent pour l'Écosse, emportant la déclaration qu'on n'avait rien prouvé contre eux qui pût entacher leur réputation et leur honneur. On ajouta par compensation qu'ils n'avaient donné aucune raison suffisante pour qu'Élisabeth conçût quelque opinion fâcheuse sur la conduite de la reine sa bonne sœur. L'évêque de Ross demanda alors que sa maîtresse obtînt la même faveur qu'on accordait à Murray ; si l'on prétendait la retenir captive en Angleterre, il déclarait protester en son nom contre tous actes qu'on lui ferait signer tant qu'elle ne serait pas libre.

Les ennemis de Marie prétendirent que, si dans les conférences d'York la reine d'Écosse avait eu la supériorité sur ses accusateurs, elle avait perdu cet avantage à Westminster en refusant de présenter sa défense devant tout autre que la reine. Cécil avait dit que Marie ne demandait si instamment d'être admise devant Élisabeth, que parce qu'elle savait qu'on ne le lui accorderait pas. On répondit victorieusement à ces objections que Marie ne réclamait qu'une chose juste et raisonnable; qu'il était plus qu'étrange qu'on la retînt à deux cents milles du lieu où le procès s'instruisait, tandis que Murray s'y trouvait, et qu'il obtenait de la reine autant d'audiences particulières qu'il en demandait. Ce qui est certain, c'est que Cécil, ne sachant plus à quel moyen recourir, prit le parti de rompre les confé-

rences sans qu'il y eût rien de terminé, et qu'il éluda constamment la demande que fit Marie d'une copie des pièces.

On se souvient que Maitland avait parlé à Marie d'un projet de mariage avec le duc de Norfolk. Celui-ci, soit qu'il craignît d'encourir le ressentiment d'Élisabeth, soit qu'il n'eût attaché à la proposition de Maitland que très-peu d'importance, ne s'en était pas occupé; mais Murray, avant son départ, renoua cette intrigue; il envoya Robert Melville à sa sœur, il se rendit lui-même auprès du duc. Le seul moyen, dit-il, d'obtenir la tranquillité des deux royaumes, c'était le mariage de la reine d'Écosse avec un seigneur protestant, et nul autre ne réunirait aussi aisément que le duc l'assentiment de tous les partis. Norfolk répondit qu'il ne pouvait se déterminer sans consulter sa souveraine; Marie déclara qu'elle n'avait rien à répondre tant qu'on la retiendrait captive; que si on lui rendait la liberté et son autorité, elle prendrait à cet égard les avis de son frère, pour qui elle se montrerait toujours bonne sœur.

Il ne faut pas s'imaginer que Murray agissait ici dans l'intérêt de sa sœur, c'était dans le sien; il savait que les lords de la reine des frontières avaient pris les armes pour l'empêcher de rentrer dans le royaume, et que plusieurs seigneurs anglais des comtés septentrionaux s'étaient ligués pour l'arrêter dans le Yorkshire. Par le message de Robert

Melville, il fit croire à sa sœur qu'il voulait décidément travailler à lui rendre la liberté, et il obtint en échange un ordre d'elle aux lords écossais de ne point s'opposer à son passage. Marie se trouvait alors à Ripon; Élisabeth, qui permettait à Murray et à ses complices de retourner en Écosse, aurait dû, pour se montrer juste, et en supposant qu'elle eût eu le droit de se constituer juge de la reine d'Écosse, donner à celle-ci la même liberté. Loin de là, et comme si Marie avait été sa sujette, coupable envers elle, Élisabeth redoubla de rigueur; ne se croyant pas même encore assez assurée de conserver sa proie, elle la fit transférer au cœur de l'Angleterre, la plaça d'abord sous la garde du comte de Shrewsbury, la transporta de château en château et l'envoya plus tard à Tutbury, où on lui donna pour prison une maison construite en bois, autrefois réduit de chasse, située sur une haute montagne, et entourée d'un mur très-élevé qui interceptait les rayons du soleil.

La description de cette résidence se trouve dans une lettre de Marie, publiée dans la *Vie de lord Égerton*. Elle n'avait que deux *petites chambrettes* pour elle et pour ses femmes; les murs, tout crevassés, laissaient pénétrer l'air de tous côtés, et, malgré les paravents, les rideaux et les couvertures, Marie ne pouvait se garantir du froid. Il n'y avait pas une place où elle pût se promener à couvert, ni une chambre où elle pût se retirer, si ce n'est deux

petits bouges, *petits trous* de sept pieds carrés chacun, ayant vue sur le mur. La maison était remplie de gardes et de valets qui, faute d'espace, étaient les uns sur les autres. Les lieux d'aisance, placés au-dessous des croisées de la reine, exhalaient une odeur infecte dont aucune précaution ne pouvait la garantir.

Ce fut de cet horrible séjour qu'elle écrivit à Élisabeth plusieurs lettres qui, si celle-ci n'avait pas poussé l'égoïsme jusqu'à se rendre étrangère à tout sentiment d'humanité, auraient dû la toucher et lui faire regretter ses rigueurs passées. Les puissances étrangères firent entendre des plaintes. Élisabeth répondit qu'on devait la louer de son indulgence au lieu de la blâmer de sa sévérité, car elle avait, *par intérêt pour Marie,* supprimé des documents qui l'auraient à jamais couverte d'infamie.

Cependant quelques seigneurs anglais, qui avaient approuvé le projet de mariage entre Marie et Norfolk, reprirent ce projet, et finirent par arracher au duc son consentement; il l'avait refusé d'abord obstinément, parce qu'il craignait la vindicative Élisabeth. Lorsqu'il avait été question la première fois de ce mariage avant le départ de Murray, Élisabeth lui en parla de manière à lui faire entendre qu'il ne pouvait avoir lieu sans son consentement, et le duc lui avait répondu assez légèrement qu'il ne serait jamais l'époux d'une femme dont le mari ne pouvait *dormir sûrement sur son oreiller*. Tou-

tefois, comme d'une part cette union flattait sa vanité, et que de l'autre, parmi les seigneurs qui le pressaient, il voyait le comte de Leicester et le fameux Trockmorton, il se laissa gagner et consentit à tout.

On écrivit à la reine d'Écosse une lettre signée de Norfolk et des comtes de Leicester, d'Arundel et de Pembroke. On lui proposait de la rétablir sur le trône et de reconnaître ses droits de successibilité à celui d'Angleterre, à condition qu'elle ne contesterait jamais les droits d'Élisabeth ou de ses héritiers directs, qu'elle conclurait une alliance offensive et défensive perpétuelle avec l'Angleterre, qu'elle accorderait le pardon à ses sujets révoltés, et qu'elle épouserait le duc de Norfolk. Marie répondit qu'elle accèderait volontiers à tout, pourvu que, pour l'article du mariage, on obtînt le consentement d'Élisabeth, car c'était pour avoir épousé Darnley contre le gré de la reine d'Angleterre qu'elle avait été si constamment malheureuse.

La question de mise en liberté de la reine ne tarda pas à être agitée dans le cabinet anglais. Les quatre lords proposèrent les articles soumis par eux à Marie, à l'exception néanmoins de ce qui concernait le mariage; ils voulaient pour cela attendre que Maitland, principal auteur du projet, fût arrivé d'Écosse pour qu'il le proposât lui-même à la reine. Le plan fut généralement approuvé; Cécil promit formellement de ne point s'y opposer, quoiqu'il

refusât néanmoins de le seconder. Lord Boyd et Wood furent envoyés en Écosse, le premier pour obtenir le consentement des lords de la reine, le second pour se procurer celui de Murray, qui, au fond, ne désirait nullement la réussite d'un plan qui tendait à lui enlever la régence. Quant à Norfolk, autant il avait d'abord résisté, autant il montrait maintenant d'empressement; il ouvrit avec Marie une correspondance active, mais secrète, par l'intermédiaire de l'évêque de Ross, comptant qu'Élisabeth ne savait absolument rien de ce qui se passait. Il se trompait : l'infidèle Wood avait tout révélé à Élisabeth avant son départ. D'un autre côté, Bothwell venait d'envoyer de Danemark son consentement au divorce; les rois de France et d'Espagne approuvaient tout, et il en était de même de la principale noblesse d'Angleterre; il ne manquait qu'à faire ratifier les articles par le régent et par Élisabeth.

Murray se hâta de réunir le parlement écossais, et il affecta de parler en faveur du projet; mais tous ses amis, bien instruits par lui, votèrent pour le rejet. On ne voulut pas même consentir à ce qu'une commission fût nommée pour examiner la question de validité ou de nullité du mariage de Bothwell. Maitland, qui ne pouvait douter de la perfidie du régent, craignit alors pour lui-même, et jugea prudent de se rendre chez le comte d'Athol, son ami. Murray ne perdit pas un moment pour faire part à

Élisabeth de la décision du parlement d'Écosse. Il lui disait dans sa lettre que les Écossais ne consentiraient jamais à recevoir Marie. Son messager rencontra Élisabeth à Farnham (13 août) ; l'avis qu'elle recevait la rendit doublement mécontente, d'abord parce qu'elle commençait à se fatiguer d'avoir Marie à sa charge, et qu'elle n'aurait pas été fâchée de la laisser partir pour l'Écosse, pourvu qu'il n'y eût rien à craindre pour elle ; ensuite parce qu'elle voyait par la lettre de Murray qu'on lui avait fait mystère du mariage de Norfolk.

Comme le contenu du message avait transpiré, on pressa vivement Leicester de s'expliquer avec la reine, qui, en sortant de table, dit à Norfolk de *prendre garde à l'oreiller sur lequel il poserait sa tête.* Ces paroles n'étaient pas rassurantes ; on fit à Leicester de nouvelles instances, il promit encore, et n'agit pas. Ce ne fut qu'au bout de quelques jours que, songeant d'abord à sa propre sûreté, il imagina la scène de mélodrame qui lui valut le pardon.

La cour s'étant rendue de Farnham à Tichfield, Leicester se mit au lit et fit dire à la reine qu'il était dangereusement malade. La reine se hâta de se rendre auprès de lui, et, quand elle fut auprès du lit, le malade, d'une voix faible et tremblante tout entrecoupée de sanglots, lui dit qu'avant de mourir il avait voulu lui demander pardon de son ingratitude et de sa déloyauté, et il s'avoua coupable

d'avoir voulu marier un de ses sujets avec sa rivale. Leicester, comme on peut le penser, obtint facilement grâce, et ne mourut pas. Norfolk reçut une sévère réprimande, et il lui fut défendu, sous peine d'être traité comme traître, de songer davantage à cette union. Le duc promit tout; et, s'apercevant que les courtisans, Leicester le premier, lui avaient tourné le dos, il partit pour son château de Kenningham, dans le Norfolk. La reine, qui conçut contre lui quelques soupçons d'infidélité, lui envoya l'ordre de revenir sur-le-champ.

Le régent, dans le même temps, voulant s'assurer de Maitland et déjouer ses intrigues en faveur de Marie, lui envoya l'invitation d'assister à un conseil qui se tenait à Stirling. L'ordre était donné de l'arrêter, et Maitland, si méfiant, si rusé, donna dans le piége. Murray fixa le jour pour le jugement; il voulait l'intimider et le forcer à devenir accusateur de Norfolk. Maitland refusa. Murray n'hésita pas à se charger du rôle que Maitland repoussait au péril de ses jours; il envoya à Élisabeth des lettres que le duc lui avait écrites, en protestant qu'il n'avait fait semblant d'adopter le projet que pour garantir sa propre vie, qui était menacée. Ces viles manœuvres firent dire au duc de Châtellerault : « Murray vise plus haut qu'on ne croit; il veut la couronne. Puisse le Ciel lui envoyer ce qu'ont trouvé tant d'autres qui l'ont précédé dans la route où il entre! »

Norfolk fut envoyé à la Tour; on bannit Lei-

cester, Arundel et Pembroke de la présence royale; l'évêque de Ross, lord Lumley et quelques autres furent arrêtés. Aussitôt commencèrent des procédures non moins rigoureuses que s'il s'était agi d'un attentat direct contre la personne d'Élisabeth; mais quelques moyens qu'on eût mis en usage pour obtenir des preuves ou des aveux, tout ce qu'on put obtenir, ce fut la conviction que le procédé des accusés pouvait avoir offensé la susceptibilité de la reine d'Angleterre, mais qu'il n'y avait pas ombre de déloyauté ni de trahison. Des craintes sérieuses, nées de la situation des comtés du nord, vinrent distraire l'attention d'Élisabeth et de ses ministres d'un fait qu'ils auraient dû laisser s'accomplir, puisque dans l'origine ils y avaient tacitement consenti, pour la porter tout entière sur l'insurrection qui venait d'éclater dans ces provinces lointaines.

La reine d'Écosse avait des amis dans le Northumberland et les contrées voisines. Le spectacle d'une jeune princesse victime de sa confiance dans les promesses d'Élisabeth, et captive de celle qui devait être sa protectrice, devait émouvoir profondément des hommes généreux. Tous ceux qui, même sans la connaître, soutenaient que ses droits à la couronne d'Angleterre étaient légitimes, détestaient la politique égoïste qui cherchait à décrier ces droits dans l'opinion par la plus odieuse calomnie; les catholiques enfin la regardaient comme une victime de son attachement à la religion de ses pères. Un grand

nombre de nobles anglais lui avaient offert leurs services ; elle avait refusé leur offre par le conseil de Norfolk ; mais la disgrâce de ce seigneur fit évanouir toutes ses espérances, et, lorsqu'elle vit qu'on lui donnait pour geôliers des hommes qui étaient ses ennemis déclarés, Hundington et Hereford, elle ne douta point qu'on n'en voulût à sa vie. Elle fit parvenir un message secret au comte de Westmoreland, beau-frère de Norfolk, et au comte de Northumberland, qui avait à se plaindre de la cour ; par leur moyen elle instruisit de sa situation tous les nobles dont elle avait d'abord refusé les services. Le comte de Sussex avait fait part aux deux premiers des alarmes qu'il avait conçues sur la situation morale des comtés du nord, et ils avaient réussi par leurs réponses à dissiper ses soupçons ; quelques imprudences, quelques démonstrations intempestives des amis de Marie les réveillèrent ; et lorsque Sussex eut écrit aux deux comtes de se rendre à York, ce qu'ils refusèrent, les soupçons se changèrent en certitude.

Les deux comtes, avertis par l'ordre de Sussex qu'on suspectait leur conduite, crurent ne pouvoir se soustraire au danger qui les menaçait du côté de la cour, qu'en prenant les armes contre elle ; ils se réunirent au château de Branspeth, avec quelques centaines de partisans ; le 16 novembre ils entrèrent en campagne. Le dessein des insurgés était de se rendre à Tutbury pour délivrer la reine d'Écosse,

et de forcer Élisabeth à la reconnaître en qualité d'héritière présomptive. Une proclamation invitait tous les catholiques à se réunir à eux pour obtenir réparation de tous leurs griefs, rétablir l'ancien culte, et préserver la noblesse du royaume d'une ruine totale. Les deux comtes attendaient beaucoup de cette proclamation, car, suivant Sadler, qu'on ne peut suspecter, il n'y avait pas dans ce pays dix gentlemen sincèrement attachés à la réforme. Toutefois cette proclamation fit très-peu d'effet; les catholiques, on ne sait pourquoi, allèrent se ranger sous les drapeaux de Sussex.

Quand les insurgés furent arrivés à Clifford, ils tinrent un conseil de guerre. L'ambassadeur d'Espagne leur avait fait dire qu'ils ne devaient pas espérer de secours de son maître; qu'ils pouvaient néanmoins s'adresser directement au duc d'Albe, en Flandre. Les insurgés renoncèrent alors à leur dessein de délivrer la reine d'Écosse, et se retirèrent du côté du château de Raby, au nombre d'environ sept mille hommes; de là ils allèrent prendre possession de Hartlepool, afin d'avoir de libres communications avec les Flamands; mais le duc d'Albe s'excusa sous divers prétextes d'envoyer les secours qu'on lui demandait; il paraît même qu'il empêcha Philippe II d'intervenir. Le 27 du même mois, la reine d'Écosse fut transférée de Tutbury à Coventry.

L'indifférence des catholiques pour la cause des insurgés et le refus du duc d'Albe déconcertèrent les

deux comtes, qui ne pouvaient compter que sur leurs propres ressources ; ces ressources mêmes allaient bientôt leur manquer, car la désertion éclaircissait chaque jour leurs rangs. Toutefois Sussex craignait de les attaquer, parce qu'il comptait peu sur ses troupes, composées presque en totalité de catholiques ; il attendit l'arrivée du comte de Warwick, qui amenait douze mille hommes ; à l'approche de l'armée royale, les insurgés perdirent toute confiance; ils se retirèrent à la hâte vers Hexham, où l'infanterie se dispersa. La cavalerie, forte de cinq cents hommes, gagna Liddisdale, d'où elle passa en Écosse. Élisabeth réclama les fugitifs, mais les Écossais de la frontière bravèrent les menaces d'Élisabeth et les ordres de Murray. Un traître, Hector de Grœme de Harlow (ce fut le seul), livra le comte de Northumberland à Murray, qui l'enferma dans la tour de Lochleven, et qui offrit, dit-on, à Élisabeth de le lui remettre en échange de sa sœur. Les remontrances des ambassadeurs étrangers, excités par l'évêque de Ross, empêchèrent ce honteux marché, où Élisabeth et Murray se seraient fourni réciproquement une victime à immoler. Westmoreland et tous les autres chefs des insurgés, sauvés d'abord par la courageuse résistance des clans de la frontière, passèrent sur le continent.

Les vengeances d'Élisabeth furent terribles; tous ceux qu'on put accuser d'avoir pris part à l'insurrection furent dépouillés, torturés, mis à mort :

quelques-uns obtinrent leur pardon après plusieurs mois de captivité, mais ce ne fut qu'en prêtant le serment de suprématie (1). Lorsqu'il n'y eut plus personne à punir, Élisabeth publia une proclamation dans laquelle on lui faisait dire « qu'elle n'entendait gêner personne dans ses opinions religieuses, tant que ces opinions n'entraîneraient pas à des actes contraires aux lois du royaume, qui obligent à *fréquenter le service divin dans les églises ordinaires.* »

Le mauvais succès des deux comtes n'avait pas découragé tous les amis de Marie. Un des plus zélés pour sa délivrance était Léonard Dacres, chef de la noble famille des Dacres de Gillsland. Il avait quitté la cour dès les premiers jours de l'insurrection, afin de lever des hommes pour le service d'Élisabeth, disait-il; en réalité pour se réunir aux insurgés. Lorqu'il vit leur cause désespérée, il tomba sur leur arrière-garde, fit beaucoup de prisonniers, et obtint ainsi dans le pays la réputation d'un royaliste dévoué; mais les ministres ne furent point dupes de sa conduite, et ils envoyèrent au comte de Sussex l'ordre de l'arrêter comme coupable de haute trahison (janvier 1570).

Léonard Dacres se tenait sur ses gardes; il sut se soustraire aux poursuites, et un mois après on le

(1) Serment par lequel on reconnaissait comme chef suprême de l'Église anglicane le roi ou la reine d'Angleterre.

vit à la tête d'un corps nombreux ; trois mille habitants des frontières s'étaient rangés sous sa bannière (1). Un engagement eut lieu sur les bords du Gelt, le 22 février, entre la troupe des Dacres et l'armée royale. Léonard n'y déploya pas moins d'habileté que de courage, mais il fut contraint de céder à des forces de beaucoup supérieures; il se sauva en Écosse, d'où il se rendit en Flandre.

Un mois auparavant, le régent d'Écosse venait de périr, et, suivant le vœu peu chrétien mais en quelque sorte excusable du duc de Châtellerault, la Providence lui avait envoyé ce que tant d'autres avaient trouvé dans la même carrière d'usurpation. Le régent avait confisqué les biens de plusieurs membres de la famille de Hamilton. L'un d'eux, Hamilton de Bothwelhaugh, fut dépouillé non-seulement de ses propres domaines, mais encore, par une criante injustice, de ceux qui formaient la dot de sa femme. Ces derniers furent donnés à un favori de Murray, et le nouveau propriétaire se présentant à l'improviste dans la maison de cette femme, l'en fit chasser ignominieusement sans lui laisser même le temps de prendre ses vêtements. Ce traitement fit tant d'impression sur cette malheureuse victime, qu'elle en perdit la raison et mourut peu de temps après. Son mari jura de la venger, non sur le favori,

(1) La bannière des Dacres était chargée des coquilles de pétoncies (des pèlerins de Saint-Jacques), *Scollops hels.*

mais sur Murray lui-même. Il prit si bien ses mesures, qu'un jour que le régent devait traverser la ville de Linlithyow, il s'introduisit dans une maison qui dans ce moment n'était pas habitée, et quand le régent passa, il lui tira un coup de carabine. Les gens de la suite du régent envahirent la maison d'où le coup était parti; mais, avant qu'ils en eussent forcé l'entrée, le meurtrier avait eu le temps de s'élancer sur un cheval de course qu'il tenait tout prêt, et de gagner les champs. On le poursuivit, mais on ne put l'atteindre; le régent mourut dans la nuit.

Les partisans de la reine eurent un moment d'espérance; Châtellerault et les comtes d'Argyle et de Huntley s'emparèrent du gouvernement au nom de la reine. Kirkaldy, qui, de même que Maitland, s'était jeté définitivement dans le parti de Marie, les reçut dans Édimbourg, dont il avait le commandement. Ce triomphe fut de peu de durée : Élisabeth, sous prétexte de punir les clans des frontières qui avaient donné asile aux rebelles de ses États, elle qui si souvent avait donné asile aux rebelles d'Écosse, fit partir deux armées, l'une sous les ordres de Sussex, l'autre commandée par lord Scroop. Morton, à qui le Ciel réservait le prix qu'il méritait si bien par ses crimes, se réunit avec tous les partisans de Murray aux dévastateurs étrangers, et une grande partie de l'Écosse fut parcourue par les confédérés, le fer et la flamme à la main.

L'évêque de Ross et l'ambassadeur de France obtinrent d'Élisabeth qu'elle rappelât ses troupes; elle parut même hésiter entre les deux partis qui s'offraient à elle, donner un successeur à Murray ou replacer Marie sur le trône; mais elle avait trop de torts envers Marie pour ne pas craindre que celle-ci, rendue à la liberté, ne cherchât à se venger, et que, protégée par la France et par l'Espagne, elle n'y réussît; et comme si elle avait eu le droit de commander en Écosse, elle fit notifier aux Écossais qu'elle entendait qu'un régent fût nommé pour remplacer Murray. Le choix tomba sur Lennox, aïeul du prince.

La reine d'Angleterre fut probablement déterminée par la publication d'une bulle du pape Pie V, dans les premiers jours du mois de mai. La bulle la déclarait coupable d'hérésie, la dépouillait de ses prétendus droits à la couronne, et déliait les Anglais du serment d'allégeance. Un exemplaire en fut affiché dans la nuit à la porte de la maison de l'évêque de Londres, par un gentilhomme nommé Felton, qui périt plus tard par le supplice; et quoique Élisabeth affectât de tourner la sentence du pape en ridicule, elle ne laissait pas d'en concevoir de vives inquiétudes, parce qu'elle croyait que son exécution se liait à un plan d'invasion étrangère. Dans ces circonstances, sa jalousie et sa haine contre l'innocente Marie ne pouvaient que s'accroître.

CHAPITRE X

Négociations avec Marie. — Troubles d'Écosse. — Supplice de Norfolk.

Cependant Marie par ses sollicitations pressantes, ses amis d'Angleterre par leurs instances, les rois de France et d'Espagne par leurs remontrances, obtinrent enfin d'Élisabeth (septembre 1570) la promesse de fixer les conditions auxquelles elle entendait mettre la délivrance de sa captive. Des négociations furent entamées à cet effet par les ministres anglais avec la reine d'Écosse. Il paraissait d'autant plus urgent aux partisans de cette dernière d'obtenir sa liberté à tout prix, qu'ils n'ignoraient pas qu'il existait dans les chambres un parti puissant qui indiquait le meurtre de la reine d'Écosse comme le seul moyen de rendre la paix à l'Angleterre. Élisabeth avait repoussé ce moyen non par

humanité, car elle désirait vivement la mort de Marie; mais par bienséance, afin qu'on ne dît pas qu'elle avait répandu le sang de sa plus proche parente; aussi offrit-elle au régent Lennox de lui remettre Marie, pourvu qu'il lui donnât l'assurance qu'elle ne la trouverait jamais sur sa route : invitation honnête à la faire périr. D'un autre côté, le comte de Shrewsbury avait reçu l'ordre de lui ôter la vie à la première tentative que feraient ses amis pour la délivrer.

Cécil et Maitland se rendirent à Chatsworth, où Marie était alors prisonnière, et pendant les quinze jours que durèrent les négociations, Marie ne déploya pas moins de talent que ces deux ministres. Toutefois le désir si naturel de sa liberté la força de souscrire à tout ce qu'ils exigèrent, excepté pour ce qui concernait ses principes religieux. Le consentement des Écossais était seul nécessaire : les lords du roi, Morton en tête, arrivèrent vers la mi-février (1571), et prétendirent devant Élisabeth que les peuples avaient le droit de déposer les souverains illégitimes ou immoraux : doctrine démagogique qu'elle écouta d'assez mauvaise grâce, et qui ne la disposa pas en leur faveur. La discussion qui eut lieu un mois après avec les lords du roi, ne roula que sur les sûretés que devait donner la reine d'Écosse en remontant sur le trône.

Élisabeth, qui avait paru s'intéresser à ce que cette affaire se terminât promptement, retrouva ses

hésitations ordinaires au moment où elle n'avait plus qu'à prononcer. Elle balança si longtemps, que personne ne savait plus où aboutiraient ses tergiversations. « Croyez-m'en, disait Leicester lui-même, il n'est personne en Angleterre qui puisse dire ce qui en sera. » Cécil, qui venait d'être élevé à la pairie, sous le titre de baron de Burleigh, tira d'embarras sa maîtresse. Les commissaires des lords du roi furent rappelés au nom du prince (plus tard Jacques VI), sous prétexte qu'ils n'avaient pas de pouvoirs suffisants. Ce rappel était l'ouvrage de Burleigh, qui, d'un autre côté, favorisait de tout son pouvoir la proposition de mariage faite à Élisabeth au nom du duc d'Anjou, frère de Charles IX.

Aussitôt après la séparation des commissaires, les ministres firent ouvrir la session du parlement. L'un des premiers bills qu'on y proposa, et qui, après avoir passé aux deux chambres, reçut la sanction royale, prononçait la peine de haute trahison contre quiconque réclamerait un droit à la couronne durant la vie de la reine, ou qui affirmerait que ce droit appartenait à toute autre personne qu'à la reine; qui appellerait la reine hérétique ou usurpatrice, ou qui nierait le droit du parlement de fixer l'ordre de succession et l'héritage de la couronne.

La mort de Murray était loin d'avoir ramené le calme en Écosse; les partis, plus animés que jamais l'un contre l'autre depuis qu'Élisabeth avait rappelé ses troupes, se faisaient une guerre à mort. Les

soldats de Lennox s'étaient emparés par surprise du château de Dumbarton, qu'on regardait comme imprenable. On trouva parmi les prisonniers l'archevêque de Saint-André, qui s'y était réfugié pour se soustraire aux poursuites des partisans du régent; le prélat périt sur un gibet. Ce crime en entraîna plusieurs autres; beaucoup d'actes de violence commis par représailles furent suivis de nouveaux massacres. Les enfants mêmes, dit-on, se battaient dans les rues avec des pierres, des bâtons et des couteaux, pour le roi Jacques ou pour la reine Marie. Afin de rendre la confusion plus complète, chaque parti convoqua un parlement, celui de la reine à Édimbourg, celui du roi à Stirling.

Kirkaldy forma le projet de terminer par un effort décisif cette lutte cruelle : il imagina de s'emparer de Stirling par un coup de main, et il est à présumer que, s'il avait dirigé l'expédition en personne, il aurait complétement réussi; il la confia à Fairny-Herst, à Scot de Buccleuch et à Claude Hamilton. Ces trois chefs partirent avec cinq cents cavaliers environ; un naturel de Stirling, nommé Bell, les introduisit dans la ville de très-grand matin. Aussitôt les détachements furent envoyés dans les maisons habitées par les lords du roi, qui, surpris par cette attaque imprévue, se rendirent sans résistance; le comte de Marr seul se défendit courageusement, ce qui donna aux autres le temps de se rallier. Le régent Lennox avait été fait prisonnier; Claude Ha-

milton ordonna qu'on le tuât : ce qui fut exécuté au cri que les assaillants avaient pris pour mot d'ordre : *Souviens-toi de l'archevêque!*

Hamilton et ses amis furent pourtant obligés de se retirer devant les forces supérieures qui s'étaient ralliées autour du comte de Marr. Celui-ci, pour prix du service qu'il venait de rendre, fut nommé régent du royaume. Les partisans de Marie, réduits à un petit nombre, s'établirent dans Édimbourg, où Kirkaldy continua de commander au nom de la reine, tandis que dans le nord une bande de montagnards, sous les ordres de sir Adam Gordon, essayait de défendre les intérêts qu'elle avait embrassés. La cause de Marie n'était pas non plus abandonnée en Angleterre, quoique les tentatives faites jusque-là pour elle n'eussent point réussi. Le parlement ne s'était pas contenté de proscrire ses prétentions à la couronne, il avait passé un bill qui soumettait les catholiques à de telles conditions et à des peines si sévères pour chaque infraction, qu'ils se trouvaient placés dans l'alternative de ne pouvoir séjourner en Angleterre sans blesser leur conscience, ou de s'en éloigner sans perdre leur fortune. D'autres dispositions atteignirent ceux qui avaient exercé des emplois sous le règne précédent, quoique non catholiques ; aussi le mécontentement gagna-t-il une grande partie de la nation. Fatigués de l'intolérance des lois nouvelles, les catholiques, les protestants suspects, les hommes privés de leurs places, ceux

qui étaient frappés de confiscation, les mécontents de toutes les classes prirent le parti désespéré de défendre leurs intérêts au péril de leur vie, plutôt que de se voir jeter dans les prisons et dépouillés de leurs biens au profit de la reine. Il leur fallait un chef: ils jetèrent les yeux sur le duc de Norfolk, que la vindicative Élisabeth retenait toujours à la Tour.

Malheureusement, un des serviteurs de la reine d'Écosse, nommé Bailly, fut arrêté à Douvres, comme porteur d'un paquet de lettres, dont quelques-unes, l'adresse exceptée, étaient écrites en chiffres. Lord Cobham, à qui elles avaient été remises, les confia pour quelques heures à l'évêque de Ross, qui fut assez adroit pour en substituer d'autres, dont le contenu était insignifiant. Bailly, appliqué à la question, fit des aveux qui mirent les ministres sur la voie de la conspiration; ce qui acheva de les éclairer, ce fut la trahison d'un certain Browd, qui apporta au conseil un sac d'argent qu'il avait reçu du secrétaire de Norfolk pour le remettre à Bannister. On trouva dans le sac des lettres qui indiquaient que cet argent était destiné à lord Herries, agent et conseil de la reine d'Écosse. On arrêta divers individus, jusqu'à l'évêque de Ross; la torture ou la crainte des tortures leur fit avouer tout ce que les ministres voulaient savoir (1).

Il résultait de l'information qu'il y avait eu divers

(1) L'évêque de Ross invoqua le privilége des ambassadeurs, et ne fut pas écouté. Il allégua que lorsque Randolph et Tanworth avaient

projets pour la délivrance de Marie; qu'en plusieurs occasions elle avait demandé et obtenu les conseils de Norfolk; que l'argent envoyé à Bannister avait été remis à Norfolk par l'ambassadeur de France; que, par l'entremise du nommé Rudolphi, il y avait eu des négociations établies entre le duc d'une part, le roi d'Espagne, le duc d'Albe et le pape de l'autre; que Marie, n'espérant plus rien d'Élisabeth, auprès de qui elle avait épuisé tous les moyens, avait donné des instructions à Rudolphi, pour qu'il agît auprès des puissances étrangères; et que le duc avait revu, approuvé et corrigé ces instructions; que Philippe II lui avait offert pour époux don Juan d'Autriche, mais qu'elle préférait le duc de Norfolk, si celui-ci s'engageait à rétablir la foi catholique; que, sur les deux projets présentés à Norfolk par Rudolphi, l'un tendait à arrêter Élisabeth quand elle se rendrait à la chambre haute, l'autre à réunir le plus possible de troupes et à opérer sa jonction avec le duc d'Albe, qui débarquerait à Harwick, suivi de dix mille vétérans.

La première victime dévouée par le ministère à ses vengeances fut, comme on le pense bien, le duc de Norfolk, à qui la reine ne pardonnait pas le dessein qu'il montrait toujours d'épouser la reine

été convaincus d'avoir soldé les révoltés d'Écosse, la reine Marie s'était contentée de les renvoyer hors du royaume. Cet argument était péremptoire; Burleigh trancha la difficulté en disant à l'évêque que s'il ne répondait pas, on l'appliquerait à la torture.

d'Écosse. Le 14 janvier 1572, le comte de Shrewsbury, nommé lord grand-sénéchal, convoqua vingt-six pairs désignés par les ministres, et les réunit le surlendemain à Wesminster-Hall pour statuer sur le sort du duc. On fit un crime capital à ce dernier de vouloir épouser la reine d'Écosse, c'est-à-dire de désirer une union dont il avait repoussé la première idée, et à laquelle on l'avait ensuite forcé de consentir. Les autres chefs d'accusation étaient d'avoir sollicité les étrangers d'envahir l'Angleterre, et d'avoir donné de l'argent pour être employé par les ennemis de la reine. Il n'est pas possible de peindre toute l'iniquité qu'on mit dans ce mode de procéder. L'accusé n'apprit qu'on lui faisait un procès que la veille du jour où il fut mis en jugement; depuis dix-huit mois il n'avait aucune communication avec ses amis, et on ne lui fit connaître les charges que par la lecture de l'acte d'accusation à la barre; on poussa la cruauté jusqu'à lui refuser un conseil. Malgré cela, Norfolk se défendit avec courage et avec talent, toujours renfermé dans un ton de modération qui contrastait singulièrement avec la virulence des avocats de la couronne. Au reste, sa condamnation était prononcée d'avance; il l'entendit avec calme et résignation.

Élisabeth signa, le samedi 11 février, l'ordre d'exécuter; le dimanche elle le revoqua. Le cruel Burleigh lui fit une peinture alarmante du danger que produirait la clémence; elle passa près de deux mois

dans une hésitation continuelle. Enfin le 9 avril l'ordre fut signé de nouveau, et de nouveau révoqué au milieu de la nuit. Burleigh revint à la charge. Le sacrifice de Norfolk devait précéder celui d'une plus noble victime; car, disait-on, il faut couper le mal à la racine : tant que la reine d'Écosse existera, il n'y aura pas de sûreté pour la reine d'Angleterre, sa couronne et sa vie seront exposées. A ces insinuations, Élisabeth répondait : « Puis-je mettre à mort l'oiseau (ce sont ses propres termes) qui, pour échapper aux serres du vautour, est venu à mes pieds demander protection ? » Burleigh avait à sa disposition le parlement le plus servile qui fut jamais ; il l'employait toujours comme dernière ressource, quand il voulait mettre fin aux irrésolutions de sa maîtresse.

Les communes commencèrent par déclarer que l'existence de Norfolk était incompatible avec la sûreté de la reine, et il fut arrêté qu'une adresse vigoureuse serait présentée à la couronne (28 mai); elle ne fut pas nécessaire, Burleigh avait une troisième fois obtenu la signature d'Élisabeth (31 mai), et, comme elle ne fut pas rétractée, le malheureux duc fut conduit à l'échafaud (2 juin), après une agonie cruelle de cinq mois.

Les deux chambres, rivalisant entre elles d'injustice et de barbarie, résolurent alors d'agir contre la reine d'Écosse par un bill d'*attainder*, procédure infernale, inventée par le plus sauvage despotisme,

pour déclarer un homme atteint et convaincu de crime sans l'entendre, sans information préalable et sur de simples indices. La reine leur fit défendre de s'occuper de ce bill, les communes n'obéirent pas. Elle renouvela sa défense; Burleigh prit alors une autre marche, il fit présenter un autre bill qui déclarait Marie incapable de succéder. La reine défendit de nouveau aux deux chambres de s'occuper en aucune manière de ce qui concernait l'héritage de la couronne; et comme, en dépit de cette défense, le bill avait passé aux deux chambres, elle prorogea le parlement. Elle consentit néanmoins à ce qu'on nommât des commissaires pour se plaindre à Marie de la part qu'elle avait prise dans la conspiration; et Marie répondit qu'en donnant son aveu à l'hymen qu'on lui avait proposé, elle n'avait eu aucune intention hostile contre la reine; que sa correspondance avec Rudolphi n'avait eu pour objet que des arrangements pécuniaires, et que tout ce qu'elle avait demandé aux puissances étrangères, c'était de secourir ses sujets fidèles d'Écosse.

Le comte de Northumberland était encore renfermé dans la tour de Lochleven. Quand Morton avait été exilé, il avait reçu du comte plusieurs services; la comtesse, se fiant à la reconnaissance que ses anciens services pouvaient avoir produite, offrit deux mille livres pour la rançon de son mari; cette somme fut déposée à Anvers. Mais, dans le même temps, Morton traitait avec la reine d'Angle-

terre, qui lui fit compter une somme égale ou même plus forte; de sorte que l'infortuné comte, en sortant de Lochleven, fut conduit à Berwick et de là à York, où il fut décapité sans délai ni jugement.

Toutes ces sanglantes catastrophes faisaient pressentir à Marie le sort qui l'attendait elle-même. Elle passait les jours et les nuits dans les angoisses de la terreur, car à chaque instant elle croyait sentir le fer de l'assassin cherchant le chemin de son cœur, et ses craintes n'étaient pas dénuées de fondement. Quand le mois d'août (1572) fut arrivé, et que la funeste nouvelle de la nuit du 24 fut parvenue à Londres, Burleigh et ses adhérents redoublèrent d'efforts auprès de la reine pour lui persuader que le massacre des protestants français n'était que le prélude du massacre des protestants d'Angleterre. Pour prévenir ce terrible événement, il n'y avait qu'un moyen : faire périr la reine d'Écosse et ses complices. Élisabeth n'était pas bien convaincue de la nécessité ni même de l'efficacité de ce moyen; mais surtout elle ne voulait pas (encore) souiller ses mains du sang de sa parente; elle imagina d'envoyer Killegrew en Écosse, avec la mission apparente d'amener un accommodement entre les deux partis, mais avec la mission réelle et secrète d'offrir au régent de lui livrer la reine d'Écosse, à condition qu'on *lui ferait le traitement qu'elle méritait*, et qu'on la mettrait dans l'impuissance de rentrer jamais en Angleterre.

Le comte de Marr repoussa noblement les insinuations de Killegrew; il désirait sincèrement rétablir la paix en Écosse, guérir les plaies de la guerre civile, opérer la fusion des deux partis, et il ne voulait pas servir la jalousie ou les craintes de la reine d'Angleterre. Tuteur du jeune Jacques, il cherchait à rallier autour de son trône tous les Écossais, persuadé que, si jamais Marie recouvrait la liberté, il serait aisé de concilier les intérêts de la mère et du fils. Il était occupé, au moment de l'arrivée de l'envoyé anglais, de ménager un traité pour la reddition du château d'Édimbourg; malheureusement, étant allé à Dalkeith voir le comte de Morton, il se trouva subitement indisposé, ce qui l'obligea de revenir à Stirling. Il mourut au bout de quelques jours. Morton fut violemment soupçonné de l'avoir empoisonné; du moins, grâce au crédit le l'Angleterre, il recueillit sa dépouille.

Le nouveau régent suivit une politique toute différente de celle du comte de Marr; il exigea que le château d'Édimbourg lui fût remis sans condition (23 février 1573). Kirkaldy, Hume et Maitland refusèrent de se livrer à la discrétion de leur ennemi déclaré; sur leur refus, le maréchal de Berwick, Drury, entra dans le port de Leith avec une armée anglaise et un train considérable d'artillerie. Après trente-quatre jours de siége, les assiégés se rendirent à Drury et à la reine d'Angleterre; la noble Élisabeth les livra au régent, et le régent envoya Kirkaldy au supplice.

Quant à Maitland, il fut empoisonné, s'il faut en croire Marie dans une de ses lettres, ou il s'empoisonna lui-même pour se soustraire au sort qui l'attendait. Kirkaldy passait pour le plus brave soldat et le meilleur capitaine de l'Écosse, Maitland pour le meilleur homme d'État; l'un et l'autre avaient souvent changé de parti, et ils n'avaient au fond que ce qu'ils méritaient; mais ce n'était pas de Morton, plus coupable qu'eux, qu'ils devaient le recevoir.

Plusieurs années se passèrent sans qu'il s'opérât aucun changement favorable dans la situation de la reine d'Écosse; chaque jour, au contraire, l'aggravait davantage. Depuis la chute d'Édimbourg, le régent, toujours soutenu par les soldats et l'argent d'Élisabeth, avait réduit les principaux seigneurs du parti de la reine à reconnaître son titre et à se soumettre à l'autorité du roi; le duc de Châtellerault et le comte Huntley avaient posé les armes, et Morton régnait en souverain sur l'Écosse, tandis que la reine, captive, éprouvait toutes les horreurs du plus cruel abandon. On avait diminué le nombre de ses domestiques et réduit la dépense de sa table; aucun étranger n'était admis devant elle sans la permission expresse d'Élisabeth; sa correspondance était visitée et souvent retenue par les agents du ministère; on la laissait dans une ignorance complète des événements extérieurs, ce qui la tenait dans une anxiété perpétuelle; on ne lui permettait de prendre aucun exercice, on lui refusait jusqu'à la liberté de res-

pirer le grand air ; aussi sa santé dépérissait, et toutes les demandes qu'elle adressait à Élisabeth pour que les rigueurs de sa détention fussent adoucies, étaient éludées ou restaient sans réponse.

Élisabeth, de son côté, n'était pas tranquille ; on lui avait tant dit que la liberté de la reine d'Écosse était incompatible avec sa propre sûreté, qu'elle vivait dans des frayeurs continuelles, craignant tout le monde, se méfiant de ses plus zélés serviteurs ; Burleigh lui-même, le comte de Shrewsbury n'étaient guère plus exempts que les autres de soupçons. Elle redoutait surtout le pouvoir des charmes de Marie et l'impression qu'ils pouvaient faire sur Shrewsbury, de telle sorte qu'elle avait cru devoir placer autour de lui des adjoints officieux qui, sous prétexte de le soulager dans ses pénibles fonctions, ne faisaient au fond qu'espionner sa conduite pour en rendre compte à la reine. Ce ne fut pas sans éprouver une terreur profonde qu'elle apprit du prince d'Orange (février 1577) que le frère de Philippe II, le fameux don Juan d'Autriche, n'était pas seulement venu dans les Pays-Bas pour soumettre ces provinces, mais qu'il y était venu pour faire la conquête de l'Angleterre, qu'il devait épouser la reine d'Écosse, et qu'au nom de celle-ci, et par le secours de ses amis, il lui contesterait à elle-même la couronne d'Angleterre. Cette nouvelle n'était pas trop invraisemblable ; on savait que Grégoire XIII, successeur de Pie V, avait sollicité le roi d'Espagne de

s'unir à lui pour délivrer Marie Stuart et rétablir la religion catholique dans toute la Grande-Bretagne; Philippe n'avait pas voulu, il est vrai, agir ouvertement, mais il ne s'opposait pas à l'entreprise de son frère. Le souverain pontife devait fournir, disait-on, six mille hommes de troupes réglées; d'autres précautions seraient prises pour assurer le succès de l'expédition; mais il paraît que ce projet n'exista jamais que sur le papier, et que rien ne fut tenté pour arriver à son exécution.

Cependant Morton, par son avidité toujours croissante, excitait de violents murmures parmi les Écossais, et sa soumission à toutes les volontés d'Élisabeth le rendait extrêmement odieux. Il avait altéré la monnaie, multiplié les confiscations, usurpé pour lui-même les revenus des bénéfices ecclésiastiques; il se montrait d'ailleurs si lâche et si bas envers l'Angleterre, que, parce que sur la frontière il y avait eu quelque engagement entre les habitants des deux pays, il s'humilia jusqu'à faire des excuses publiques à l'envoyé d'Élisabeth. Une grande partie de la noblesse s'étant réunie en convention, il fut décidé que Jacques, âgé alors de treize ans, serait placé à la tête du gouvernement, et Morton obligé de résigner son autorité (décembre 1577). Mais trois mois à peine s'étaient écoulés, que, s'étant introduit au château de Stirling, il s'empara de la personne du roi et se plaça à la tête du conseil, ce qui lui fit reprendre comme ministre l'autorité qu'il n'avait plus comme

régent. Athol, qui avait été le principal auteur de cette espèce de révolution, invité par Morton à sa table en signe de réconciliation, mourut empoisonné cinq ou six jours après.

Morton crut pouvoir alors se livrer tout entier au désir de vengeance qui l'animait : il persécuta les chefs de la famille Hamilton, qu'il contraignit à s'expatrier, et s'empara de leurs biens (1579). Mais si la justice divine paraît quelquefois lente à frapper, ses coups n'en sont pas moins terribles. Jacques s'était passionné pour deux jeunes gens, dont l'un, arrivé depuis peu de France, était neveu du comte de Lennox; le roi le créa comte, puis duc, et le combla d'honneurs; et Lennox insinua au roi que le projet de Morton était de le livrer à l'Angleterre. L'autre favori était le capitaine Jacques Stewart, second fils de lord Ochiltrée; il haïssait Morton, de qui sa famille avait à se plaindre, et il excita le roi à se délivrer d'une odieuse tutelle; en même temps il se procurait des preuves de la complicité de Morton dans l'assassinat de Darnley, et lorsqu'il les eut acquises, il porta contre lui une accusation formelle (31 décembre 1581). Dès qu'Élisabeth eut connaissance de cet événement, elle envoya en Écosse son agent Randolph; celui-ci fit les plus grands efforts pour sauver le coupable; mais il eut la maladresse d'accuser Lennox de s'être ligué avec les princes étrangers pour envahir l'Angleterre, et par là il ne fit qu'irriter contre son protégé des hommes déjà disposés à le traiter

avec la même rigueur qu'il avait si souvent déployée contre les autres.

Pour seconder les manœuvres de son digne représentant Randolph, qui, dans les deux missions précédentes, n'avait été que chassé de l'Écosse, et qui, dans la troisième, dut s'enfuir précipitamment pour n'être point pendu, Élisabeth envoya sur la frontière un corps de troupes avec ordre de se porter où il faudrait, afin de secourir *son parti* en Écosse. Mais comme son agent ne put réussir à soulever les Écossais, Élisabeth, par pudeur, envoya contre-ordre à ses troupes, qui rentrèrent en Angleterre. Il fut prouvé par l'information que Morton avait fait partie du comité de Whittingham ; que son cousin et ami intime, Archibald Douglas, et Binning, son domestique, avaient été du nombre des assassins ; que la reine Marie, quand elle se rendit aux rebelles à Carberry-Hill, lui dit en face qu'il était un des meurtriers. On produisit aussi le *manrent*, ou écrit par lequel Bothwell était garanti de la peine du meurtre, et une déclaration de Bothwell à son lit de mort (1576) (1). Morton fut déclaré coupable à

(1) Dans cette déclaration, Bothwell affirmait que la reine était innocente, et il nommait tous ses complices. On croit que le roi de Danemark avait envoyé une copie de cette déclaration à Élisabeth, qui jugea à propos de la supprimer. Il paraît, d'après Camden, que Bothwell avait toujours affirmé, sous serment, que la reine avait ignoré le complot : *reginam minime consciam fuisse sæpe contestatus est.*

l'unanimité et condamné au supplice des traîtres, le roi commua la peine en celle de la décapitation.

Morton avoua qu'il avait été sollicité par Bothwell et par Douglas de prendre part au complot, et qu'il l'avait refusé, parce que, bien que Bothwell alléguât le consentement de la reine, il n'en avait eu aucune preuve écrite. Cambden prétend que sa confession réelle fut qu'il avait demandé, pour entrer dans le complot, un ordre écrit de la reine, et que Bothwell avait répondu qu'on ne pouvait avoir un pareil ordre, puisque le fait devait avoir lieu sans qu'elle en eût connaissance. Walter Scott, qui a écrit l'histoire d'Écosse en romancier, prétend qu'il mourut avec courage et avec une résignation vraiment chrétienne. Ce qui est vrai, c'est que, lorsqu'il fut sur l'échafaud, il se jeta la face contre terre, témoignant par des gémissements, des sanglots et de violentes contorsions de ses membres, toute l'agitation, toutes les angoisses de son âme ; ce qui fit dire aux ministres (protestants) qui l'accompagnaient que ces convulsions violentes étaient des *signes évidents du travail intérieur et puissant de l'Esprit de Dieu.* Pour nous, nous ne voyons là que les convulsions du désespoir ; il n'arrive que trop souvent qu'un homme épouvanté de ses crimes et n'osant plus compter sur la miséricorde céleste, s'abandonne à une rage de réprouvé quand il arrive au terme de la vie.

Après la condamnation de Morton et l'intronisa-

tion de Jacques, il semblait qu'Élisabeth ne pût plus retenir prisonnière la reine d'Écosse. Elle n'ignorait pas qu'on intriguait auprès du jeune roi pour qu'il réclamât la liberté de sa mère, que le roi d'Espagne et le pape avaient fourni des secours en argent, et qu'on s'était arrêté au projet d'associer Marie et son fis au trône d'Écosse. Il était donc urgent de prendre un parti pour empêcher cet événement, qui, en rapprochant le fils de la mère, lui aurait donné deux ennemis au lieu d'un. L'infernale politique de Burleigh vint au secours d'Élisabeth. Une révolution nouvelle fut organisée en Écosse. Le comte de Gowrie invita le roi (août 1582) à le visiter dans son château de Ruthwen. Le roi s'y rendit sans défiance; il y fut retenu prisonnier. James Stewart, créé depuis peu comte d'Arran, fut jeté en prison, Lennox se sauva en France, où il mourut de chagrin, et, suivant quelques-uns, de poison, ce qui n'est pas avéré. Les lords de la faction anglaise gouvernèrent alors sans obstacle.

Quand la reine d'Écosse eut connaissance de ce fâcheux événement, elle écrivit de son lit, où elle était retenue par la maladie, une lettre touchante à Élisabeth; mais Élisabeth n'avait d'entrailles que pour elle-même. La situation de Marie ne s'améliora pas, et, quoiqu'elle fût réellement malade, aucun soulagement ne lui fut procuré. Cependant le roi de France, qui avait intérêt à ce que la faction anglaise ne gouvernât pas l'Écosse, afin qu'Élisabeth, obligée

de diviser son attention, s'occupât un peu moins de secourir les calvinistes de France, envoya La Motte Fénelon en Écosse, avec mission d'aider le jeune roi à recouvrer la liberté et à exécuter le plus tôt possible le projet d'association. Élisabeth, de son côté, envoya (janvier 1583) Bowes et Davidson pour contrarier les mesures de l'ambassadeur français; mais Jacques, avec une vigueur au-dessus de son âge, prétextant le désir de voir Saint-André, se rendit dans cette ville, entra dans le château, en fit fermer les portes, empêchant ainsi les gardes de Ruthwen d'y entrer, fit un appel à sa noblesse, et se montra si décidé à conserver le pouvoir et la liberté qu'il venait de reconquérir, que Gowrie et ses amis n'osèrent faire aucune tentative pour l'en dépouiller.

La nouvelle de cette révolution fit revivre les espérances de Marie, mais son malheur fut toujours d'avoir pour protecteurs des gens qui ne consultaient avant tout que leur propre avantage. Le duc de Guise, l'archevêque de Glascow et plusieurs autres hauts personnages s'étaient réunis à Paris, et avaient arrêté un plan qui ne pouvait manquer de réussir : Guise devait débarquer sur la côte méridionale; Jacques, avec toutes ses forces, devait franchir la frontière du nord. Tous les Anglais attachés aux Stuarts devaient être appelés aux armes. Jacques, à qui ce plan fut communiqué, l'approuva sans hésiter; mais Marie, à qui l'ambassadeur français en parla, craignit qu'à la première tentative

qu'on ferait pour la délivrer, ses gardiens ne lui donnassent la mort ; elle aimait mieux tenter d'obtenir sa liberté par des concessions et des négociations. Elle écrivit à Élisabeth qu'elle voulait transmettre tous ses droits à son fils ; elle renouvelait les offres précédemment faites, et proposait un traité d'alliance perpétuelle. Élisabeth, fortement ébranlée, parut acquiescer ; ses ministres ne firent pas d'objections ; l'obstacle vint du côté où on l'attendait le moins. Henri III avait ordonné à son ambassadeur, Castelnau, de suivre ostensiblement les instructions de la reine d'Écosse, mais de s'opposer au fond à tout traité qui, affranchissant Élisabeth de toutes ses craintes du côté de l'Écosse, lui laisserait la faculté de soutenir les protestants de France.

On ne peut pas trop blâmer cette politique de Henri III, pressé d'un côté par la Ligue, qui, sous prétexte de religion, s'était dévouée aux intérêts de Philippe, et de l'autre par les calvinistes, qu'appuyaient leurs amis d'Angleterre. Il est malheureux que les effets en soient retombés sur Marie, qui, pour la dixième fois, vit s'éloigner d'elle l'espérance de franchir les barreaux de sa prison. De son côté, la reine d'Angleterre, bien que déterminée à retenir encore sa prisonnière, éprouvait des inquiétudes d'autant plus vives, qu'elle se sentait menacée sans voir ce qui la menaçait. Elle avait eu connaissance par ses espions des projets du duc de Guise en faveur de sa parente, de ses liaisons avec Jacques,

des espérances qu'il fondait sur un grand nombre de ses sujets anglais. Pour prévenir le mal qu'elle craignait, elle augmenta le nombre de ses espions, répandit l'or à pleines mains, entretint partout des agents provocateurs de troubles et de révoltes, tendit des piéges aux catholiques de son royaume, augmenta la rigueur des dispositions pénales, et permit qu'une partie de ses sujets persécutât l'autre en son nom. Ce fut alors (1584) que les échafauds se teignirent de sang, et qu'on vit des hommes de toutes les classes périr du supplice des traîtres. Dans le même temps, son ministre Walsingham intriguait en Écosse et soldait les prédicateurs pour exciter l'esprit d'insurrection, les nobles pour armer leurs vassaux, le peuple pour se joindre aux insurgés.

Le roi sentit qu'on en voulait encore à sa couronne. Une ordonnance du 2 mars enjoignit à toutes les personnes coupables de l'attentat de Ruthwen de quitter sans délai le royaume. Gowrie promit d'obéir, mais il alla se réunir aux comtes d'Angus et de Marr, ses complices, et entra avec eux en campagne vers la mi-avril. Cinq jours après (18 avril), la troupe des insurgés était battue, poursuivie, dispersée; et Gowrie, fait prisonnier, fut livré à la justice. Élisabeth allait donner l'ordre d'envoyer des troupes au secours des rebelles; l'ambassadeur français fit de fortes remontrances; l'ordre resta suspendu, et bientôt après il fut rétracté, quand on

eut appris que Gowrie venait de subir le supplice des traîtres. Angus et Marr se sauvèrent en Angleterre ; Walsingham sollicita leur grâce au nom d'Élisabeth ; mais le parlement écossais les condamna comme rebelles et confisqua leurs propriétés. Cet acte de vigueur fut mortel pour la faction anglaise d'Écosse.

Cependant Élisabeth désirait un accommodement, et son agent Walsingham, qui avait vu tous ses plans déjoués, lui conseillait d'accepter les propositions de Marie. Jacques envoya alors à Londres son favori Gray, seigneur de Marr ; le secrétaire français de Marie, Nau, s'y rendit aussi. L'ambassadeur français était autorisé à offrir sa médiation ; malheureusement un jésuite écossais nommé Creighton, se rendant en Écosse, fut pris par un croiseur danois, qui le conduisit en Angleterre. Là, contre tout droit des gens, quoiqu'il fût étranger, naturel d'un pays avec lequel on était en paix, qu'il vînt d'un pays également ami, qu'il ne fût ni accusé ni coupable d'aucun fait hostile à l'Angleterre, on l'appliqua à la question, lui et un prêtre, aussi Écossais, qui l'accompagnait. Les douleurs ou la crainte des tortures lui firent dévoiler toutes les circonstances de l'invasion projetée deux ans auparavant, et dont la seule perspective avait causé à Élisabeth tant d'insomnies.

Il n'est pas besoin de dire que Burleigh et ses amis prirent cette occasion pour remplir encore une fois

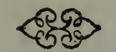
de terreur leur capricieuse et faible maîtresse. Ils formèrent même un projet d'association dont tous les membres devaient s'engager à poursuivre jusqu'à la mort toute personne qui attenterait à la vie de la reine, et même toute autre personne en faveur de qui l'attentat aurait lieu. Cette seconde clause regardait évidemment la reine d'Écosse, dont elle mettait la vie à la merci du premier meurtrier qui voudrait la lui ravir, car il n'y avait qu'à supposer un complot pour justifier l'assassin. Quand on donna connaissance à Marie de ce projet d'association, elle crut y lire son arrêt de mort, car elle ne doutait pas de l'inimitié d'Élisabeth, et elle comptait fort peu sur son fils, qui, parvenu à cet âge où les passions généreuses se développent (il avait seize ans), ne montrait de véritable attachement qu'à ses plaisirs ou à ses intérêts, et qui joignait à ce froid égoïsme l'art de dissimuler profondément. Dans ses négociations avec Guise, avec le roi d'Espagne et le pape, il affectait de laisser voir un grand penchant pour le culte catholique et une excessive tendresse pour sa mère, qu'il voulait délivrer au péril de sa vie; mais c'était toujours l'argent qui lui manquait pour lever des troupes, pour les équiper, pour solder des agents. Il obtint ainsi des secours d'argent considérables; mais, comme on s'aperçut que tout son dévouement n'était qu'en paroles, les libéralités cessèrent. Jacques se tourna alors du côté d'Élisabeth; son ambassadeur, Gray, eut ordre de ne pas

se joindre au secrétaire de Marie, mais de négocier séparément.

Ce Gray était catholique, au moins en apparence ; il avait toujours fait profession d'un grand attachement à la cause de Marie. Aussi fut-il d'abord assez froidement reçu par Élisabeth et surtout par ses ministres ; mais, en assistant au service anglican, en agissant en opposition avec Nau, en dévoilant à Élisabeth tout ce qu'il savait des projets formés pour la délivrance de Marie, il gagna si bien la confiance de la reine d'Angleterre, qu'il en obtint une somme d'argent pour son maître, avec promesse d'une somme plus forte, suivant les services que Jacques lui rendrait, c'est-à-dire si Jacques l'aidait à se délivrer de sa prisonnière, ou si du moins il consentait à ce qu'elle s'en délivrât.

Le parlement britannique se réunit en automne. L'un des premiers objets dont il s'occupa fut la confirmation, par un statut, de l'association pour la sûreté de la reine. Il fut proposé que, dans le cas d'une invasion ou d'une tentative quelconque, l'individu par qui ou pour qui cette tentative serait faite perdrait tous ses droits à la succession, et serait poursuivi à mort par tous les sujets d'Élisabeth. Celle-ci sentit l'iniquité révoltante de cette mesure, et, par un message, elle proposa divers amendements. Le bill qui passa définitivement voulait qu'avant de *poursuivre à mort* un individu, cet individu eût été déclaré complice par une commis-

sion de vingt-quatre membres; par ce même bill, Marie et ses descendants furent déclarés incapables de succéder dans le cas où la reine périrait de mort violente; les articles de l'association, déjà signés, devaient être interprétés et expliqués d'après les termes du statut ou bill.



CHAPITRE XI

Association. — Troubles. — Conspiration de Babington. — Marie y est impliquée. — Son jugement, sa condamnation et sa mort.

La malheureuse reine d'Écosse avait passé tout l'hiver (1584 à 1585) dans les transes les plus cruelles; c'était son agonie qui déjà commençait. La confirmation de l'association par le parlement, sa translation du château de Sheffield, où elle était confiée à la garde du comte de Shrewsbury, au vieux manoir de Tutbury, tombant en ruine, où elle n'avait pour geôlier qu'une créature de Leicester, sir Amyas Pawlet; les soupçons qu'on avait répandus qu'elle connaissait les projets de plusieurs conspirateurs qui venaient d'être jugés; le silence ou les réponses évasives d'Élisabeth, tout se réunissait pour remplir son âme de tristesse, de douleur et d'alarmes. A ces su-

jets trop fondés de craintre pour l'avenir, se joignait la conviction qu'elle venait d'acquérir que son fils n'avait pour elle aucune affection. Après qu'elle eut découvert la trahison de Gray, elle avait écrit à Jacques pour se plaindre de la conduite de ce favori, et Jacques lui avait répondu d'une façon très-peu respectueuse, finissant par lui dire qu'elle n'était que reine mère, qu'elle n'avait pas le droit d'intervenir dans les affaires du royaume, et qu'elle n'avait qu'un titre sans auorité. Cette lettre fit ouvrir les yeux à Marie sur tout le malheur de sa position. Abandonnée de son propre fils, sur qui désormais pouvait-elle compter? Elle forma d'abord le projet de le déshériter et de céder ses propres droits à quelque prince capable de les défendre, mais elle fit au Ciel le sacrifice de ses ressentiments, et le Ciel, qui voulait encore l'éprouver, lui envoya bientôt de nouvelles douleurs.

Un jeune homme catholique réfractaire, et qu'on présumait être prêtre, fut envoyé à Tutbury et enfermé dans une salle contiguë à la chambre de la reine. Plusieurs fois elle le vit traîner à la chapelle pour assister au service anglican. Au bout de trois semaines, elle aperçut ce malheureux jeune homme pendu vis-à-vis de sa croisée. Cet événement sinistre ne fit que la confirmer dans l'idée qu'on en voulait à sa propre vie : « En ceste sinistre opinion ne m'ha pas peu confirmée l'accident de ce presbystre qui, après avoir été tant tourmenté, fut trouvé pendu sur

la muraille viz-à-viz devant mes fenestres. » Ce fut sous l'influence de cette lugubre idée qu'elle écrivit à Élisabeth, pour lui demander par pitié la liberté et la vie.

« Je vous supplie, Madame, lui disait-elle après un préambule où elle se montre convaincue que le but de l'association est de la faire égorger, je vous supplie, à mains jointes, de me délivrer de cette longue et misérable captivité ! Indiquez les conditions ; quelles qu'elles soient, je les accepte, pourvu que ma conscience soit sauvée. Si mes offres passées ne suffisent pas pour votre sûreté, prenez tous mes droits à la succession, je me soumets à tout... Je n'ai aucun doute de votre bonne foi et de votre sincérité ; mais, lorsqu'ils m'auront assassinée sans que vous le sachiez, qui pourra réparer le mal ?.... Si ma religion est cause de la haine de mes ennemis, je suis prête, grâce à Dieu, à courber mon cou sous la hache et à verser mon sang à la face des nations chrétiennes, je regarderai comme un bonheur d'être la première victime. Et ce n'est pas une vaine jactance ; vous savez bien à quels dangers je suis toujours exposée. »

Élisabeth, qui ne craignait plus l'intervention de Jacques, bassement devenu son pensionnaire, ne répondit pas à la lettre de Marie, et la laissa confiée à Pawlet, dont elle connaissait le fanatisme et l'emportement religieux. Très-peu de temps après, elle conclut avec Jacques un traité (5 juillet 1586) par

lequel ils s'engageaient réciproquement à défendre la religion réformée contre les efforts des princes catholiques, et à se secourir l'un l'autre en cas d'invasion étrangère. Dans ce traité, il ne fut fait aucune mention de la reine d'Écosse, dont les malheurs touchaient enfin à leur terme. On eût dit que ses serviteurs et ses propres amis, par leur imprudence, conspiraient avec ses ardents adversaires pour la traîner à l'échafaud. Non-seulement l'union ne régnait point parmi ceux qui étaient réellement dévoués à sa cause, mais encore un grand nombre de traîtres s'étaient glissés au milieu de ces loyaux défenseurs.

Morgan et Paget administraient en France les biens qui composaient le douaire de la reine d'Écosse. Le premier avait été impliqué dans une conspiration contre Élisabeth. Il n'y avait pas eu contre lui de preuves; mais Élisabeth était si fort prévenue, qu'elle s'était oubliée jusqu'à dire qu'elle donnerait dix mille livres à celui qui lui apporterait sa tête. Quand elle envoya l'ordre de la Jarretière au roi de France, elle demanda l'extradition de Morgan. Le faible Henri III n'osa pas refuser; mais, jugeant que, s'il obtempérait à la prière d'Élisabeth, sa condescendance ne lui ferait pas honneur, il prit un terme moyen, il fit enfermer Morgan à la Bastille et envoya ses papiers à Londres. Morgan, dans sa prison, ne s'occupa que de projets de vengeance, et, par le moyen de Paget, il correspondit avec

Marie, et chercha des agents et des complices par toute l'Angleterre.

Le ministre Walsingham eut quelque soupçon de ses menées, il corrompit la fidélité de ses propres agents, et encouragea Morgan dans ses projets en lui ménageant à son insu divers moyens de succès. Ce procédé cachait un but perfide : Morgan correspondait avec les deux secrétaires de Marie, Nau et Curle; le rusé Walsingham pensa que l'infortunée princesse pourrait se compromettre par quelque imprudence, de manière à ce qu'on pût lui appliquer les dispositions du statut d'association. Il ne réussit que trop bien. Morgan employait pour porter les dépêches un nommé Pooley, qui était au service d'une fille de Walsingham; ils avaient pour agents principaux en Angleterre deux hommes qui avaient étudié dans les séminaires du pays, Gifford et Greatley, vendus l'un et l'autre au ministre! Morgan les avait recommandés à la reine dans les termes les plus pressants, et Marie leur avait donné sa confiance. Nous n'avons pas besoin de dire que, par le moyen de ces trois hommes, Walsingham était instruit très-exactement de tout ce qui se passait.

Il y avait un quatrième agent qui se faisait appeler Fortescur, et portait un uniforme d'officier. On fit suivre ses démarches par le nommé Maude, qui parvint à s'insinuer si avant dans sa confiance, qu'il apprit que cet étranger était un prêtre catholique, nommé Jean Ballard, dont la mission consistait à

sonder la disposition des esprits et à chercher des secours et des amis pour les exilés. L'ambassadeur espagnol Mendoza, qui se trouvait à Paris, n'ayant donné que des promesses vagues de coopération de la part de son maître, Ballard fut renvoyé par Morgan et Paget en Angleterre, pour y voir Savage et Babington. Le premier était un officier qui avait fait les guerres de Flandre, et qui s'était engagé à tuer Élisabeth; le second était un jeune homme riche et de bonne famille, du comté de Derby, qui avait toujours professé pour la reine d'Écosse un enthousiasme chevaleresque.

Quand Babington apprit de Ballard l'engagement de Savage, il dit que la mort d'Élisabeth était une chose trop importante pour en confier l'exécution à un seul individu. Il proposa de choisir six gentilshommes qui tenteraient l'entreprise, tandis que d'autres délivraient la reine d'Écosse; et il se chargea d'en faire la proposition à plusieurs amis fidèles qui saisiraient avec joie l'occasion de servir la reine captive et de délivrer leurs frères de la persécution. Tous ces détails étaient exactement transmis à Walsingham par Maude et Pooley; et Walsingham laissait les conjurés s'engager de plus en plus, afin qu'ils ne pussent lui échapper. Mais ce n'était point assez pour lui de pouvoir offrir à sa souveraine des victimes communes, il en voulait une plus noble et d'un rang plus illustre. Gifford se rendit, par ordre de Walsingham, aux environs de Chertsey; il gagna à

force d'argent un homme qui portait de la bière au château dans lequel se trouvait Marie, et il ouvrit une correspondance avec les deux secrétaires Nau et Curle. Peu de jours après, Babington reçut des mains d'un inconnu un billet écrit par Gifford, avec le chiffre de Marie. Dans ce prétendu billet de Marie, on la faisait se plaindre à Babington de ce qu'il avait cessé de lui offrir ses services, et elle le priait de lui faire tenir à Chertsey un paquet qui lui avait été envoyé par l'ambassadeur de France.

Babington ne soupçonna rien, et, tout glorieux d'être utile à Marie, il lui envoya le paquet, avec une lettre de sa main. Gifford transmit la lettre et le paquet à Walsingham. Les pièces furent déchiffrées par Thomas Philipps, et transcrites au bureau du ministre : l'original, ou peut-être une copie seulement, fut renvoyé à Gifford, qui le fit passer à Chertsey. La réponse de Marie à Babington fut également déchiffrée et transcrite aux bureaux de Walsingham, avant d'être envoyée à son adresse. Lorsque plus tard on fit usage de ces lettres, afin de pouvoir comprendre Marie au nombre des conspirateurs, beaucoup de gens doutèrent de leur contenu réel. Ballard, qui par sa conduite se montrait si peu digne du caractère sacré dont il était revêtu, craignant peut-être pour sa sûreté, ou séduit par l'appât de quelque récompense, alla offrir à Walsingham ses révélations; mais la lettre de la reine était déchiffrée, on n'avait plus besoin de lui, et on l'arrêta

comme prêtre séminariste (4 août). L'alarme se répandit parmi les conjurés, beaucoup d'entre eux s'enfuirent.

Ce fut alors que Walsingham jugea convenable d'instruire la reine de ce qu'il avait fait. La reine, assez inquiète, loua son adresse, mais blâma sa sécurité : c'était là, disait-elle, tenter la Providence divine, c'était exposer sa vie à de grands dangers. Elle donna aussitôt des ordres pour que tous les conspirateurs fussent arrêtés. Ces ordres transpirèrent, les coupables prirent la fuite, mais ils furent tous pris, les uns dans les maisons où ils s'étaient cachés, les autres dans les provinces. Édouard Windsor fut le seul qui eut le bonheur d'échapper aux poursuites. La culpabilité des accusés offrait diverses nuances; Babington était vraiment un assassin, puisqu'il suivait le projet de Savage; d'autres avaient refusé de tremper leurs mains dans le sang de la reine, mais ils s'étaient offerts pour délivrer Marie; d'autres encore, condamnant également les deux projets, avaient eu le seul tort de ne point dénoncer leurs amis. Il paraît que Babington eut moins de générosité, car ce furent ses seuls aveux qui formèrent la principale preuve sur laquelle ses co-accusés furent condamnés. On croit qu'il avait conçu ou qu'on lui avait donné l'espoir d'obtenir sa grâce. Ils furent tous condamnés à subir le supplice des traîtres (1).

(1) Ce supplice était horrible, et digne d'être employé par les

Comme on consacra deux jours à leur exécution, et qu'on remarqua le premier jour que le rang et la jeunesse des condamnés, en excitant la pitié du public, avaient fait trouver plus horrible le supplice qui leur était infligé, on commença le second jour par étrangler les victimes avant de les livrer au coutelas du bourreau.

Quelques jours avant l'arrestation de Babington, c'est-à-dire vers les premiers jours du mois d'août, sir Amyas Pawlet avait reçu l'ordre de s'emparer des papiers de la reine d'Écosse, et il avait promis de s'acquitter de la commission, *avec la grâce de Dieu*. La première fois que Marie voulut prendre l'air, il la conduisit à Texal, l'enferma dans une pièce secrète, et la laissa pendant trois semaines privée de toute communication au dehors, ainsi que de tous les moyens d'écrire; ce ne fut qu'à la fin du mois qu'on lui permit de retourner à Chertsey. Lorsqu'elle

peuples les plus féroces. Quand le bourreau avait reçu la victime des mains du shérif, il la faisait tenir par ses valets; puis, armant sa main droite d'un large coutelas, il lui fendait la poitrine, ayant grand soin de ne pas ouvrir les artères; ensuite, introduisant ses mains dans la blessure, il arrachait le cœur du malheureux condamné, qui avait presque toujours le temps de voir son cœur et ses entrailles dans les mains du bourreau avant de rendre le dernier soupir. Quelquefois on commençait par précipiter le condamné du haut du gibet, et on le laissait expirer avant de lui ouvrir le corps. Souvent, quand le condamné était catholique, le bourreau coupait promptement la corde après la secousse, de sorte que le patient, encore vivant, subissait un double supplice.

entra dans son appartement, elle remarqua ses armoires ouvertes, et vit qu'on avait emporté son argent, ses sceaux et ses papiers. Elle garda pendant quelques instants le silence de l'indignation; puis, s'adressant à Pawlet: « Sir, lui dit-elle avec dignité, deux choses me restent que vous ne pouvez me ravir, le droit que me donne à la couronne d'Angleterre le sang royal qui coule dans mes veines, et l'attachement qui remplit mon cœur pour la religion de mes pères. »

Cependant Élisabeth, ne pouvant se décider seule sur le traitement qu'elle devait faire subir à Marie, demanda l'avis de ses fidèles conseillers. Quelques-uns inclinèrent vers la modération; ils représentèrent que Marie était déjà d'un âge assez avancé (elle était dans sa 45e année), que sa captivité lui avait fait contracter beaucoup d'infirmités, et qu'il était probable qu'elle succomberait dans peu sous les rigueurs d'un emprisonnement prolongé. Le plus grand nombre soutint que la mort de Marie était nécessaire pour la sûreté de leur religion; il n'y avait de difficulté que sur le genre de mort. Leicester avait insinué l'emploi du poison; Walsingham, au contraire, prétendait qu'il fallait, pour l'honneur de la souveraine, toute la solennité d'un procès. Cet avis prévalut, et il fut nommé une commission de quarante-sept membres, pairs, conseillers privés ou juges, tous choisis parmi les hommes les plus dévoués à Élisabeth, afin de rechercher la conduite de

Marie, « vulgairement dite reine d'Écosse et reine douairière de France, » et de la juger conformément aux dispositions de l'acte passé la vingt-septième année du règne de la reine (le statut d'association).

Trente six membres de cette commission, accompagnés des avocats de la couronne, se rendirent au château de Fotheringay, où Marie avait été transférée depuis quelques jours. Elle les reçut sans paraître surprise, écouta ce qu'ils dirent pour lui expliquer l'objet de leur mission, mais elle refusa énergiquement de reconnaître leur autorité. « Votre autorité, leur dit-elle, vient de la reine d'Angleterre; mais la reine d'Angleterre n'est point ma supérieure; je suis souveraine indépendante, et je ne déshonorerai pas la couronne d'Écosse en consentant à paraître comme une criminelle devant une cour de justice d'Angleterre. » Les commissaires se séparèrent mécontents et sans avoir rien obtenu. Dans la solitude et le silence de la nuit, elle se retraça vivement la scène extraordinaire qui avait eu lieu; elle se rappela surtout, et ce fut pour son malheur, l'observation de Hatton, que son refus de reconnaître l'autorité de la cour venait uniquement de ce qu'elle avait la conscience de son crime. Marie crut alors que son honneur était intéressé dans la question; elle déclara qu'elle consentirait à se défendre s'il lui était préalablement permis de protester contre la compétence de la cour : ce qui lui fut accordé, après quelque hésitation.

Cette concession de Marie fut une grande imprudence, car elle se livrait sans défense à des hommes parmi lesquels elle ne voyait pas un ami, et qui certainement ne seraient pas arrêtés par une vaine protestation, pour le jugement de laquelle il n'y aurait point de juges. Si elle s'était retranchée dans sa qualité de souveraine, et qu'elle eût dit à ces prétendus juges : « Vous êtes les plus forts, vous pourrez m'égorger, mais vous ne me jugerez point, » peut-être n'aurait-on pas osé passer outre ; consentir à être jugée, c'était consentir à sa condamnation. Dans les circonstances où elle se trouvait, quelque chose qu'elle pût dire pour établir son innocence, il lui était presque impossible de la prouver. Elle était seule, sans amis, sans connaissance des formes judiciaires, sans témoins, sans conseil, ne sachant de l'affaire de Babington que ce qu'on avait voulu qu'elle sût, ne pouvant deviner sur quoi roulerait l'accusation ; que pouvait-elle opposer à cette cohorte d'hommes d'État, de jurisconsultes et d'avocats ligués contre elle pour l'accabler? Toutefois Marie se défendit elle-même avec esprit et avec dignité, et devant nul tribunal, le plus vil accusé, sur d'aussi faibles preuves que celles qu'on allégua contre la reine d'Écosse, n'aurait été condamné.

L'accusation roulait sur deux points principaux : contravention au statut de l'association, en conspirant avec des étrangers et des traîtres pour l'inva-

sion du royaume ; complicité dans une conspiration contre la vie de la reine.

Pour établir le premier chef, on produisit une grande quantité de lettres interceptées ou trouvées dans son cabinet ; si ces lettres étaient authentiques, il en résultait qu'elle avait approuvé le plan d'invasion formé à Paris, et qu'elle avait même offert d'en faciliter l'exécution en engageant ses amis d'Écosse à prendre les armes et à s'emparer de la personne de Jacques. Marie dénia ces faits, qu'elle traita de frivoles, et dit qu'étant l'égale et non la sujette d'Élisabeth, elle avait pu et dû chercher tous les moyens de recouvrer la liberté, qu'on lui avait ravie en abusant de sa confiance et de sa bonne foi ; qu'elle avait toujours offert à Élisabeth des conditions qu'elle-même avait trouvées raisonnables, et que, toutes ses propositions ayant été rejetées, elle avait pu accepter les offres de secours qui lui avaient été faites par ses amis.

Quant à la seconde partie de l'accusation, elle la repoussa avec véhémence. Les avocats de la couronne lurent la copie d'une lettre de Babington où se trouvait ce passage : « Quant à l'assassinat de l'usurpatrice, six gentilshommes, mes amis, tous zélés pour la religion catholique et dévoués à Votre Majesté, se chargent de cette exécution. » Ils lurent ensuite la copie d'une réponse supposée, où l'on faisait dire à la reine ; « Quand les troupes seront prêtes, au dedans et au dehors, il sera temps d'em-

ployer les six gentilshommes, avec toutes les mesures nécessaires pour qu'à l'accomplissement de leur projet je puisse être transférée dans un autre lieu. » Il est à remarquer ici que, dans ce procès, de même que dans celui qu'on avait d'abord fait à Marie au sujet de l'assassinat de Darnley, on n'employa que des copies, et que les originaux ne furent point produits, malgré les demandes les plus formelles et les plus légitimes.

Marie soutint que jamais elle n'avait reçu semblable lettre de Babington; que jamais elle ne lui avait fait de réponse semblable; qu'au lieu de se hâter d'envoyer Babington au supplice, il fallait le réserver pour le lui opposer comme témoin. Les avocats répliquèrent, en opposant l'aveu de Babington et celui de Nau et de Carle, qu'ils croyaient que les copies avaient été fidèlement extraites des originaux. Mais ces originaux, où étaient-ils? quelle raison pouvait empêcher les accusateurs de Marie de les produire? Babington avait avoué à la question et dans l'espérance d'obtenir sa grâce; Nau était un homme timide, qu'on avait également effrayé par l'appareil des tortures. « Au surplus, Nau, dit Marie, peut avoir écrit cette lettre en mon nom, mais c'est à mon insu et contre ma volonté. » Elle demanda d'ailleurs à être confrontée avec eux, à être entendue devant le parlement ou devant la reine. Le président de la commission, ne pouvant ou ne voulant pas répondre, ou obéissant à des ordres se-

crets, ajourna l'assemblée du 15 octobre au 25, et du château de Fotheringay à la chambre étoilée de Westminster.

Ce jour-là les deux secrétaires comparurent, mais ce fut en l'absence de Marie que les commissaires, *à l'unanimité*, la déclarèrent convaincue d'avoir imaginé et arrangé plusieurs complots contre la personne de la reine, en contravention au statut; et, bien que ce statut déclarât Marie et ses descendants incapables de succéder, les commissaires ajoutèrent que la sentence ne dérogeait nullement aux droits de Jacques, roi d'Écosse.

Cette dernière clause, arrêtée d'avance, avait été insérée pour empêcher le roi d'Écosse de prendre les armes pour sauver sa mère; il avait assez montré combien peu il tenait à elle par affection, et, puisque son droit à la succession était reconnu, que lui importait que sa mère mourût ou fût sauvée? On savait que Jacques n'aimait qu'une seule chose : l'argent; Marie n'avait donc de secours à attendre de personne. Le roi d'Espagne était occupé à défendre ses possessions des Pays-Bas, et le roi de France à défendre son trône contre la Ligue! Élisabeth était l'arbitre suprême de son sort; l'arrêt de mort était soumis à sa signature; son indécision pouvait, non pas sauver Marie, mais prolonger son agonie. Ce qui retenait Élisabeth, c'était la tache que le sang de la reine d'Écosse imprimerait sur son nom.

Cependant le parlement s'était réuni dès le 15 du

mois d'octobre. La procédure de Fotheringay lui fut soumise, et non seulement il la trouva très-régulière, mais encore la sentence lui parut si digne de l'instruction qui l'avait précédé, que les deux chambres demandèrent, chacune par une adresse, qu'elle fût mise promptement à exécution (12 novembre), comme si le moindre retard eût mis le trône et la religion en péril. Élisabeth demanda quelque temps pour délibérer, mais surtout elle s'informa s'il n'y aurait pas quelque expédient qui pût mettre sa vie en sûreté sans en venir à l'exécution de la sentence. On lui répondit que nul expédient n'était possible. On ne la comprit pas, ou l'on ne voulut pas la comprendre; aussi fit-elle cette réponse étrange: « Si je vous disais que je ne veux pas vous accorder votre demande, sur ma foi, je vous dirais peut-être plus que je ne pense; et si je vous disais que je vous l'accorde, je vous dirais plus que vous n'en devez savoir: cela m'oblige à vous faire cette réponse, qui ne répond à rien (*thus I must deliver to you an answer answerless.*) »

Lord Buckurst se chargea de la triste mission d'annoncer à Marie sa condamnation; il ne voulut pas même lui laisser l'espérance. Son attachement à la religion catholique rendait son existence incompatible avec la sûreté de la religion réformée; il l'exhorta donc à se préparer à la mort, et à recevoir les secours spirituels d'un évêque ou d'un doyen de la nouvelle Église. La reine répliqua qu'elle était fière

de donner son sang pour sa religion; qu'au surplus elle n'avait pas besoin des secours d'un ecclésiastique de la religion réformée; qu'elle demandait seulement qu'on ne la privât pas des services de son aumônier. On lui accorda cette demande, non sans peine, mais pour un temps très-court. Elle employa ce temps à écrire deux lettres importantes, l'une au souverain pontife, l'autre à l'archevêque de Glascow. Le jour suivant, le fanatique Pawlet lui dit cruellement qu'étant morte selon la loi, elle n'avait plus droit aux insignes de la royauté, et il crut faire un acte digne d'éloge en se couvrant grossièrement devant elle et s'asseyant en sa présence. Cet acte fut très-sensible à la malheureuse reine.

Le 19 décembre, elle adressa ses dernières demandes à Élisabeth : c'était de lui permettre d'envoyer à son fils un bijou et sa bénédiction; de faire transporter son corps en France, pour qu'il fût déposé auprès de celui de sa mère; de permettre à ses domestiques de conserver les petits legs qu'elle voulait leur faire. Pour dernière faveur, elle désirait être exécutée en public. Dans cette lettre, elle ne mit pas un seul mot qui eût l'air de demander grâce. Après avoir remercié le Ciel de lui avoir donné la force de supporter tant d'injustices, Marie terminait pas ces mots : « Ne m'accusez point de présomption si, abandonnant ce monde, et me préparant pour un meilleur, je vous remonstre qu'un jour vous aurez à respondre de votre charge aussi bien

que ceux qui y sont envoyés les premiers. » On dit qu'Élisabeth versa des larmes, et ne répondit rien : il est plus vraisemblable que cette lettre ne lui fut pas remise.

Cependant Henri III, bien que détestant les Guise, n'aurait pas voulu voir tomber sous la hache du bourreau une tête qui avait porté la couronne de France. Il envoya un ambassadeur extraordinaire qu'on amusa par des délais affectés et qui n'obtint aucune réponse. Après son départ, le chargé d'affaires de France voulut reprendre la négociation, mais on supposa la découverte d'une conspiration dans laquelle il était impliqué lui-même ; son secrétaire fut arrêté, ses papiers saisis. Quand la reine eut cessé de vivre, on présenta des excuses; on prétexta de faux rapports; l'ambassadeur et son maître reçurent des compliments et des éloges. Au fait, on craignait peu Henri III. Quant au roi d'Écosse, il eut l'air d'intercéder vivement et de joindre des menaces aux instances. Mais s'il fut sincère, il eut le tort inexcusable d'employer le même Gray dont la perfidie avait déjà fait échouer une première négociation. En public, Gray sollicitait fortement; en particulier, il excitait de tout son pouvoir Élisabeth à immoler sa victime, et il lui faisait entendre que Jacques ne serait pas fâché d'être débarrassé de sa mère.

Tout cela était peu propre à terminer les irrésolutions d'Élisabeth, et pendant deux mois elle chan-

gea deux cents fois de volonté. Une idée pourtant se reproduisait très-souvent dans son esprit : vingt fois le jour on l'entendait se plaindre de ce que, parmi tant de milliers d'hommes qui protestaient de leur attachement pour elle, il ne s'en trouvait pas un qui lui épargnât la nécessité de tremper ses mains dans le sang d'une reine. Un jour même elle dit : « Certainement Pawlet et Drury (adjoint depuis peu au premier pour la garde de Marie) pourraient bien me délivrer de ce fardeau. Walsingham et vous, disait-elle à Davidson, son secrétaire, vous devriez sonder leurs dispositions. » Déjà Élisabeth avait cherché à exalter l'imagination et le dévouement de Pawlet, en lui écrivant une lettre où elle le comblait d'éloges et de flatteries, l'appelant *mon Amyas,* mon plus fidèle serviteur, et lui promettant un prix extraordinaire.

Pour remplir les intentions de la reine, on écrivit à Pawlet et à Drury que la reine se plaignait de leur peu de zèle, car, s'ils avaient autant de dévouement qu'ils se vantaient d'en avoir, ils auraient déjà terminé les jours de leur prisonnière. N'avaient-ils pas prêté le serment de l'association? Marie était jugée et condamnée, quel motif pouvait les retenir? Pawlet répondit immédiatement que son bien et sa vie étaient à la disposition de la reine, mais qu'il ne versait pas le sang d'un autre sans y être autorisé par un warrant (un ordre) ou par la loi. Le 1er février, Élisabeth défendit à Davidson de porter le war-

rant d'exécution au chancelier, et, lorsqu'elle apprit que déjà le sceau y avait été apposé, elle se montra fort surprise, disant qu'elle pensait qu'on aurait pu trouver un meilleur moyen pour faire mourir la reine d'Écosse. Le lendemain elle répéta les mêmes paroles, et, lorsque le jour suivant elle vit la réponse de Pawlet, ce ne fut pas son Amyas, son plus fidèle serviteur, ce fut un *sot affecté* et *scrupuleux,* qui promettait beaucoup et ne faisait rien, qui se parjurait pour se débarrasser du blâme et le rejeter sur elle.

Davidson ne savait que penser; il était fort embarrassé de son warrant, et, ne voulant prendre sur lui de le retenir ni de l'envoyer, il le remit à lord Burleigh. Celui-ci assembla un conseil (4 février) où il fut décidé que la reine avait fait tout ce qu'elle devait; qu'il était maintenant du devoir du conseil de prendre sur lui la responsabilité de l'exécution. En conséquence, le secrétaire du conseil reçut ordre d'expédier le warrant sans délai. Le 7, on annonça le comte maréchal Shrewsbury à la reine d'Écosse. Sa présence à Fotheringay indiquait assez quelle catastrophe se préparait. La reine se leva aussitôt de son lit, s'habilla et s'assit auprès d'une petite table, après avoir fait ranger de chaque côté ses serviteurs et ses femmes. Le comte entra la tête nue, accompagné du comte de Kent, du shérif et de plusieurs gentilhommes du comté.

Marie écouta la lecture du warrant sans donner

aucun signe d'émotion. La lecture finie, elle fit le signe de la croix, et dit que le jour qu'elle désirait était enfin arrivé; qu'elle ne pouvait terminer les vingt années de captivité qu'elle avait subies, d'une manière plus glorieuse qu'en répandant tout son sang pour la religion. Ensuite elle rappela tous les maux qu'on lui avait faits, toutes ses souffrances morales, tous les artifices employés par ses ennemis; puis, posant la main sur une bible qui était sur la table, elle ajouta : « Pour ce qui est de la mort de la reine, votre maîtresse, je prends Dieu à témoin que jamais je n'en ai formé le dessein, que jamais je ne l'ai demandée à personne, que jamais je n'y ai consenti. — Ce livre, dit le fanatique de Kent, est une bible papiste : le serment est nul. — C'est une bible catholique, répliqua la reine, celle que j'estime le plus, et, par cela même, vous devez regarder mon serment comme le plus sacré que je puisse faire. »

Kent, s'érigeant alors en convertisseur, exhorta Marie à renoncer à ses superstitions papistes, à sauver son âme, et à recevoir les secours spirituels du doyen de Peterborough, savant théologien. Marie insista pour qu'on lui accordât ceux de son aumônier, ce qui lui fut durement refusé, sur le motif que céder à sa prière, ce serait exposer le salut des âmes des commissaires dans l'autre vie et leur sûreté personnelle dans celle-ci. Marie fit alors quelques questions sans suite; puis, se tournant

vers Shrewsbury, elle demanda quand elle subirait son supplice ; à quoi le comte répondit d'un ton très-altéré : « Demain matin, à huit heures. » On dit que lorsque les comtes se disposèrent à se retirer, Marie demanda ce qu'était devenu Nau, et qu'en apprenant qu'il était encore en prison, elle s'écria que Nau était la cause de sa mort, et qu'il l'avait conduite à l'échafaud pour sauver sa propre vie. Elle avait néanmoins entendu son arrêt avec beaucoup de calme et de dignité, au point de frapper de respect et d'attendrissement tous ceux qui la virent dans ce moment suprême.

Quand les comtes furent sortis, tous les gens de sa maison éclatèrent en gémissements et en sanglots ; mais elle leur imposa silence : « Ce n'est pas le moment de pleurer, leur dit-elle, nous devons plutôt nous réjouir. Dans quelques heures, mes longues infortunes seront terminées. Que mes ennemis disent maintenant tout ce qu'ils voudront. Le comte de Kent a trahi leur secret ; c'est à ma religion qu'il faut attribuer ma mort. Résignez-vous donc, je vous prie, et laissez-moi me recommander à la miséricorde céleste. » Elle se mit aussitôt en prière. Au bout de quelque temps, on l'appela pour le souper ; elle mangea peu, mais avant de sortir de table elle porta la santé de ses domestiques, qui la prièrent à genoux de leur pardonner les fautes qu'ils avaient pu commettre à son service, ce qu'elle fit de grand cœur, les priant à son tour de lui pardon-

ner, si quelquefois elle les avait traités avec trop peu d'égards. Elle leur donna ensuite quelques conseils pour leur conduite future, et, dans ce moment encore, elle accusa, dit-on, Nau d'être cause de sa mort.

Marie passa une partie de sa dernière nuit à régler ses affaires domestiques, à faire son testament et à écrire trois lettres, une pour son confesseur, une pour son cousin de Guise, l'autre pour le roi de France. Elle se livra ensuite à divers exercices de dévotion avec ses deux filles d'honneur, Jeanne Kennedy et Elspeth Curle. Vers les quatre heures du matin elle s'étendit sur son lit, mais on remarqua qu'elle ne dormit point : au mouvement continuel de ses lèvres, on comprit qu'elle priait. Le jour venu, elle appela tous ses domestiques, leur lut son testament, leur partagea son argent et ses habits, et leur dit a lieu, embrassant les femmes et donnant aux hommes sa main à baiser. Ensuite elle se rendit dans son oratoire et se plaça en face de l'autel. Tous ses serviteurs la suivirent et unirent leurs prières aux siennes.

Vers les sept heures, on ouvrit les portes de la grande salle du château. On avait dressé dans le milieu un échafaud, qu'on recouvrit d'une étoffe noire ; l'échafaud était entouré d'une barrière. Les gentilshommes de la contrée entrèrent avec leur suite ; les soldats de Pawlet se rangèrent autour de la salle au-dessous des gentilshommes. Le nombre

des spectateurs était d'environ deux cents. Un peu avant huit heures, on envoya un message à la reine, qui répondit qu'elle serait prête dans une demi-heure. Après ce délai, le shérif Andrews se rendit à l'oratoire. La reine se leva aussitôt, prenant de sa main droite le crucifix de l'autel, tenant dans la gauche son livre de prières. Ses serviteurs voulaient la suivre ; on le leur défendit, et comme ils insistèrent, la reine les exhorta à se résigner, et leur donna sa bénédiction, qu'ils reçurent à genoux. La porte s'étant fermée sur eux, on entendit leurs cris de douleur retentir dans la salle. Marie fut alors rejointe par les deux comtes et par ses gardes. Au pied de l'escalier, elle rencontra Melville, l'intendant de sa maison, que depuis plusieurs semaines on tenait éloigné d'elle.

Ce vieux et loyal serviteur, se jetant à genoux et se tordant les mains : « Ah ! Madame, s'écria-t-il, suis-je assez malheureux ! Quel homme sur la terre aura eu jamais autant de peine que moi, lorsque je dirai que ma bonne et gracieuse reine et maîtresse a été décapitée en Angleterre ? » La douleur qui l'oppressait ne lui permit pas de continuer. « Mon bon Melville, lui dit la reine, ne te désole point ; réjouis-toi plutôt. Marie Stuart arrive enfin au terme de ses souffrances ! Tu le vois ; ce monde n'est rien que vanité et n'offre qu'amers soucis. Je te prie de dire que je meurs fidèle à ma religion, à l'Écosse et à la France. Que Dieu pardonne à ceux qui ont eu soif de mon sang. O mon Dieu, tu es l'auteur de la vé-

rité ; tu es la Vérité elle-même ! Tu connais le fond de mes pensées ; tu sais que j'ai toujours désiré l'union de l'Angleterre et de l'Écosse ! Melville, rappelle-moi à mon fils ; dis-lui que je n'ai rien fait qui puisse porter atteinte à la dignité et à l'indépendance de sa couronne, rien qui favorise les prétentions de nos ennemis à la suzeraineté. » Alors, tout en larmes, elle dit : « Bon Melville, adieu ! » Puis, l'embrassant, elle ajouta : « Encore une fois, bon Melville, adieu ; prie pour ta maîtresse et ta reine. » C'était, dit-on, la première fois de sa vie que Marie Stuart avait tutoyé un individu en lui parlant.

Après cette scène attendrissante, elle demanda au comte maréchal, comme une grâce, que ses domestiques fussent présents à sa mort ; Kent se hâta d'objecter qu'ils causeraient du trouble par leurs lamentations. Il poussa la cruauté jusqu'à dire qu'ils voudraient peut-être tremper leurs mouchoirs dans le sang de Sa Grâce (1). « Milord, dit Marie, je réponds pour eux, et ils ne mériteront pas de reproche. Assurément, votre maîtresse, la reine vierge, ne sera point fâchée, par égard pour son sexe, que j'aie autour de moi quelqu'une de mes femmes. » Comme elle ne reçut point de réponse : « Vous m'accorderiez, je pense, plus de faveur, continua-t-elle, si je n'étais pas la reine d'Écosse ; » et

(1) Ce misérable Kent se servit du mot Sa Grâce au lieu de Sa Majesté, pour montrer qu'il ne la considérait pas comme reine.

les deux comtes gardant encore le silence, elle reprit avec véhémence : « Ne suis-je donc pas la cousine de votre reine? ne suis-je pas descendue du roi Henri VII? ne suis-je pas reine douairière de France? n'ai-je pas été sacrée reine d'Écosse ? » Ces paroles subjuguèrent le comte de Kent; on permit à Marie d'avoir quatre hommes de sa maison et deux de ses femmes. Elle fit appeler son intendant Melville, son médecin, son pharmacien et son chirurgien ; les deux femmes furent Kennedy et Curle.

Le cortége alors s'avança, conduit par le shérif et ses officiers. Derrière eux étaient les gardiens Pawlet et Drury, et les deux comtes, qui suivaient la reine, vêtue de ses plus riches habits ; Melville terminait la marche, tenant la queue de la robe de sa maîtresse. Marie portait une coiffe de batiste garnie de dentelles, avec un voile de dentelle rejeté en arrière et tombant jusqu'à terre. Elle avait un manteau de satin noir doublé de taffetas de la même couleur, garni par devant de zibeline, ayant une longue queue et des manches qui pendaient jusqu'à terre. Les boutons de jais, en forme de glands, étaient entourés de perles ; le collet était à l'italienne; le pourpoint de satin noir, ramagé, laissait voir par-dessous un corset, entr'ouvert par derrière, de satin cramoisi, bordé en velours de la même couleur. Une chaîne de grains odorants, qui descendait de son cou, supportait une croix d'or; deux rosaires pendaient à sa ceinture.

Marie entra dans la salle d'un pas ferme et assuré, et ses yeux ne se troublèrent pas à l'aspect de l'échafaud, du billot fatal et de l'exécuteur. Pawlet lui offrit son bras pour l'aider à monter sur l'échafaud. « Je vous remercie, sir, lui dit Marie; c'est la dernière peine que je vous donnerai, et ce sera aussi le meilleur service que vous m'aurez rendu. » Elle s'assit sur un tabouret qu'on lui avait préparé. Les deux comtes étaient à sa droite, le shérif et le secrétaire du conseil, Beal, étaient du côté opposé. L'exécuteur (1), vêtu de velours noir, se tenait en face avec ses aides, habillés de la même couleur. Beal donna lecture de la sentence, et aussitôt après, Marie fit entendre ces mots d'une voix douce et sonore que la frayeur ne paralysait point : « Messieurs, je prends la parole pour vous faire remarquer que je suis princesse souveraine et indépendante, non sujette à la juridiction du parlement d'Angleterre. Les circonstances et ma foi dans les promesses qui m'avaient été faites m'ont entraînée en ces lieux, pour y tomber victime de la violence et de l'injustice. Mais je rends grâces à Dieu de ce qu'il m'a donné cette occasion de faire publiquement ma profession de foi. Je déclare mourir, comme j'ai vécu, dans le sein de l'Église catholique, apostolique et romaine; je déclare, en outre, que je n'ai jamais inventé, encouragé, ni approuvé aucun complot contre la vie

(1) On avait fait venir celui de la Tour de Londres.

de la reine d'Angleterre (1), à laquelle je n'ai jamais voulu aucun mal. Je déclare pardonner à tous ceux qui m'ont poursuivie avec tant de constance depuis vingt ans... »

Le doyen de Peterborough, Fletcher, que le comte de Kent trouvait un grand théologien, mais qui dans cette journée fatale ne montra qu'un zèle âcre, impérieux, injuste, interrompit la reine, pour lui dire d'un ton brutal que sa maîtresse, la reine Élisabeth, quoique forcée d'exécuter les arrêts de

(1) Il n'est pas impossible qu'après vingt ans d'une captivité non moins dure qu'injuste, Marie Stuart ait désiré la mort d'Élisabeth comme devant lui rendre la liberté ; mais la question n'était pas de savoir si elle avait eu ce désir, mais si réellement elle avait connu et favorisé le projet de Babington. Il nous semble que la négative ne saurait être douteuse. Tout ce qu'on a produit contre elle consiste dans la copie d'une lettre prétendue écrite par elle ; mais la simple copie d'une pièce non représentée ne peut faire foi en justice. La déclaration de Babington, qui n'affirme pas, mais qui seulement croit que la copie ressemble à la lettre originale, ne peut engendrer qu'une simple présomption, détruite par la dénégation formelle de Marie. Quant à la déclaration du secrétaire Nau, déclaration qui n'a pas pu être réfutée, parce que cet homme n'a jamais été confronté avec celle qu'il inculpait, elle mérite très-peu de confiance, surtout si l'on considère que, pendant les derniers moments de la reine, Nau attendait tranquillement dans la maison de Walsington l'occasion de retourner en France. — Walter Scott, dans son Histoire d'Écosse, bien qu'il se montre ennemi des catholiques en toute occasion, dit formellement que les preuves alléguées contre la reine d'Écosse étaient telles, qu'elles n'auraient pas pu compromettre la vie du plus vil criminel, et que néanmoins la commission eut la basse cruauté de condamner une reine.

la justice sur son corps mortel, voulait pourtant lui donner les moyens de sauver son âme; qu'Élisabeth l'avait envoyé vers elle pour la ramener dans la véritable voie du Christ; qu'elle devait savoir que, hors la communion de cette Église, il n'y avait que perte et damnation éternelle; qu'elle pouvait trouver miséricorde devant Dieu, si elle reconnaissait la justice de son châtiment, et qu'elle remerciât sincèrement la reine pour toutes les faveurs qu'elle en avait reçues.

Marie pria plusieurs fois le docteur Fletcher de ne pas la tourmenter dans ses derniers moments, et de vouloir bien la laisser à la foi de ses pères. « O mon Dieu! disait-elle, pourquoi avez-vous permis que cet homme vînt remplir ces instants d'amertume! Ah! puisque vous me réserviez encore cette épreuve, donnez-moi du moins la force de la supporter sans murmure! » Et comme Fletcher insistait, l'infortunée Marie se retourna de côté pour ne plus le voir. Alors ce forcené fit le tour de l'échafaud, et lui adressa de nouveau la parole face à face. Shrewsbury fit cesser en partie cette scène scandaleuse en ordonnant à Fletcher de prier. Fletcher obéit d'assez mauvaise grâce, et sa prière ne fut pas autre chose que la continuation de sa prédication.

Marie ne l'écoutait pas, mais elle priait avec ferveur et récitait à haute voix de longs passages des psaumes en langue latine. Lorsqu'elle eut fini, elle pria pour l'Église catholique, pour son fils et pour

Élisabeth; elle protesta pour la dernière fois de son innocence, priant le Ciel de lui refuser sa miséricorde si elle ne disait vrai : « Je vous supplie que mon âme soit perpétuellement privée de la participation de votre miséricorde et grâce, et du fruit qu'elle espère et attend de la mort et passion de votre très-cher Fils. » En finissant, elle éleva le crucifix et s'écria : « Ainsi que tes bras, ô mon Dieu! furent étendus sur la croix, reçois-moi dans ceux de ta miséricorde, et pardonne-moi tous mes péchés! »

Tous les assistants, bien que protestants, à l'exception des serviteurs de Marie, saisis d'un saint respect, attendaient dans un morne silence le dénoûment de ce terrible drame. Le seul comte de Kent eut l'atroce courage d'insulter aux sentiments religieux de Marie, en lui criant de faire trêve à ces jongleries papistes. Dans ce moment, les deux filles d'honneur, inondées de larmes, commencèrent à déshabiller leur maîtresse; les bourreaux s'avancèrent pour les remplacer, craignant de perdre leurs droits, qui sont de recueillir la dépouille du condamné (1). La reine fit d'abord de vives objections; mais un moment après, acceptant cette humiliation, elle se soumit à l'usage, se contentant de dire aux deux comtes qu'elle n'était pas accoutumée à être déshabillée devant tant de monde et par de tels valets.

(1) Tous ces objets furent réclamés par le bourreau, mais il les céda pour une somme d'argent.

En voyant leur souveraine dans un si déplorable état, les serviteurs de Marie ne purent contenir l'explosion de leur juste douleur; Marie leur fit un signe expressif pour les engager à garder le silence et à prier pour elle. Kennedy, prenant alors un mouchoir brodé en or, lui en couvrit les yeux ; les bourreaux, la saisissant aussitôt par le bras, l'amenèrent au billot sur lequel devaient finir ses destinées. Quand elle y fut arrivée, la reine s'agenouilla, répétant plusieurs fois d'une voix ferme : « Seigneur! Seigneur! je remets mon esprit entre vos mains. »

Tous les assistants, excepté deux, étaient vivement émus, et cachaient mal leur attendrissement. Des larmes roulaient dans toutes les paupières; des sanglots, des gémissements étouffés se faisaient entendre. Le bourreau en fut troublé, et, levant la hache d'un bras mal assuré, il la laissa retomber sans force et ne fit qu'une profonde blessure. Ce ne fut que du troisième coup que la tête fut séparée du corps; la reine était restée sans mouvement dès le premier. Quand l'exécuteur releva cette tête naguère si belle encore, les muscles de la figure s'étaient tellement contractés, qu'il eût été difficile d'y reconnaître les traits de la reine d'Écosse. « Vive la reine Élisabeth! » cria le bourreau, suivant l'usage, en relevant la tête sanglante (8 février 1587) (1).

(1) Le corps de la reine fut embaumé le même jour en présence de Pawlet et du shérif, et déposé dans un cercueil de plomb, qu'on laissa dans la même salle jusqu'au 1er août. Il fut inhumé avec

« Ainsi périssent tous ses ennemis ! » répondit le doyen Flechter, qui, dans ce moment, sans doute, oubliait qu'il était ministre d'une religion de paix, de bienveillance et d'amour, d'une religion qui nous apprend à pardonner à nos ennemis, pour qu'à notre tour nous obtenions le pardon de nos fautes. La voix de Fletcher n'aurait pas trouvé d'écho dans la salle, si le farouche Kent ne lui eût répondu : « Ainsi périssent, dit-il, tous les ennemis de l'Évangile ! » Ces paroles d'énergumène allèrent se perdre sous les voûtes de la salle. Chacun se retira tristement, en essuyant furtivement des larmes dont la malveillance leur aurait fait un crime ; c'eût été un crime, en effet, que d'avoir osé plaindre et admirer l'infortunée, la noble Marie Stuart !

pompe dans l'église de l'abbaye de Peterborough, vingt-cinq ans plus tard (11 octobre 1612).

FIN

TABLE

Tours. — Imp. Mame.

Date Due

SEP -2 1976			

